

Al 40 : Rebond des valeurs kenyanes, déprimées des nigériennes.

Page 9

Un vent d'euphorie souffle sur la bourse de Tunis.

Page 8

Bourse de Casablanca : l'anticipation freine les indices.

Page 9

BANQUES, ASSURANCES

Epargne-Assurance : le marché est-il mûr pour les multi-supports gestionnaires ?

Page 7

La course à la taille critique sous la houlette des nigériennes.

Page 7

Togo : UAT détient près du quart du chiffre d'affaires du marché d'assurances.

Page 5

PRODUITS DE BASE

Pétrole : à la recherche du bouc émissaire idéal.

Page 10

Londres : Sommet sur les investissements dans le domaine de l'or.

Page 10

ENTREPRISES ET MARCHÉS

RDC : la Gécamines montre patte blanche.

Page 11

SNC Lavalin obtient une rallonge pour la centrale de Hadjret Ennous.

Page 14

Gros nuages sur le tourisme tunisien.

Page 14

La grande distribution se déploie dans l'est d'Alger.

Page 15

Maroc : le hard discount cherche sa voie.

Page 15

Transport aérien : crash définitif pour la CAMAIR.

Page 16

La collaboration Maroc Cameroun améliore l'offre en eau potable.

Page 21

Crise du ciment dans le Golfe de Guinée.

Page 22

ECONOMIE

« La francophonie économique est une réponse à la globalisation. »

Page 19

L'interconnexion électrique africaine à petits pas.

Page 18

POLITIQUE

La téméraire intrusion d'Abdoulaye Wade dans le conflit du Proche-orient.

Page 23

Les Afriques

Rédaction : Alger, Casablanca, Dakar • N° 33 : 12 au 18 juin 2008

L'Afrique n'attire que 5% des investissements du Golfe

En 2008, les pays du Golfe devraient investir près de 150 milliards de dollars à l'étranger. Ce montant, compilé grâce aux statistiques de l'agence Bloomberg, comprend les investissements directs ainsi que ceux de porte-

feuille opérés par les entreprises publiques et privées du Conseil de coopération du Golfe (CCG), sans oublier les grands fonds d'Etat dont font partie les fonds souverains. L'Afrique en général et le Maghreb en particulier, ne

devraient attirer qu'une part infime de ces 150 milliards de dollars soit, selon une première estimation, moins de 8 milliards de dollars pour tout le continent dont la moitié pour l'Afrique du Nord.

Lire en page 3



Dubai dans la brume.

L'autoroute transmaghrébine, au menu du sommet de l'UPM



Chantier de l'autoroute en Algérie.

L'autoroute du Maghreb figure en bonne place sur la liste des projets retenus par la Commission européenne pour le sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée (UPM) prévu le 13 juillet 2008 à Paris.

Il s'agit de relancer le gigantesque chantier qui vise à relier la capitale mauritanienne Nouakchott à celle de la Libye, Tripoli.

Lire en page 11

BID : 1,5 milliard de dollars pour la crise alimentaire

C'est le roi Abdallah bin Abdelaaziz Al Saoud qui a présidé la cérémonie d'ouverture de la 33^e assemblée annuelle des gouverneurs, le plus grand rassemblement économique panislamique comme l'a souligné le président de la Banque, le Saoudien Dr Ahmed Mohamed Ali. Pour comprendre les enjeux et les implications de cette rencontre, *Les Afriques*, présent à cet événement, a interviewé le Dr Cissé, vice-président de la BID (Banque islamique de développement).

Lire en page 17

Sénégal : les tendances du secteur bancaire

Malgré une conjoncture internationale peu favorable, les banques sénégalaises se portent bien. Elles n'ont, dans l'ensemble, jamais réalisé d'aussi bonnes performances qu'au cours de ces trois dernières années. Toutefois elles restent trop nombreuses et trop concentrées sur Dakar. Trois pointures se bousculent dans le peloton de tête : la SGBS, la CBAO et la BICIS.

Lire en page 6

La Bourse de Tunis prend des couleurs

Depuis janvier, la capitalisation de la bourse de Tunis a augmenté de 17% pour s'établir 7,642 milliards de dinars, le 29 mai dernier. L'indice Tunidex a enregistré une progression de 12,9%, passant de 2614 points au 31 décembre 2007 à 2951 points durant la séance du 29 mai. La place de Tunis serait-elle en train de décoller ?

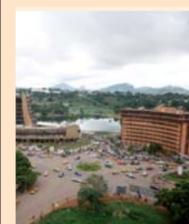
Lire en page 8

Cauris ou savoir investir en Afrique de l'Ouest

En 11 ans, cette première société de gestion de fonds de capital investissement dédié prioritairement aux Etats de l'UEMOA a bouclé neuf sorties. La dernière en date, comme nous le rappelle, Vissého Thierry Gnassounou, directeur associé de Cauris Management, est la sortie « put » (totale) réalisée sur le capital de l'hôtel Ibis Lomé.

Lire en page 5

Le Cameroun à l'heure de l'émergence.

Dossier institutionnel
en pages 12 et 13

▼ AFRIQUE DU SUD

Ralentissement de la croissance du crédit et hausse de l'inflation en avril

La croissance du crédit s'est ralentie en avril dernier s'établissant à 19,6% (crédits ménages et entreprises) contre 22,6% un mois plus tôt. C'est la première fois depuis décembre 2005 que la croissance du crédit s'incline sous la barre des 20%. Cette baisse intervient après l'augmentation, la 5^e en moins d'une année, du taux directeur de la Banque centrale actuellement de 11,5%. Le taux d'inflation a, quant à lui, atteint 10,4% en avril contre 10,1% en mars, très loin devant l'objectif de la fourchette de 3 à 6% ciblée par la Banque centrale.

Windimurra estime que le déficit en vanadium va durer jusqu'en 2012

Windimurra Vanadium, une compagnie minière australienne qui fournit 8,5% des besoins mondiaux en vanadium, estime qu'avec les coupures d'électricité l'approvisionnement en vanadium va connaître un déficit jusqu'à 2012 au minimum. En conséquence de cette faiblesse de l'offre, la société prévoit un prix de l'ordre de 50 \$ le kilogramme de ce métal utilisé dans la fabrication de l'acier. Le manque d'électricité a réduit la production du vanadium provoquant une hausse de 43% de son prix.

L'action de Telkom enregistre des gains

Dans la perspective de vente de ses actions dans Vodacom à Mvelaphanda Holdings et Vodafone Group, Telkom enregistre des gains sur la place boursière. L'action du plus grand opérateur de téléphonie fixe du pays a gagné 8,4%, ce qui porte à 79,1 milliards de rands (10,3 milliards \$) la valeur de son marché. Mvelaphanda a soumis pour acquérir la totalité des 50% des parts de Telkom dans la compagnie de téléphonie mobile Vodacom. Quant à Vodafone qui détient déjà 50% des actions de Vodacom, il veut acquérir 12,5% supplémentaires.

Le déficit commercial a doublé en raison de la facture d'importation de pétrole

Le déficit commercial a doublé au mois d'avril, atteignant 10 milliards de rands, en raison de l'importante facture d'importation de produits pétroliers. La situation est jugée « particulièrement faible » par les analystes économiques qui prévoient la persistance du déficit de la balance de paiements. Le déficit du compte courant a augmenté à 7,3% du PIB, soit à son plus haut niveau en 36 ans.

Baisse de la vente des véhicules en mai

Les ventes de véhicules ont décliné de 23,4% en mai dernier, soit la plus importante baisse en 9 mois. Cette baisse est attribuée à la hausse des taux d'intérêts et celle des prix en général. Selon l'Association des fabricants d'automobiles, quelque 39 533 véhicules ont été vendus en mai contre 51 628 un an plus tôt.

Hypop met fin à ses pourparlers de fusion avec ApexHi

Hypop Investments a annoncé s'être retiré des discussions pour la fusion avec ApexHi Properties, Madison Property Fund Managers et Redefine

Income Fund pour créer le plus grand groupe immobilier du pays. Hypop n'a pas donné les raisons de l'arrêt des négociations. ApexHi, Redefine et Madison par contre continuent toujours leurs discussions pour le même projet.

▼ ALGÉRIE

5 milliards \$ d'IDE en 2007

Selon le ministre du Commerce le montant des investissements directs étrangers (IDE) en 2007 a atteint 5 milliards \$ dont une part importante provenant d'investisseurs arabes.

Le « projet » d'une usine d'automobiles est de retour

Le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI) a créé la surprise en annonçant que des négociations étaient en cours pour le lancement d'une usine de voitures. Il a indiqué que le nom du constructeur étranger ainsi que le taux de participation de la partie algérienne seront connus en août prochain. Selon Abdelhamid Temmar, 40% des composantes du véhicule seraient réalisées localement grâce à la centaine de sociétés de sous-traitance industrielle dont disposerait le pays.

3 milliards \$ d'importation de véhicules en 2007

Selon le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, le montant des importations de véhicules a atteint 3 milliards \$ en 2007. 90% du chiffre d'affaire ont été réalisés par des concessionnaires de sociétés étrangères.

Cevital prévoit de doubler les exportations d'ici 2010

Le PDG du groupe agroalimentaire privé Cevital prévoit, d'ici 2010, de doubler les exportations algériennes hors hydrocarbures pour atteindre 1,3 milliard \$. Cevital compte également porter son chiffre d'affaires à 4,5 milliards \$ et atteindre 25 000 emplois d'ici 2012. En 2007, le groupe employait 6367 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 milliard \$.

Sonelgaz lance un 5^e emprunt obligataire

Pour la 5^e fois depuis 2004, la compagnie nationale de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, a lancé depuis le 1^{er} juin un emprunt obligataire grand public pour lever un montant de 25 milliards DA (MDA). Réparti en 5 millions d'obligations d'une valeur nominale de 5000 DA, l'emprunt, dont le montant pourrait être porté à 30 MDA, permettra de réaliser ses projets d'investissements. La compagnie a recours à ce genre de financement (moins coûteux qu'un prêt bancaire) pour éviter de procéder à la hausse de ses tarifs.

20 milliards \$ d'investissements réalisés depuis 2002

Selon Abdelkrim Mansouri, le DG de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), le montant global des investissements hors hydrocarbures depuis 2002 à fin 2007 est estimé à 20 milliards \$ répartis en 34 531 projets effectivement réalisés.

La 41^e Foire internationale d'Alger

40 pays participent à la 41^e Foire Internationale d'Alger (FIA) qui se tient du 7 au 13 juin, avec le Portugal comme invité d'honneur de l'année. Plusieurs centaines d'entreprises expose-

ront sur une superficie de 20 057 m². Par rapport à l'édition 2007, de nouveaux pays participent à la 41^e FIA. Il s'agit des USA (absents l'année dernière), le Venezuela, l'Iran et la Suède. 49 firmes étrangères qui participent à titre individuel. Elles viennent de Taïwan, France, Pakistan, Turquie, Syrie, Tunisie, Suisse, Brésil, Iran, Allemagne, Russie, et Tchèque.

Partenariat Sonatrach et Fertiberia pour produire et exporter l'ammoniac

Sonatrach et la société espagnole Fertiberia ont signé un accord de partenariat pour la réalisation d'une unité de production d'ammoniac dans la zone industrielle d'Arzew. L'entrée en production est prévue en 2010 et atteindra 1,1 million de tonnes/an. Les deux sociétés, créées pour ce projet d'un investissement global estimé à un milliard de dollars, sont détenues à 49% par Sonatrach et 51% par la société espagnole.

Algérie-Mauritanie : cinq accords et conversion de la dette

L'Algérie et la Mauritanie ont signé à Alger cinq accords de coopération dans les domaines des communications, de la santé, de la météorologie, de la famille et des relations avec le Parlement. La dette mauritanienne envers l'Algérie, dont le montant n'a pas été révélé, sera convertie en investissements en Mauritanie. Les modalités de cette conversion seront examinées ultérieurement entre les experts des deux pays.

Pétrole : nouvelles recettes record

L'Algérie a réalisé 32 milliards \$ de recettes d'hydrocarbures de janvier au 15 mai 2008, a annoncé le PDG de Sonatrach Mohamed Meziane. Ce montant représente plus de 54% des recettes des exportations des hydrocarbures de l'Algérie sur toute l'année 2007, qui s'étaient établies à 59,3 milliards de dollars.

160 000 tonnes de marchandises refoulées en 2007

Les services vétérinaires et de contrôle de la qualité aux frontières ont refoulé, en 2007, « quelque 160 000 tonnes de marchandises avariées, importées frauduleusement », a indiqué le ministre du commerce, El Hachemi Djaâbouh.

▼ ANGOLA

L'Angola accueillera le 1er Sommet mondial sur les Diamants

Le premier Sommet mondial consacré aux diamants sera organisé du 4 au 10 novembre 2008 pour discuter de la gestion de la production de cette pierre précieuse et son impact sur les économies des pays africains. Plus de 750 représentants de compagnies africaines et internationales intervenant dans le secteur, des équipementiers ainsi que des joailliers seront présents au Sommet. L'Angola, qui détient les plus importantes réserves de diamant dans le monde, est le 5^e pays producteur après le Botswana, la Russie, l'Afrique du Sud et le Canada.

70 millions \$ pour la réhabilitation du Port Seco

L'entreprise Multiparques investira, jusqu'en 2012, 70 millions \$ au Port Seco, situé à Viana, dans la province de Luanda. L'investissement por-

tera sur l'asphaltage du terrain, la construction d'infrastructures administratives.

Plus de 160 millions \$ pour la route Mbanza Kongo/Luanda

La réparation de la route nationale 210 Mbanza Kongo /Luanda, passant par la ville de Caxito, dans la province de Bengo, dont le démarrage des travaux est prévu en juin prochain, coûtera 160 millions \$. Les travaux dureront 24 mois.

12 millions d'euros pour la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Kunje 1

Le ministre de l'Energie et des Eaux a annoncé le déblocage d'une enveloppe de 12 millions d'euros pour le projet de réhabilitation du barrage hydroélectrique de Kunje 1 et la construction d'une ligne de transport d'énergie électrique de 30 KV. Le projet permettra d'améliorer la fourniture d'électricité à Camacupa et d'autres localités de la province de Bié. Il est également prévu la construction des réseaux de moyenne et basse tension et d'illumination publique de ces villes, ainsi que l'installation de 3 groupes électrogènes d'une capacité de production de 1500 kW.

Le gouvernement cède ses actions de FINA Pétroles à la Sonangol E-P

Le Gouvernement a cédé à la Société Nationale des Combustibles d'Angola (Sonangol E-P) l'ensemble de ses 300 000 actions, ainsi que ses droits y afférents, détenus dans la compagnie FINA Pétroles d'Angola. L'Exécutif a homologué le processus d'acquisition par la Sonangol E-P des actions que le Groupe Total détenait dans FINA Pétroles d'Angola. Avant cette cession, la Sonangol (publique) détenait 96% des actions de FINA. Cette opération devrait permettre l'amélioration de la gestion de l'entreprise à travers la mise en place d'un conseil d'administration unique.

▼ BÉNIN

Plus de 20% de la population active bénéficiant de projets de micro finance

Plus de 700 000 béninois, soit plus de 20% de la population active, bénéficient de projets de microfinances. Plus de 40 milliards FCFA, soit environ 10% des dépôts des banques, ont été mobilisés dans ce cadre durant les dix dernières années.

Réforme de la filière Coton

Le gouvernement vient de mettre au point de nouvelles orientations stratégiques pour la réforme de la filière coton. L'objectif est de favoriser la transformation industrielle des produits et des sous-produits du coton et de permettre, à terme, un équilibre financier du secteur. La filière coton procure 80% des recettes d'exportations du pays et représente 45% des rentrées fiscales hors douane. Sur une population de 7,5 millions d'habitants, pas moins de 3 millions vivent directement ou indirectement de cette industrie.

▼ BURUNDI

Tension sur les carburants

La principale société importatrice du carburant au Burundi, « Engen petroleum » pourrait annuler sa commande pour le mois de juin 2008 et d'arrêter la vente de ses produits actuellement en stock pour ne pas

continuer de travailler à perte. Dans une correspondance adressée au Ministère du commerce, « Engen petroleum » relève que les sociétés pétrolières ont déjà alerté sur les difficultés éprouvées pour approvisionner le pays suite à la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial.

42% des dépenses ménagères vont à l'alimentation

L'alimentation accapare 42% des dépenses d'un ménage moyen dans le pays, selon une enquête de l'Institut des statistiques et études économiques du Burundi (ISTEEBU). Ce poste de dépense inclut 63 produits identifiés par l'ISTEEBU et qui reflèteraient l'ensemble des dépenses alimentaires de la population. Le logement vient en seconde position des postes de dépense les plus importants dans la vie des ménages burundais. 18% des dépenses ménagères vont aux seuls besoins de logement.

▼ CAMEROUN

Recettes douanières en hausse

A la fin avril, la douane a enregistré 141,9 milliards FCFA de recettes contre 119,1 milliards FCFA pour la même période l'année écoulée, soit une évolution de 19%. La Direction générale de douane (DGD) a précisé que la plus grande augmentation a été enregistrée au mois d'avril avec 36,9 milliards FCFA soit « un taux de réalisation de 99 pour cent ». L'amélioration des recettes douanières intervient suite à la modernisation de l'administration des douanes, et l'introduction en janvier 2007 du Système douanier informatisé et automatisé (SYDONIA). La douane est appelée à contribuer à hauteur de 400 milliards FCFA au titre de l'exercice budgétaire en cours dont le montant global est de 1275 milliards FCFA.

16 milliards FCFA de subvention de carburant en juin

La Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH) a arrêté à 16 milliards FCFA le montant de la subvention des produits pétroliers pour le mois de juin. Ce qui porte à 73 milliards FCFA le montant global du soutien du gouvernement pour les prix intérieurs des produits pétroliers au 1^{er} semestre 2008.

▼ CONGO

Un don de 40 millions \$ de la Banque mondiale

Par le biais de l'Association internationale de développement l'AID, la Banque mon-

diale a accordé un don de 40 millions \$, au titre du Projet de développement des services de santé (PDSS) dont l'objectif est de lutter contre les principales maladies transmissibles, et d'améliorer l'accès des femmes, des enfants et autres groupes vulnérables, à des services de santé de qualité.

▼ CÔTE D'IVOIRE

218 millions d'euros de l'UE à la Côte d'Ivoire

L'Union européenne (UE) mettra à la disposition de la Côte d'Ivoire 218 millions d'euros d'aide financière pour la période 2008-2013, au titre du Document de stratégie et du Programme indicatif national du 10^e FED (Fonds européen de développement). L'accord de financement a été signé par le Premier ministre ivoirien, Guillaume Soro et le commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis Michel.

L'objectif de 2,9% de croissance reste « réalisable »

Le gouvernement ivoirien estime « réalisable » l'objectif de niveau de croissance économique de 2,9% prévu cette année. Selon un communiqué du Conseil des ministres, le niveau d'inflation est de 2,7% en référence à une norme communautaire de 3%. Dans le domaine des ressources, les redevances provenant de la filière café/cacao ont connu un « gain global » de 20 milliards de FCFA.

Le Port autonome d'Abidjan s'équipe d'un scanner à rayons X

Le Port Autonome d'Abidjan (PAA) s'est doté d'un scanner à rayons X pour un coût total de 5 milliards de FCFA. Le scanner de la société « BIVAC SCAN CI » a une capacité de traitement de 30 camions par heure. La compagnie obtient une concession d'une durée de 5 ans, pour l'installation clefs en main du système. Le PAA a réalisé, en 2007, un trafic de 21,37 millions de tonnes de marchandises.

▼ EGYPTE

Orascom Telecom veut racheter 12 millions de ses propres actions

Orascom Telecom (OT) a annoncé son intention de racheter 12 millions de ses propres actions pour un montant de 186 millions \$. Cette décision de rachat est justifiée par un surplus de cash de l'opérateur qui ne trouve pas de bonnes alternatives d'investisse-

ments. OT proposera 83 LE l'action ordinaire et environ 77,50 \$ par reçu de dépôt global. L'offre semble alléchante puisque les actionnaires qui souhaitent vendre pourront gagner jusqu'à 3 fois le montant de leur investissement initial.

Ezz Steel annonce une hausse de 12% de ses profits en 2007

La hausse des cours du rond à béton (RAB) a permis au sidérurgiste Ezz Steel d'augmenter de 12% ses profits en 2007, soit un montant de 1,1 milliards LE (205,6 millions \$). Les ventes (dont 74% ont été réalisés sur le marché national) ont augmenté de 40% atteignant 16,2 milliards LE. La production totale annuelle était de 5,3 millions tonnes. La demande égyptienne de RAB a augmenté de 15% en 2007, contre 4% en 2006.

TMGI va acquérir plus de 133 millions d'actions de TMGH

Le principal actionnaire de Talaat Mustafa Holding's (TMGH), TMG Investment (TMGI), va acquérir 133 604 071 actions dans TMGH, directement ou indirectement détenues par la Banque Nationale d'Egypte. Le montant de la transaction sera de 1,3 milliard LE. Cette acquisition permettra à TMGI d'atteindre 50% des parts à TMGH.

25 milliards LE pour l'agriculture

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Rachid Mohamad Rachid, a annoncé un plan quinquennal visant à injecter 25 milliards LE pour le développement de l'agriculture et l'accroissement de la production locale des produits alimentaires.

Moratoire sur l'exportation du riz jusqu'à avril 2009

Pour garantir l'approvisionnement du marché local, le gouvernement a décidé d'interdire l'exportation de la production de riz jusqu'à avril 2009. Des experts, notamment d'EFG-Hermès, estiment que cette décision risque de pousser les agriculteurs à renoncer à la culture rizicole.

Al-Sewidi Câbles veut s'installer au Qatar

La société Al-Sewidi Câbles va construire une usine de câbles électriques au Qatar. Le montant de l'investissement est de 150 millions \$ financés à hauteur de 60% par des crédits à moyen terme. L'usine, dont la capacité est de 300 000 tonnes par jour, entrera en production début 2009. L'annonce d'un tel projet a eu pour effet

Les Afriques

Editeur : Editions Financières du Sud Eurl, 11 rue de Bassano - F-75116 Paris. Gérant : Koly Keita. Filiale à 100% de Les Afriques Edition et Communication SA. Genève. Administrateurs : Abderrazzak Sital (Président), Michel Juvet, François-Eric Perquel, Dominique Flux (Adm. délégué, directeur de la publication). Comité des Fondateurs : Philippe Séchaud (Président). Editeurs partenaires : Atlas Publications (Maroc). Avenir Communication (Sénégal).

Directeur de la rédaction et rédacteur en chef Finance : Adama Wade (Casablanca). Rédacteur en chef Economie et politique : Ihsane El Kadi (Alger). Rédacteur en chef Gestion publique et coopération : Chérif Elvalide Seye (Dakar).

Rédaction : Louis S. Amédé (Abidjan), Charles A. Bambara (Londres), Mohamed Baba Fall (Casablanca), Saïd Djafer (Alger), Amadou Fall (Dakar), Daikha Dridi (Le Caire).

Ont également participé à ce numéro : Akram Belkaid (Alger), Tovor Koffi Olivier (Lomé), Walid Kéfi (Tunis), Aliou Diongue (Dakar), Faycal Métaoui (Alger), Samy Injar (Alger), François Bambou (Yaoundé), Rafik Sfinja (Alger), Achille Mbog Pibasso (Douala), Yassin Tamlali (Alger). Avec le concours d'African Investor - AI40 (Londres), S&P (Londres) et de CommodAfrica (Paris).

Abonnements : Les Afriques, 19 rue de Veyrier, CH-1227 Carouge Genève. Tél : +41 22 301 96 15. Fax : +41 22 301 96 10. abos@lesafriques.com ou formulaire sur www.lesafriques.com Maquette : Jérémie Flux. Webmaster : Christian Zanardi.

Corrections : Xavier Michel. Imprimé en France : Imprimerie Nouvelle, 93, avenue Denis Papin - 45800 - Saint Jean de Braye. Imprimé à Casablanca (Ecoprint). Diffusion : NMPP, Sapress, Messapresse.

Régie publicitaire : Sequence Media SA, 19 rue de Veyrier, CH-1227 Carouge Genève (+41 22 301 96 15). Bureau de Genève : Benjamin Flux (+41 78 758 77 09 benjamin.flux@lesafriques.com). Bureau de Casablanca : Saad Marrakchi (+212 22 23 34 77 saad.marrakchi@lesafriques.com). Bureau Alger : Baya Saidoun (+212 21 73 49 48 baya.saidoun@lesafriques.com). Bureau Dakar : Valérie Ndione (+221 33 867 46 71 bureaudakar@lesafriques.com).

Dépôt légal : Juin 2008 © Reproduction interdite sans l'accord écrit de l'éditeur

Le Maghreb n'est pas encore une priorité pour les fonds du Golfe

S'ils sont présents dans la région, les investisseurs du Golfe ont l'œil plutôt tourné vers les Etats-Unis et l'Asie. Ils trouvent les places boursières pas assez liquides en Afrique du Nord où seuls l'immobilier et les projets touristiques les attirent vraiment.

Par Akram Belkaïd, Alger

En 2008, les pays du Golfe devraient investir près de 150 milliards de dollars à l'étranger. Ce montant, compilé grâce aux statistiques de l'agence Bloomberg, comprend les investissements directs ainsi que ceux de portefeuille opérés par les entreprises publiques et privées du Conseil de coopération du Golfe (CCG), sans oublier les grands

« L'Algérie a un potentiel touristique évident mais la législation et les mentalités ne nous paraissent pas encore à la hauteur des enjeux. »

fonds d'Etat dont font partie les fonds souverains. A l'inverse, les placements réalisés par des individus ne sont pas pris en compte. L'Afrique en général et le Maghreb en particulier ne devraient attirer qu'une part infime de ces 150 milliards de dollars soit, selon une première estimation, moins de 8 milliards de dollars pour tout le continent dont la moitié au Maghreb et en Egypte.

« Il y a deux priorités pour les pays du Golfe en

matière d'investissement », reconnaît-on auprès de la Chambre de commerce de Bahrein. « Il y a d'abord les Etats-Unis car la faiblesse du dollar rend de nombreux actifs très bons marchés. Ensuite, l'Asie constitue un autre axe prioritaire en raison du potentiel de croissance de cette région ». Tous les secteurs sont visés dont l'immobilier, l'hôtellerie de luxe, la grande distribution, les industries mécaniques sans oublier les banques.

Protection insuffisante des actionnaires étrangers

Pour ce qui est du Maghreb, la liste est plus réduite. Immobilier, tourisme et infrastructures portuaires sont les seuls domaines où la région apparaît sur le tableau de bord des investisseurs du Golfe. Pas question par exemple de multiplier les placements dans les Bourses maghrébines. « Les marchés financiers du Maghreb ne présentent aucun intérêt », juge un banquier saoudien. « Ils ne sont pas liquides ; il est à la fois très difficile d'y entrer ou d'en sortir et l'environnement législatif n'est pas à la hauteur, notamment en matière de transparence et de protection des actionnaires étrangers. Cela dissuade les fonds du Golfe d'y opérer. C'est dommage, parce que nos investisseurs sont vrai-

ment à la recherche d'opportunités ». Nuance de taille, la place de Casablanca est jugée plus accessible mais seule celle du Caire tire son épingle du jeu, cela d'autant qu'elle procède actuellement à un nettoyage drastique parmi les sociétés qui y sont cotées.

« Le principal attrait du Maghreb réside dans l'immobilier et les projets touristiques », explique Giyas Gökent, chef de la recherche économique à la National Bank of Abu Dhabi (NBAD). Pour lui, c'est une démarche logique dans la mesure où ces deux activités constituent le fer de lance de la diversification en cours dans le Golfe. Avec son plan Azur, qui vise à créer jusqu'à dix nouveaux centres touristiques d'ici 2010, le Maroc est le premier marché visé, contrairement à l'Algérie et à la Tunisie. « L'Algérie a un potentiel touristique évident mais la législation et les mentalités ne nous paraissent pas encore à la hauteur des enjeux. Il y a trop d'obstacles administratifs », confie, sous couvert d'anonymat, le directeur d'un grand groupe hôtelier du Golfe. Quant à la Tunisie, le marché est jugé saturé et les investisseurs du Golfe préfèrent garder un œil sur la Libye avec plusieurs projets touristiques qui seraient sur le point d'être annoncés au second semestre 2008.

« La panne de l'Union du Maghreb »

« Le vrai atout de l'Algérie réside dans sa demande importante en matière de logements », relève un homme d'affaires français qui travaille désormais à Dubaï après avoir passé plus de quinze ans dans le Maghreb. « Et cet atout est d'autant plus pertinent aux yeux des investisseurs du Golfe que le marché informel algérien charrie des milliards de dinars qui ne demandent qu'à être investis ». Pour ces investisseurs, l'objectif est donc d'arriver à lancer des projets dont le financement, plutôt que d'être assuré par des transferts de fonds du Golfe vers l'Algérie, serait possible en canalisant l'épargne des Algériens.

Reste enfin un grand obstacle à l'investissement des « khalidji » au Maghreb. La panne politique de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la quasi-absence d'échanges économiques entre ses membres sont autant d'éléments rédhibitoires pour des hommes d'affaires du Golfe désormais entièrement acquis à l'idée que les regroupements régionaux, doublés de zones de libre-échange, comme c'est le cas du CCG, sont une condition nécessaire pour attirer l'investissement étranger.

Valeurs africaines



Eduardo Dos Santos annonce la date des élections législatives

Jusqu'à-là, le président angolais, José Eduardo Dos Santos, fait preuve d'une discipline sans faille dans l'observance des règles démocratiques. Ainsi, l'homme fort de Luanda a annoncé la semaine dernière la tenue des élections législatives pour le 5 septembre prochain. Le président a fait cette annonce dans un document des Services d'assistance au président distribué à Luanda. Le document déclare qu'en accord avec les recommandations de la réunion du Conseil de la république du 3 mai, l'Assemblée nationale devrait analyser et légiférer sur la possibilité de prolonger la période de vote en cas d'événements non prévus par l'article 121 de la loi électorale, qui empêcheraient tous les citoyens d'exécuter leur droit inaliénable de voter le 5 septembre. Dans son préambule, le décret présidentiel réitère le besoin pour les Angolais de voter librement, consciemment et de manière responsable, afin de choisir leurs représentants et leur faire confiance pour mener les destinées de la nation.



Yar'Adua reprend le flambeau de l'intégration africaine

En visite d'Etat de quatre jours en Afrique du Sud, le président nigérian a transmis le message de l'Afrique aux parlementaires sud-africains. La réalité actuelle d'une rapide mondialisation et de la société de connaissances et de technologies « nous incombe en tant que dirigeants de travailler ensemble pour une plus grande intégration politique et socio-économique » en Afrique, a-t-il notamment déclaré. Agé de 56 ans, le président nigérian a souligné que l'Afrique du Sud et le Nigeria ont une « obligation historique... de tout faire... en vue d'une nouvelle Afrique stable, sûre et prospère ». « Nous devons chercher à passer de l'état actuel des communautés économiques régionales vers une intégration politique et économique continentale, si nous voulons ne pas être marginalisés davantage par la mondialisation », a conclu M. Yar'Adua



Maroc : Albert Le Dirac'h à la tête du directoire de la SGMB

Le Conseil de surveillance de Société Générale Maroc, lors de sa réunion du vendredi 06 juin, a nommé Albert Le Dirac'h au poste de Président du directoire de la banque. M. Le Dirac'h est titulaire d'une maîtrise et d'un DEA en finances de l'Institut de gestion de Rennes. Après avoir débuté en 1979 au sein du Groupe des assurances nationales, il intègre, en 1980, le service de l'Inspection générale de Société Générale. En 1987, il rejoint à sa création la Direction des marchés de capitaux au sein des back

office dont il prend la Direction en 1989. En 1995, il prend la responsabilité de la gestion des Ressources humaines du groupe. En 1999, il devient administrateur-délégué de SG Bank & Trust Luxembourg et, conjointement, président du Conseil d'administration de SG Private Banking Belgique. En 2006, il devient directeur délégué des Ressources humaines du groupe et intègre le Comité de direction de Société Générale. Parviendra-t-il à faire oublier Jérôme Guiraud dont les 4 ans à la tête de la SGMB ont été plutôt laborieux ?



Patrick Baptendier fait ses révélations

Dans son livre *Allez-y, on vous couvre*, Patrick Baptendier, un ancien gendarme devenu enquêteur privé, dévoile l'identité de ses commanditaires, parmi lesquels Vincent Bolloré, cité au chapitre 15 de l'ouvrage. Patrick Baptendier témoigne avoir conduit en 2005, à la demande de Géos, et pour le compte de Bolloré, une mission de renseignement et de déstabilisation à l'encontre du groupe Progosa, son concurrent direct sur le marché portuaire africain, et de son Président, Jacques Dupuydauby. Il n'en fallait pas plus pour ce que dernier décide d'écrire à Nicolas Sarkozy pour lui demander de saisir de cette affaire le ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie. Dans ce courrier daté du 7 juin, Jacques Dupuydauby demande que soient prises au plus vite les mesures qui s'imposent pour faire toute la lumière sur les agissements de la DST et pour éviter que de tels faits puissent se reproduire.



IB condamné en France

L'ancien chef rebelle ivoirien, IB de son vrai nom, Ibrahim Coulibaly, 44 ans, a été condamné par défaut par la justice française. Reconnu coupable d'une tentative de coup d'Etat contre le président ivoirien en 2003, l'homme est introuvable. Treize prévenus étaient poursuivis dans cette affaire très suivie à Abidjan, Lomé et Ouagadougou. Le coup d'Etat en question était une opération commanditée à l'époque pour l'attaque au lance-roquette du convoi présidentiel de Laurent Gbagbo. L'ex-chef rebelle a toujours nié les faits. IB est visé par un mandat d'arrêt depuis décembre 2007. Le tribunal présidé par Jean-Claude Kross a estimé que IB a financé la phase de recrutement et une partie de l'opération projetée. Reste désormais à le localiser.



Centrafrique : Jean Jacques Demafoout renonce aux armes

A quelques jours de l'accord de paix global entre le mouvement rebelle l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) et le gouvernement centrafricain, Jean Jacques

Les chiffres de la semaine

4600 milliards de francs CFA (700 millions d'euros). Montant du transfert des Sénégalais de l'extérieur durant l'année 2007, selon les chiffres du ministère des Finances. La somme représente trois fois plus que les investissements directs étrangers.

18% du PIB. Nombre de déplacés au Darfour en 2007. La région de l'ouest du Soudan est en guerre civile depuis 2003.

2500 dollars. C'est le poids du secteur financier dans la CEMAC (Communauté Economique et monétaire de l'Afrique centrale). Ce chiffre atteint 40% en moyenne en Afrique.

32 milliards de dollars. Total des recettes pétrolières de l'Algérie durant la période de janvier au 15 mai 2008. Ce montant représente plus de 54% des recettes des exportations des hydrocarbures de l'Algérie sur toute l'année 2007.

219 milliards de FCFA seront octroyés à la Côte d'Ivoire par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) dans le cadre des investissements privés dans ce pays.

8,8 milliards de dollars. C'est le volume des échanges commerciaux au sein du Marché commun pour l'Afrique australe et orientale (Comesa) en 2007.

8,8%. Le taux d'inflation annuel à Maurice à fin mai. Il y a une année, ce taux était de 10,5% selon les chiffres publiés vendredi par le Bureau Central des Statistiques (BCS) du pays.

98,8 millions de dollars. Montant du marché remporté par la China National Building Material Co pour la construction d'une cimenterie en Libye. L'usine, qui aura une capacité d'un million de tonnes de clinker, sera construite en 24 mois.

Demafoout, le chef de l'APRD, a déclaré jeudi que toutes les dispositions sont réunies pour aller vers la paix. « Nous sommes de bonne foi et cela peut être constaté sur le terrain. Depuis la signature de l'accord de paix et de cessez-le-feu à Libreville, il n'y a pas eu de violation. Nous pensons qu'il y a un temps pour la guerre et un autre pour la paix », a-t-il poursuivi. A la question de savoir à quand l'intégration des troupes de son mouvement au sein des forces armées centrafricaines (FACA), le chef de l'APRD qui est l'ancien ministre de la Défense de l'ex-président Ange Félix Patassé a répondu : « nous n'avons pas encore abordé ce cas. L'accord que nous avons signé récemment à Libreville est un accord primaire ».

de hisser l'action d'Al-Sewidi qui a gagné 4,8% pour s'établir à 158 LE.

Hausse de 21% de la dette publique

L'endettement public dans le budget de l'Etat pour l'année fiscale 2008/2009, a augmenté de 21%, enregistrant 549,8 milliards LE en juin 2007, contre 454,9 milliards de LE à la même période de l'année précédente. La dette extérieure, qui a atteint 29,9 milliards \$ en juin 2008, est en hausse de 300 millions \$ par rapport à l'année dernière.

▼ ETHIOPIE

Plus de 5 milliards \$ pour le budget 2008-2009

Le Ministère des finances et du développement économique a proposé pour l'exercice 2008-2009 un budget de plus de 5 milliards \$. Il s'agit du plus élevé des budgets de toute l'histoire du pays, avec une augmentation de 21% par rapport au budget de l'exercice actuel. Cette hausse est liée à la flambée des prix des matériaux de construction, à la hausse des salaires et de la demande croissante de subventions fédérales pour les neuf Etats régionaux du pays.

▼ GUINÉE

La France annule une dette de 54,8 millions d'euros

La France a annulé une partie de la dette guinéenne estimée à 54,8 millions euros. L'accord, signé entre les deux pays le 19 mai dernier, entre dans le cadre de l'annulation par le Club de Paris d'une dette de 180 millions \$ et le rééchelonnement d'un autre montant de 120 millions \$. Par ailleurs, la France a également rééchelonné 8,8 millions euros.

▼ KENYA

Les bénéfices de Kenya Airways en baisse

Kenya Airways, a annoncé une baisse de 2,5% de ses bénéfices, en raison de la violence post-électorale qu'a connu le pays entraînant ainsi une baisse des ventes au premier trimestre 2008. Les bénéfices nets ont atteint 3,9 milliards de shillings (62,8 millions \$) en douze mois (clôturant en mars), contre 4 milliards Sh un an plus tôt.

Standard Bank doit déposer une caution de garantie

La justice a ordonné à Stanbic Bank, la filiale kenyenne de la Standard Bank Group, de déposer 200 millions Sh au titre d'une caution de garantie dans le procès que lui a intenté la compagnie Industrial Plant (East Africa) Ltd, un fabricant d'équipements industriels lourds, au risque que son projet d'acquisition de la CFC Bank soit bloqué. C'est la 2^e fois, en un seul mois, que la banque est obligée de déposer une caution dans un litige porté devant la justice. Le 23 mai dernier, la Cour Suprême avait ordonné à la Stanbic de déposer 522,2 millions Sh suite à la plainte déposée par 15 de ses anciens employés pour non-paiement de 1,1 milliard Sh de pensions.

Scangroup signe un contrat avec une firme américaine

Scangroup Ltd, une compagnie de services Marketing, a annoncé la création d'un joint venture avec la société américaine Millward Brown. Cette coopération permettra à Scangroup d'améliorer sa com-

petitivité dans le domaine de la recherche marketing, le design et la publicité. La firme Millward Brown est un des leaders mondiaux dans le domaine de la publicité, les médias, le marketing et la communication.

Déficit commercial de 316 milliards Sh

Le déficit de la balance commerciale a atteint 316 milliards Sh à janvier 2008. Le montant des importations de biens et services était de 570 milliards Sh, contre 254 milliards Sh d'exportations. Néanmoins, la Banque Centrale ne prévoit pas de manque de devises en partie en raison des apports, estimés à 651 millions \$ (40,3 milliards Sh) de la privatisation de Telkom Kenya, l'acquisition de CFC Bank par Stanbic Bank et la vente d'actions d'Equity Bank.

AFC ne va pas effacer les dettes des fermiers

L'Agricultural Finance Corporation (AFC) ne va pas effacer la dette des agriculteurs touchés par la violence post-électorale. « Nous n'allons pas annuler ces dettes puisque le gouvernement a mis en place un fonds de compensation à cet effet », a déclaré le directeur de l'AFC. Certains agriculteurs non touchés par ces événements ont pris prétexte pour arrêter de payer leurs dettes. Le gouvernement prévoit 30 milliards Sh pour aider les personnes déplacées, en grande majorité de la Vallée du Rift, le grenier du pays.

EABL lance une campagne de 150 millions Sh pour des boissons sans alcool

East African Breweries Limited (EABL) prévoit de dépenser 150 millions Sh pour une campagne publicitaire pour le lancement d'une boisson sans alcool dénommée « Malta Guinness » sur le marché local.

Le bénéfice de « Tombe Tea » atteint 314 millions Sh

La compagnie Tombe Tea Factory a enregistré un profit de 314 millions Sh issu de la vente de 17 millions kg de thé vert (contre une production de 14 millions kg l'année dernière). Un dividende de 5 millions Sh sera accordé aux 22 000 actionnaires de la société.

▼ LIBERIA

Lancement du « Fonds Sirleaf pour la commerçante »

La présidente Ellen Johnson Sirleaf, a lancé à New York le « Fonds Sirleaf pour la commerçante » (SMWF), en hommage à la femme commerçante et au rôle extraordinaire de la femme africaine dans le développement de l'économie du continent. Le lancement de la campagne « Adopt-a-Market » du SMWF vise à renforcer les capacités d'action des femmes commerçantes et leurs familles pour leur permettre de construire ou de reconstruire au moins dix marchés supplémentaires cette année et jusqu'à 50 autres au cours des quatre prochaines années.

▼ MALAWI

Celtel va renforcer son réseau mobile

Celtel Malawi a annoncé qu'elle allait dépenser 90 millions \$ pour renforcer et améliorer la qualité de son réseau de téléphonie mobile en 2008 et 2009.

Ce projet vise particulièrement l'extension de la couverture pour élargir le nombre d'abonnés de l'opérateur. La mise en place de cet investissement fait suite à la décision du gouvernement de lever les 25% de taxes d'importation sur les téléphones mobiles et des antennes de transmission.

▼ MALI

4,9 milliards FCFA pour les éléphants du Gourma

Avec un financement de 4,9 milliards de francs CFA de la Banque mondiale, le gouvernement malien a lancé un Projet de conservation et de valorisation de la biodiversité du Gourma (PCVBGE), visant notamment la préservation des éléphants dans cette région à cheval entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Selon un expert, les éléphants, qui se comptent par milliers dans la région il y a à peine quelques décennies, ne sont plus que 400 individus aujourd'hui.

▼ MAROC

Lutte conjointe contre la fraude avec la douane sénégalaise

Lors d'une visite de travail au royaume de hauts responsables des douanes sénégalaises, les deux institutions ont convenu de renforcer leur coopération d'échanges d'informations en matière de lutte contre la fraude. Un protocole d'accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière sera signé au cours de la prochaine réunion d'évaluation prévue à Dakar.

Important réseau de franchises

Le Ministère du commerce a recensé pas moins de 308 réseaux de franchises, représentés par 1884 points de vente.

1,28 milliard DH pour le réaménagement de six petites aéroports

Le programme de développement de l'Office national des aéroports (ONDA) prévoit le réaménagement des aéroports de Dakhla, Guelmim, Tan Tan, Oujda, Fès et Rabat-Salé. Certains aspects de développement de ces 6 aéroports sont toujours à l'étude. L'investissement global est estimé à 1,28 milliard DH. Un montant de 3,87 milliards Dh a déjà été alloué pour des travaux de réaménagement des aéroports de Casablanca, Essaouira, Tanger et Marrakech.

Hausse de 1,3% de l'indice des prix en avril

L'Indice du coût de la vie a enregistré une progression de 1,3% en avril. Cette hausse est due essentiellement aux produits alimentaires dont l'indice a augmenté de 2,5%. L'indice des produits non alimentaires a également connu une légère hausse de 0,2% par rapport à mars.

Trois projets de coopération avec la FAO pour 815 000 d'euros

Trois de projets de coopération ont été signés avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le montant global de ces projets est de 815 000 d'euros, dont 283 000 d'euros serviront au développement des produits de qualité de montagne, 273 000 d'euros pour l'assistance technique dans la mise en place d'un sys-

tème de reconnaissance qualité des produits agricoles, et 259 000 d'euros pour la gestion intégrée des plantes envahissantes.

Coopération avec les Pays-Bas

Le Maroc et les Pays-Bas ont signé à Rabat, une déclaration conjointe visant à renforcer la coopération économique et développer les échanges commerciaux entre les deux pays. L'ambition est de créer un partenariat entre les secteurs privé et public, de renforcer les échanges commerciaux, activer les jumelages institutionnels et développer les investissements entre les deux pays. 350 000 Marocains résident aux Pays-Bas dont 5000 entrepreneurs.

160 millions de dollars de la BID pour l'autoroute Taza-Oujda

Le Maroc et la Banque islamique de développement ont signé un accord de garantie pour le financement de l'autoroute Taza-Oujda (environ 160 millions dollars). Selon un communiqué du Ministère marocain de l'économie et des finances, le montant global des financements de la BID au Maroc a atteint, depuis le début de ses activités en 1976 jusqu'à 2007, plus de 3 milliards de dollars destinés à des projets de développement et à des opérations du commerce extérieur, outre l'assistance technique.

▼ MAURITANIE

La GBM finance la formation de trois ophtalmologues nigériens

La Générale de banque de Mauritanie (GBM) s'est engagée à assurer la formation de trois médecins ophtalmologues nigériens en Mauritanie. Selon les termes d'un document d'entente signé par le ministre nigérien du développement communautaire et le président de la GBM, les frais académiques et l'hébergement des médecins retenus pour la formation, dans un grand centre de renommée dans l'Afrique subsaharienne, sont entièrement pris en charge par l'établissement bancaire. La GBM a déjà appuyé un programme de crédit destiné à un groupe de femmes rurales, avec une enveloppe de 360 millions FCFA.

La BAD accorde un prêt de 15 millions \$ pour approvisionner Nouakchott en eau

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un prêt de 9,46 millions d'unités de compte (UC - environ 15 millions \$) destiné au financement du Projet « Aftout Essaheli » d'approvisionnement en eau potable de la capitale Nouakchott à partir du fleuve Sénégal. Ce crédit porte à 42 millions \$ la contribution de la BAD à ce projet dont le coût total est de 451 millions \$.

Le Japon débloque 1,2 million \$ pour la sécurité alimentaire

Le gouvernement japonais a accordé à une enveloppe de 285 millions d'ouguiya (soit environ 1,2 million de Dollars) pour la sécurité alimentaire en Mauritanie. L'enveloppe de la coopération japonaise va servir au renforcement des capacités logistiques, à la constitution d'un stock de réserve de matériel de premier secours pour faire face aux situations d'urgence et à la sécurisation de l'approvisionnement en eau des

quartiers périphériques de Nouakchott.

▼ MOZAMBIQUE

80 millions d'euros pour la rénovation du barrage hydroélectrique de Cabora Bassa

Un montant de 80 millions d'euros sera consacré à la rénovation de la sous-station du Barrage hydroélectrique de Cabora Bassa (HCB). Le projet, dont les travaux vont démarrer en 2009, consiste en la réparation de quelques fissures et le remplacement des équipements usés de l'infrastructure construite il y a plus de 34 ans.

Des investissements canadiens de 150 millions \$ dans les biocarburants

La compagnie Odeveza, un joint-venture de deux firmes mozambicaine et canadienne, a annoncé un ambitieux programme d'investissement de 150 millions \$ d'ici à 2014 pour la production de biocarburant à partir de la Jatropha, au niveau des provinces de Manica et de Sofala. L'objectif est d'approvisionner le marché local et d'exporter vers les Etats-Unis et l'Europe.

▼ NAMIBIE

L'industrie de la pêche menacée par la hausse des prix du carburant

La flambée des prix du carburant, en plus de la limitation des quotas, va plonger la pêche dans le marasme. Les acteurs du secteur redoutent une accélération de la réduction de leurs marges bénéficiaires. L'industrie, qui est une des 3 principales sources de devises du pays, a connu des moments très difficiles au cours des six dernières années, conduisant à la réduction des opérations de plusieurs compagnies et la mise au chômage de plusieurs milliers de travailleurs. La phase de récupération avec les années difficiles semble mise à mal par la hausse des prix du carburant qui ont conduit à des dépenses supplémentaires de 69 000 \$. La rentabilité du secteur s'est réduite de 0,4% en 2007.

▼ NIGER

La société chinoise CNODC va investir 5 milliards \$ pour la production pétrolière

Un contrat de production pétrolière, sur le bloc d'Agadem (nord), a été accordé par le gouvernement à la firme chinoise CNPC. Coût de l'investissement : 5 milliards \$ pour la construction d'une raffinerie d'une capacité d'un million tonnes par an, ainsi que la réalisation d'un pipeline de 2000 km pour alimenter la raffinerie. Environ 4500 emplois sont attendus de ces projets dans une région très pauvre où 85% de la population vit avec moins de 2 \$ par jour.

▼ NIGERIA

La croissance commencera à ralentir à partir de 2009

La productivité dans l'économie du pays est appelée à baisser lors des 4 prochaines années, à partir de 2009, selon un récent rapport de Economist intelligence unit (EIU), contredisant ainsi les projections du gouvernement pour la même période. Selon ce rapport, le PIB baissera à 6,6% en 2009 et à 6,3 en 2010 contre 8,8% cette année. Cependant, il est prévu une stabilisation de la crois-

sance autour de 6,2% en 2011 et 2012. L'objectif du gouvernement est de faire de l'économie nationale une des 20 plus importantes du monde d'ici 2020.

▼ SÉNÉGAL

Projet de création d'un incubateur d'entreprises sur le campus de l'UCAD

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'université de Dakar ont signé deux accords portant sur la création d'un incubateur d'entreprises « innovantes ». Les deux établissements s'engagent à « conforter leur partenariat en matière de formation et d'écoles doctorales sur le campus de Hann et pour créer un incubateur d'entreprises innovantes sur le campus universitaire de l'UCAD ».

Le chiffre d'affaires des services en hausse de 9,2% en avril

Le chiffre d'affaires du secteur des services a augmenté de 9,2% en avril, tandis qu'en glissement annuel, la hausse est de 29,2% pour les services et de 20,3% pour le commerce, selon la dernière note de conjoncture de la direction de la prévision et des études économiques (DPEE). L'accroissement du chiffre d'affaires est imputable à la hausse du commerce de gros et de carburant.

▼ SEYCHELLES

Le gouvernement emprunte auprès d'une banque mauricienne

La Banque commerciale Mauricienne (MCB) a accordé un prêt de 20 millions \$ au gouvernement pour l'importation de carburant. La raison qui a poussé le gouvernement à recourir à cet emprunt, c'est le manque crucial de devises étrangères qui pose de sérieux problèmes pour payer les factures d'importation notamment l'achat d'électricité.

▼ TANZANIE

Un prêt de 190 millions \$ pour des projets de transport

La Banque mondiale a accordé un prêt de 190 millions \$ pour des projets dans le secteur du transport. Le montant servira à la construction d'un passage rapide pour bus (Bus Rapid Transit - BRT) pour faciliter la circulation à Dar-es-Salaam, la réhabilitation de 170 km de la route menant de Korogwe à Same, et pour le renforcement de la piste de l'aéroport de Zanzibar.

Plus de 30 000 emplois prévus dans le secteur du tourisme

Selon le ministre du Développement de l'Emploi, du Travail, et de la Jeunesse, l'activité touristique emploiera plus de 30 000 personnes cette année, ce qui porte à 700 000 le nombre d'emplois dans le secteur. Le Ministère du tourisme projette, d'ici 2012, de porter à un million le nombre de touristes étrangers contre 65 000 actuellement.

▼ TUNISIE

Le Groupe Martinelli Ginetto investira 35,6 millions DT

Le groupe textile italien Martinelli Ginetto veut investir 35,6 millions DT dans une unité baptisée Magimed qui sera installée dans la zone industrielle de Mghira au sud

de Tunis. L'usine, qui sera opérationnelle à la fin de cette année, permettra la création de 400 emplois, et aura une capacité de production annuelle initiale de 3,4 millions de mètres de tissage et 2600 tonnes de filature.

Financement de 57 projets dans le gouvernorat de Béja

La conférence régionale de partenariat et de consolidation de l'investissement, tenue récemment à Béja, a permis de cibler 57 projets, sur un total de 78 présentés, pour bénéficier d'un financement bancaire. Le montant global des investissements est de l'ordre de 130 millions. 31 projets (106 millions DT) concernent le secteur industriel, 13 projets agricoles, 8 dans le secteur des services et 5 projets dans le secteur de l'artisanat. Au total 3280 emplois sont attendus de ces projets.

Résultats de 21 ans de privatisation

Selon le supplément du journal *Le Temps*, en 21 ans de privatisation, partielle ou totale d'entreprises du secteur public, « les recettes globales n'ont pas dépassé les 5865 millions DT ».

La dette extérieure est estimée à 19,2 milliards DT

La dette extérieure à moyen et à long terme est estimée à 19,2 milliards de dinars. 68,7% de cette dette ont été contractés par l'administration, 23,5% par les entreprises publiques et 7,8% par des entreprises du secteur privé. 30,5% sont à caractère bilatéral, 38,2% multilatéral, et 31,3% levés sur les marchés financiers. La France est le premier créancier avec 11,6%, suivie par le Japon (5,8%), l'Allemagne (3,3%), les USA (2,6%) et l'Italie avec 1,9%.

Sevenair ouvre une ligne Tunis-Tripoli

La compagnie Sevenair a inauguré le 4 juin 2008 sa nouvelle desserte régulière Tunis-Tripoli, conformément aux recommandations de la Haute Commission mixte tuniso-libyenne pour renforcer les liaisons aériennes entre les deux pays. L'accord d'exploitation permet 3 fréquences hebdomadaires les mercredi, vendredi et dimanche. La gestion des vols de et vers Tripoli et la vente de billets a été confiée à la représentation de Tunisair en Libye. Sevenair a également décidé de porter à 3 le nombre de ses vols hebdomadaires entre Sfax et Tripoli.

... Et renforce sa flotte

Un nouvel avion de type ATR 72-500 de dernière génération a été réceptionné par la compagnie Sevenair. L'appareil a une capacité de 70 passagers et a été dénommé « Hannibal ». La compagnie compte trois ATR (70 sièges), un CRJ 900 (88 sièges) et un Beechcraft 1900 (19 sièges).

▼ ZIMBABWE

Des coupures drastiques d'électricité pendant l'hiver

La compagnie d'électricité ZETDC annonce qu'elle procédera à un rationnement de l'électricité durant l'hiver qui s'annonce rude. La restriction risque d'aller jusqu'à 17 heures par jour. Les résidents n'auront donc que 5h à 22h pour au moins 3 jours par semaine. Les mines et les villages ne seront pas épargnés de ces coupures.

Cauris : dix ans d'investissements en Afrique de l'Ouest

Pionnier du capital investissement en Afrique, Cauris Management est parvenu à boucler avec succès neuf sorties entre 1997 et 2008.

Par Adama Wade, Casablanca

D'habitude, les consultants font état des difficultés de sortie pour les fonds investis par le capital investissement dans les entreprises africaines. L'expérience et le parcours du fonds Cauris Management (CM), depuis sa date de création en 1997, montrent plutôt que la réussite de cette phase délicate dépend avant tout du savoir-faire spécifique de l'investisseur. En 11 ans, cette première société de gestion de fonds de capital investissement dédié prioritairement aux Etats de l'UEMOA a bouclé neuf sorties. La dernière en date, comme nous le rappelle, Vissého Thierry Gnassounou, directeur associé de Cauris Management, est la sortie « put » (totale) réalisée sur le capital de l'hôtel Ibis Lomé. En cinq ans, cet investissement a dégagé un TRI de 18%, ce qui constitue une bonne performance pour le secteur hôtelier. Pour un temps plus court, entre 2003 et 2007, l'investissement dans l'opérateur télécom Celtel a dégagé un TRI de 66%. Une performance qui n'est pas sans rappeler le rendement dégagé par le fonds investi dans l'Orange Mali entre 2003 et 2005. En deux ans, le TRI dégagé avait atteint 92,3%.

Secteur bancaire

Concernant la seule expérience de Cauris dans le secteur bancaire, l'investissement dans la BOA Côte d'Ivoire, les rendements ont été de 20% pour une période d'investissements relativement longue, entre 1996 et 2006. Bref, c'est dire de la compétitivité des rendements dégagés en

Afrique de l'Ouest même si, dans la plupart des pays considérés, l'absence d'une bourse efficace réduit les possibilités de sortie. Après dix ans de présence en Afrique, Cauris Management entend poursuivre cette stratégie. Les derniers investissements intervenus entre 2006 et 2007 avec des tickets allant de 500 millions à 3 milliards de FCFA ont eu pour cibles des PME familiales en quête de ressources pour le développement dans le marché sous-régional, des entreprises en création portée par des investisseurs référencés ou encore des filiales des groupes régionaux ou internationaux à la recherche de partenaires financiers stratégiques.

C'est ainsi que de 2006 à 2008, le portefeuille d'investissement de Cauris a été élargi à un investissement de 21% dans le capital de Pétro Ivoire, 23% dans Moov (opérateur télécom au Togo), 8% dans Bank of Africa du Burkina Faso, 25% dans CDCI (distribution, Côte d'Ivoire), 42% dans Fifa (eau minérale, Bénin) et 10% dans BBG Ci.

Le fonds est basé à Lomé et détenu à hauteur de 60% par des membres de l'équipe de gestion, le reste étant détenu par la BOAD, Proparco et Tuninvest. Ce dernier acteur a rejoint l'actionariat en 2005, en rachetant partiellement des parts de la BOAD et de Proparco.

UEMOA, en attendant un cadre juridique et fiscal efficient

Si le rendement du capital investissement en Afrique et particulièrement dans la

zone UEMOA est prouvé, le chemin est encore loin pour la mise en place de cadres juridique et fiscal efficaces. « *Etant à la base une activité d'origine anglo-saxonne, la transposition de la private equity s'est donc naturellement faite en premier lieu dans les pays anglophones d'Afrique* », explique M. Gnassounou. Il y a eu tout un travail de lobbying effectué par Cauris Management depuis une dizaine d'années pour faire adopter à la zone un environnement fiscal et juridique efficient et attractif. Mais depuis 2003, les projets de texte déjà adoptés par le Conseil des Ministres de l'union attendent encore leurs adoption et ratification par les parlements des pays respectifs. Concernant le Togo, où se trouve le siège de Cauris Management, une loi fiscale favorable au métier de capital investissement a été adoptée. « *Cependant, précise M. Gnassounou, cette loi demeure incomplète notamment en matière de modification de capital avec par exemple des droits d'enregistrement très élevés sur la création et les modifications de capital* ». Autre obstacle du capital investissement commun à toute la zone, le niveau de maturité économique des dirigeants d'entreprises qui ont une vision patrimoniale et fermée de leurs entreprises. De fait, ces dirigeants privilégient le concours bancaire même au détriment de l'équilibre de la structure financière de la société en étant frileux sur l'idée d'ouvrir leur capital et d'adopter en conséquence des règles de bonne gouvernance.

Togo : UAT progresse sur le marché des assurances

Spectaculaires performances en 2007 pour les deux filiales UAT-VIE et UAT-IARD qui, pour démarrer leurs opérations, avaient été dotées respectivement d'un capital social de seulement 500 millions de francs CFA.

Par Tovor Koffi Olivier, Lomé

Se référant à leur percée, le ministre d'Etat, ministre de la Santé du Togo, Pr. Charles Kondi Agba, indique que l'UAT « *réalise surtout à elle seule, les deux filiales réunies, près du quart du chiffre d'affaires total du marché, un marché qui s'intègre parfaitement dans un espace communautaire de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA)* ». Avec 1,462 milliard FCFA de chiffre d'affaires et un résultat net de 159 millions FCFA pour VIE et 2,838 milliards FCFA avec un résultat net de 140 millions FCFA pour IARD, au 31 décembre 2007, ces deux compagnies de l'Union des assurances du Togo (UAT) occupent le second rang dans leurs branches respectives d'activités sur le marché togolais des assurances.

Une réussite enregistrée dans un environnement togolais où des sociétés d'assurances ne cessent d'essaimer, mais obtenue à l'aune de l'expérience du groupe africain SUNU Assurances, dont elles sont filiales ; un groupe créé en 1998 par des professionnels de l'assurance ayant exercé des responsabilités dans de grands groupes internationaux tels MGFA - Direction Paris, CIGNA, UAP puis AXA. Le groupe SUNU Assurances est né, en fait, de la reprise d'anciennes

filiales du groupe AXA avec pour forte ambition de « *recentrer son activité et sa présence sur le continent africain* ». Un rêve qui, sur le marché togolais, se réalise au fil des années à travers des performances saluées comme étant le fruit de la qualité des services et de la célérité dont les filiales font preuve, aussi bien dans l'étude et l'établissement des contrats que dans le règlement des prestations. Ce qui constitue pour cette institution, auprès des assurés togolais, les leviers naturels du capital de confiance.

La fierté d'un pari réussi

« *C'est donc avec une légitime fierté que nos deux sociétés peuvent se prévaloir d'être aujourd'hui, et pour la postérité un beau modèle de synergie, et un bel instrument d'intégration au service d'une Afrique encore pleine de promesses* », estime le président du groupe SUNU Assurances, M. Dione Pathe, qui relève là un pari gagné grâce à une progression régulière, aussi bien du chiffre d'affaires que des résultats. Naturellement, les deux sociétés ont consolidé leurs fonds propres, de même que leurs placements de diverses natures en couverture des provisions techniques, notamment les engagements envers les assurés et bénéficiaires de contrats, les victimes d'accidents et les tiers. La préoccupation pre-

mière, selon Dione Pathe, est une volonté « *d'asseoir des sociétés d'assurances financièrement solides et professionnellement reconnues* ». Ainsi, au 31 décembre 2007, pour des engagements totaux de 7,960 milliards FCFA, les actifs en représentation des engagements s'élevaient à plus de 8 milliards FCFA dont la quasi-totalité est placée au Togo et dans la Zone CIMA sous forme d'obligations, d'actions, d'immeubles, de prêts aux sociétés et de liquidités dans les banques locales. Dans cette foulée, UAT a entrepris la construction de son siège, inauguré le 17 mai dernier, un bel ouvrage d'un montant total de 1,4 milliard FCFA, entièrement financé par les provisions techniques, entrant ainsi en couverture des engagements réglementés. « *L'intérêt majeur sera celui des nouvelles perspectives pour les deux sociétés, qui seront davantage en adéquation avec des ambitions, eu égard aux exigences de la profession et à l'image d'excellence que le groupe SUNU Assurances entend consolider en Afrique parmi ses pairs* », fait noter M. Dione Pathe. Le groupe SUNU compte actuellement 15 sociétés d'assurances. Il est présent sur neuf marchés de la zone CIMA. Il a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires consolidé d'environ 51,8 milliards FCFA pour un résultat net de 3,39 milliards FCFA.

CBAO : Patrick Mestrallet sur le départ

Le Président du Conseil d'Administration de la CBAO, Boubker Jaï, a reçu la démission de Patrick Mestrallet de son poste d'administrateur directeur général de la banque, lequel a émis le souhait de quitter ses fonctions pour convenances personnelles. Les organes de gestion de la CBAO sont maintenus, jusqu'au départ effectif de M. Mestrallet prévu pour la mi-juillet 2008, et assurent le pilotage de la banque dans le prolongement des orientations du Conseil d'Administration tenu le 29 mai dernier. Ainsi, les équipes de la CBAO et celles d'Attijari bank Sénégal sont fortement mobilisées pour la conduite de leur projet de rapprochement afin de donner naissance à un ensemble bancaire de premier plan dans la région, à même d'offrir de nouvelles perspectives pour les clients, les collaborateurs et les actionnaires des deux banques réunies.

Maroc : la BCP se réorganise

La BCP a adopté en date du 26 mai 2008, une orientation marché avec cinq divisions : la Banque des Marocains du monde, la Banque des particuliers et professionnels, la Banque de l'entreprise et de l'international, la BCP Bank et CPM-Services. Cette dernière regroupera tous les services liés à l'informatique, le management du risque et la communication institutionnelle. A noter que la BCP Bank qui regroupera les activités de financement des investissements sera dirigée par Bennani Smires.

Alors que l'Amérique fait la cour aux fonds souverains...

Lundi, à Abou Dhabi, le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, a informé les investisseurs du Golfe que son pays demeurerait ouvert aux fonds souverains et a pressé les pays pétroliers de la région à ouvrir leur secteur énergétique aux investissements étrangers. « *Nous rejetons les mesures qui pourraient nous isoler de l'économie mondiale* », a-t-il ajouté à Abou Dhabi, membre de la fédération des Emirats et dont le gouvernement local contrôle un fonds de quelque 875 milliards USD. L'Abou Dhabi Investment Authority (ADIA) était devenue en novembre 2007 l'un des plus grands actionnaires de la banque américaine Citigroup en injectant 7,5 milliards USD dans l'établissement affaibli par la crise des crédits hypothécaires à risque (*subprimes*).

... l'Allemagne leur impose des restrictions

Le Ministère de l'économie allemand a finalisé son projet de loi sur le contrôle des investissements des fonds souverains, en pleine explosion, rapporte lundi la presse. Il prévoit que le gouvernement puisse examiner toute prise de participation d'au moins 25% d'un fonds d'Etat dans une entreprise allemande, quel que soit le secteur d'activité, selon le quotidien Handelsblatt qui s'est procuré le texte. Si cet investissement menace l'ordre et la sécurité publics, Berlin pourra alors l'interdire, selon la même source. Jusque-là, la législation allemande prévoyait que le droit de veto de Berlin ne s'applique qu'à l'industrie de l'armement, rappelle le journal économique.

ECP investit 15 millions de dollars dans Blue Financial Services Ltd

En date du 4 juin 2008, le fonds Emerging Capital Partners (ECP) a annoncé un investissement de 15 millions de dollars dans la société Blue Financial Services, une structure de micro-crédit présente dans une dizaine de pays de l'Afrique subsaharienne. L'investissement qui a été réalisé sous forme d'obligations et d'actions entre dans le cadre du programme d'augmentation de capital de Blue Financial engagé dans l'extension de ses activités. Blue Financial est coté au compartiment alternatif de la Bourse de Johannesburg.

La CAAR lance l'assurance-retraite complémentaire

La Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance (CAAR) a lancé un nouveau produit dénommé « *retraite complémentaire* » pour venir en appoint à la retraite légale. Il s'agit d'un contrat d'assurance-vie destiné aux salariés, aux commerçants, aux professions libérales et toutes autres personnes justifiant d'un revenu stable.

Privatisation de la BIM : cinq candidats en lice

Cinq banques sont en lice pour l'acquisition des parts de l'Etat malien dans le capital de la Banque internationale pour le Mali (BIM-SA) dont le processus de privatisation, entamé il y a un an, devrait prendre fin le 25 juillet prochain. Les cinq banques postulantes sont : Société Générale (France), United Bank for Africa (Côte d'Ivoire), BOA Bénin, Attijariwafa Bank (Maroc) et Ecobank Transnational Incorporated Mali. La banque retenue sera désignée « partenaire stratégique » et détiendra 50% des 61% de parts de l'Etat malien dans le capital de la BIM-SA.

Algérie : Banque islamique, une loi en vue ?

L'ABEF (association des banques et des établissements financiers) a lancé un projet de texte, relatif aux financements alternatifs et islamiques qui sera soumis aux pouvoirs publics pour promouvoir et soutenir l'activité des banques islamiques. L'annonce a été faite par le ministre des Finances, Karim Djoudi, qui a assuré que l'activité des banques islamiques, qui traitent selon la charia, est codifiée de manière cohérente. Il a estimé que le marché de produits de ces banques est appelé à se développer à l'avenir.

Changement à Afribank Plc

Une des principales institutions financières du Nigeria, Afribank Plc, a annoncé la nomination d'un ancien agent de change, Osa Osunde, en tant que nouveau président de cette banque. Six directeurs exécutifs ont également été nommés dans le cadre d'une stratégie qui, selon la banque, vise à s'assurer que les énormes ressources à la disposition de celle-ci, suite à la recapitalisation réussie de son capital de base à 140 milliards de nairas « se traduisent par des performances et une compétitivité plus importantes dans la période de post-consolidation ». La banque a également annoncé l'élargissement de ses structures opérationnelles et de niveau exécutif ainsi que le renforcement de sa gestion des risques en entreprise, de ses services bancaires de détail, ainsi que de ses départements du secteur public et des marchés financiers pour des raisons de compétitivité.

Finances : les banques sénégalaises sur une bonne tendance

Les banques sénégalaises ont réalisé de formidables progrès ces dernières années. Elles sont en constante progression. Deux points faibles tout de même : elles sont trop nombreuses et trop concentrées sur Dakar.



Les banques sont trop nombreuses et trop concentrées sur Dakar.

Par Amadou Fall, Dakar

Malgré une conjoncture internationale rendue très peu favorable à l'épargne et à la dynamique de l'entreprise par une série de chocs dont la flambée des cours pétroliers et la hausse tout aussi forte des prix des denrées alimentaires, les banques sénégalaises se portent bien. Elles n'ont, dans l'ensemble, jamais réalisé d'aussi bonnes performances qu'au cours de ces trois dernières années. En croissance régulière, leur masse bilan-

cielle est passée de 1575,61 milliards FCFA, 2,40 milliards d'euros en 2004, à 2,69 milliards en 2005, puis à 2,98 en 2006, pour tourner autour de 3,35 en 2007 et rester sur une très bonne tendance tout au long de ce premier semestre.

Trois grosses pointures se bousculent dans le peloton de tête : la CBAO, la SGBS, Société Générale de Banque au Sénégal et la BICIS, Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal. Selon les statistiques de la Commission bancaire de l'UEMOA portant sur l'année 2006, la CBAO caracolait en tête avec un total bilan de 443 milliards de francs CFA, 68 millions d'euros et un résultat net de 10,116 milliards. Elle était suivie de très près par la SGBS. Son total bilan était à 441,6 milliards pour un bénéfice comptable de 10,143 milliards. La BICIS était en troisième position avec un total bilan de 237 milliards de francs CFA et un résultat net de 6,278 milliards.

Les chiffres les plus frais rendus publics sur l'évolution du système bancaire sénégalais, par ses principaux acteurs, font état d'un retournement de leadership. Nonobstant les gros déboires occasionnés à la maison mère française par le trader Jérôme Kiervel et le lourd contentieux qui l'oppose depuis une vingtaine d'années avec la famille Hady Niang, la SGBS est, en 2007, passée devant la CBAO. Elle a réalisé un total bilan de 486 milliards FCFA et un produit net bancaire de 13,5 milliards FCFA. Reléguée en seconde position, la CBAO n'en a pas moins amélioré ses performances. Son total bilan est, en effet, passé à 458 milliards avec un bénéfice resté constant à 10,1 milliards. La SGBS qui n'a pas encore divulgué ses résultats devrait être dans ce trend positif, comme d'ailleurs la quasi-totalité des autres établissements bancaires sénégalais.

Nouvelles banques

Fin 2007, le paysage bancaire sénégalais comptait 17 ban-

ques, avec les cinq nouvelles créations qui sont venues s'ajouter aux plus anciennes. Ce sont la Banque Régionale de Solidarité (BRS - Sénégal), la Banque des institutions mutualistes d'Afrique de l'Ouest (BIMAO), créée par la Confédération des Caisses Mutualistes d'Afrique de l'Ouest, Attijariwafa Bank Sénégal, une filiale de Attijariwafa Bank Maroc, la Banque atlantique Sénégal, une filiale de Atlantic Financial Group et International Commercial Bank Sénégal.

L'attrait grandissant que le Sénégal, qui concentre ainsi 22 à 25% de la force bancaire de l'UEMOA, exerce sur les opérateurs de banques s'explique, en particulier, par la sécurisation, la fiabilité, l'ouverture et le niveau de rentabilité de son système, lequel a été assaini et remis sur les rails de l'orthodoxie professionnelle, des années plus tôt. Dans une autre vie très critique, aujourd'hui révolue, il était tombé au plus bas, sa viabilité étant alors lourdement hypothéquée par la sous-capitalisation, une gestion laxiste, des créances douteuses et des pratiques délictueuses

ce qui importe le plus, c'est moins le coût élevé des produits que le moyen des choses, c'est tout bénéfique pour les banques sénégalaises.

Trop nombreuses

Cependant les banques commencent à être nombreuses, « trop nombreuses même ! », à l'appréciation de ceux qui estiment que leur prolifération n'est pas sans risque de fragilisation pour le système. Dans le contexte actuel de très forte concurrence, les établissements les plus faibles disparaîtront inéluctablement, à moins d'accepter d'être absorbés par de plus puissants, tandis que de grandes banques vont même devoir se rapprocher pour s'imposer sur un marché local somme toute limité et concrétiser leurs ambitions régionales et plus largement internationales. C'est la tendance qui se dessine avec la prise par la marocaine Attijariwafa Bank de 66,7% du capital de la Banque Sénégal-Tunisienne en janvier 2007 et de 79,15% de la CBAO, en avril 2008. Le cumul de ces deux acquisitions

L'essentiel du réseau bancaire sénégalais reste concentré dans la région de Dakar. A l'évidence, le système serait plus performant encore si un maximum de particuliers pouvait accéder à ses services.

impunies engageant très fortement l'Etat, alors un peu partout actionnaire majoritaire et très influent.

La cure que le système sénégalais a, par la suite, subie continue de porter ses fruits et justifie, dans une bonne mesure, la résistance dont elle est capable face aux chocs intérieurs, dont les conséquences financières de la crise des Industries Chimiques du Sénégal et aussi exogènes comme ceux invoqués plus haut. Les capitaux ne furent plus comme par le passé au moindre vent mauvais pour se réfugier dans les banques et autres placements plus juteux, dans les pays occidentaux. Les épargnants, personnes morales comme physiques, et même ceux de l'informel, ont nettement plus confiance aux banques locales par l'entremise desquelles ils réalisent une part croissante de leurs investissements et transactions. Et c'est parce que ces établissements sont solvables et liquides, très liquides même, que les acteurs économiques en charge d'approvisionner le pays en hydrocarbures, riz et autres denrées de première nécessité opèrent comme il se doit. En la matière,

fait, en réalité, d'Attijari la première banque au Sénégal.

L'autre problème est que l'essentiel du réseau bancaire sénégalais reste concentré dans la région de Dakar. A l'évidence, le système serait plus performant encore si un maximum de particuliers pouvait accéder à ses services. A ce jour, le taux de bancarisation n'est que de 5% ; il atteindrait 10% avec la prise en compte de l'immense effort déployé par les mutuelles d'épargne et de crédit, ces « banques de proximité » qui essaient dans le pays, jusque dans les zones les plus excentrées. L'ambition des autorités sénégalaises est de porter le taux de bancarisation à 20% dans une échéance proche. Les banques classiques devraient pouvoir contribuer à l'atteinte de cet objectif dont la finalité est la mobilisation plus soutenue de l'épargne locale et l'intensification de l'investissement, surtout productif, en simplifiant et allégeant leurs procédures d'ouverture et de gestion de comptes et en créant davantage d'agences et de guichets à l'intérieur du pays.



International Finance Corporation
World Bank Group

IFC, the private sector arm of the World Bank Group, is the largest multilateral provider of financing for private enterprise in emerging markets. IFC provides loans, equity, structured finance and risk management tools, as well as advisory services to build the private sector in developing countries.

IFC's activities in Sub-Saharan Africa have grown substantially and the Corporation employs now over 300 staff in the region, based in Johannesburg and the Corporation's eight field offices spread across the continent. To effectively support this growth, IFC recruits :

Principal Administrative Officer

To lead and manage all administrative functions for IFC's offices in Africa, including financial control and budgeting, IT services, security, facilities and vehicles, administrative procurement and general operations. The position requires an advanced university degree, 10+ years experience in a similar role in an international, matrix structured environment and in-depth knowledge and understanding of business planning, controlling, budgeting, accounting, and financial administrative management. Candidates are expected to demonstrate excellent project management and leadership skills.

Human Resources Analyst

To provide analytical support, develop and maintain HR information and reporting systems and support management and staff in matters concerning recruitment, performance management, training and career development. The position requires an academic degree and 2+ years experience in a Human Resources role. Candidates are expected to have strong problem solving and organizational skills.

Positions are based in Johannesburg, South Africa. Both positions require excellent communication skills in English. Language skills in French or Portuguese are considered a plus. IFC offers challenging and rewarding careers and interesting opportunities for professional and personal growth. Please go to IFC's career website at www.ifc.org/careers for full job descriptions and to apply on-line. Deadline is June 23, 2008.

IFC finances projects that have a positive developmental impact and that comply with high environmental and social standards

www.ifc.org

La course à la taille critique sous la houlette des nigérianes

Les banques ouest-africaines paraissent bien décidées à faire feu de tout bois dans la zone équatoriale du continent aux fins d'élargir leurs champs de couverture.

Par Louis S. Amédé, Abidjan

La course à l'extension de leur réseau paraît bien ouverte pour les établissements bancaires d'Afrique. Élargir sa couverture à une part importante du continent et avoir une présence effective ailleurs que sur les théâtres des pays d'origine, serait ainsi le nouveau défi pour tous. Et à ce jeu, les banques ouest-africaines, et singulièrement celles sorties financièrement solides de la réforme du secteur bancaire nigérian, jouent les premiers de cordée avec pour cible l'Afrique Centrale. Union Bank for Africa Plc (UBA), Access Bank Plc mais également Ecobank Transnational Incorporated (ETI) par exemple, sont déjà sorties des starting blocks. La motivation de toutes est la même : « Créer une banque africaine de classe mondiale dotée d'un capital important et offrant une gamme complète de produits et services financiers, et par ce biais contribuer au développement économique et financier de l'Afrique ».

La stratégie, un passe-partout : l'expansion par le déploiement d'un réseau de filiales bancaires sur de nouveaux marchés. Une convergence d'intention et une uniformité d'approche qui font de la rapidité d'action, un atout indéniable. Dans l'exercice, les unes et les autres se marquent bien à la culotte. Ainsi à la mi-mai, à une journée d'intervalle, le 14 mai pour l'une et le 15 mai pour l'autre, UBA et Access Bank ont consacré leur ambi-

tion d'expansion hors des frontières nationales du Nigeria.

Le 15 mai 2008, Access Bank Plc, a « *parachevé – par la signature officielle des documents d'afférents – l'opération d'acquisition de trois (3) banques commerciales, Omnifinance en Côte d'Ivoire, Bancor Bank au Rwanda et Banque privée du Congo en RDC* ». Contrôlant 88% du capital de la banque ivoirienne, -par la combinaison des opérations d'achat de parts existantes et d'augmentation du capital-, prenant 75% d'intérêts dans la Bancor Bank du Rwanda et se rendant propriétaire de 90% du capital de la Banque privée du Congo. « *L'acquisition d'Omnifinance offre à Access Bank Plc, une plateforme d'extension au sein de l'Uemoa (zone monétaire CFA), lui permettant de parfaire sa couverture des deux zones monétaires de l'Afrique de l'Ouest ; la participation majoritaire au capital de la Bancor Bank S.A., 4^e établissement bancaire du Rwanda avec un actionariat solide et une clientèle d'entreprises, sert notre objectif de bâtir un réseau dans les pays Est-africains tels que la Tanzanie, l'Ouganda, et le Kenya ; le rachat de la Banque privée du Congo, devant faciliter l'entrée d'Access Bank Plc dans la région d'Afrique centrale lui offrant l'opportunité de tirer parti de l'exceptionnel et attractif potentiel de croissance de cette région* », expliquait alors le Directeur général d'Access, Aigboje Aig-Imhoukuede.

Secrète ambition

Un jour plus tôt, le 14 mai 2008, UBA signait sa présence officiellement au Cameroun. Pôle économique de l'Afrique Centrale où, en s'appuyant dans un premier temps sur ses cinq (5) agences actuelles, elle compte, « *révolutionner la pratique bancaire et créer de la valeur ajoutée pour tous les partenaires* ». Nourrissant la secrète ambition de très vite couvrir l'ensemble du pays et s'implanter dans le voisinage immédiat. Ce voisinage, Ecobank également l'a dans le champ de vision, et a même pris une relative longueur d'avance dans certains pays. Présente depuis plus de sept ans au Cameroun, la banque, dont le siège se trouve dans la capitale togolaise, a déjà fait son entrée sur les marchés du Tchad, de la Centrafrique et du Rwanda, rachetant çà et là des banques en faillite. Elle compte bien boucler l'année en cours avec de nouvelles filiales en RDC, au Congo Brazzaville et renforcer sa présence (effective depuis avril 2008 seulement) au Malawi.

Sur un échiquier bancaire négro-africain où la concurrence fait rage, croître semble être le seul viatique pour les établissements bancaires. La course à la taille critique engagée sous la houlette des banques nigérianes ne laisse d'autre choix que l'offensive. Un terrain sur lequel, les enseignes traditionnelles – essentiellement les filiales de grands groupes français voire européens – paraissent bien inactives.

Burkina-Faso : IFC appuie à la mise à niveau de l'Onatel

IFC, la filiale du groupe Banque Mondiale en charge du financement du secteur privé, annonce son appui à la mise à niveau des réseaux fixes et mobiles d'Onatel, l'opérateur de télécommunications du Burkina-Faso. Les 7,5 millions d'euros de financement d'investissement octroyés à Onatel font partie d'un projet plus vaste visant à stimuler le développement du secteur des télécommunications au Burkina-Faso, à augmenter la connectivité, et à améliorer l'environnement des affaires dans ce pays enclavé. En décembre 2006, Onatel a commencé à augmenter la participation privée dans le secteur des télécommunications, lorsque le gouvernement a vendu une participation de 51 pour cent de la société à Itissalat Al-Maghrib (Maroc Telecom), filiale du groupe Vivendi. Le gouvernement burkinabé prévoit de vendre une participation supplémentaire de 20 pour cent par le biais d'une offre publique de vente de titres Onatel sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, qui sera la première de la part d'une société burkinabé.

Les transferts financiers des Tunisiens de l'étranger en hausse

Les transferts financiers des tunisiens résidents à l'étranger ont atteint quelques 2,2 milliards de dollars en 2007, en hausse de 10% par rapport à 2006, a rapporté samedi le journal tunisien *Le quotidien*. L'augmentation de ces transferts s'explique par l'appréciation de l'euro par rapport au dinar ainsi que par l'attachement de bon nombre d'émigrés à investir dans leur pays d'origine. Ces transferts, dont 50% s'effectuent de façon informelle, constituent désormais une source de devises après le textile, le tourisme et l'agroalimentaire. Ils représentent actuellement 5% du PIB et 23% de l'épargne nationale. Le nombre d'émigrés tunisiens se chiffre à plus d'un million dont 600 000 sont établis en France.

Maroc : le fisc réclame 100 millions de dirhams à Acred et à Cetelem

Après le redressement de 30 millions de dirhams au détriment de Salafin en 2006, la Direction Générale des Impôts (DGI) vient de notifier une procédure de redressement de 100 millions de dirhams aux sociétés de financement Cetelem et Acred concernant l'Impôt sur le revenu, l'Impôt sur la société et la TVA. A cette fin, Cetelem, à qui il incombe la majeure partie du montant, avait déjà provisionné 27,4 millions de dirhams pour l'année fiscale 2007, ce qui a réduit son résultat net de moitié. A noter que l'audit fiscal réalisé concerne la période d'avant 2004.

La date de soumission des offres de Star Assurances reportée au 17 juin

La date de soumission des offres à l'ouverture du capital de la compagnie tunisienne d'assurances STAR a été reportée au 17 juin. Huit candidats potentiels ont été sélectionnés pour cette 2^e étape de l'appel d'offres entrant dans le cadre de la politique de désengagement de l'Etat des secteurs concurrentiels. La privatisation de la société STAR est envisagée sous la forme d'une augmentation de capital de 35% réservée à un partenaire stratégique.

L'OCI appelle à l'annulation de la dette des plus pauvres

Le professeur Ekmeleddin Ihsanoglu, secrétaire général de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), a appelé mercredi à l'annulation des dettes dues par les pays membres les plus pauvres de l'OCI, a rapporté l'Agence de presse islamique. « Ceci devrait renforcer les mesures prises en faveur des pays africains les moins avancés, notamment les pays enclavés », a-t-il déclaré à l'ouverture de la 33^e session annuelle de Conseil des Gouverneurs de la Banque islamique de développement (BID) qui se tient à la Mecque, en Arabie saoudite. Au cours de cette rencontre, le Pr Ihsanoglu a passé en revue les efforts déployés pour faire face à la pauvreté insidieuse dans les pays en développement, où vivent, dans la pauvreté absolue, 26% de la population totale des Etats membres de l'OCI.

Epargne-Assurance : le marché est-il mûr pour les multisupports gestionnaires ?

La France a mis dix ans pour trouver le chaînon entre produits multisupports et produits multisupports gestionnaires. Le Maroc y est parvenu en 6 mois. Le pari est osé.

Grâce à la Marocaine Vie et à Dar Tawfir, il est désormais possible de valoriser son épargne en optant pour des supports plus performants que le classique monosupport. Et plus risqués aussi.

L'arrivée de nouveaux acteurs dans la gestion basique de patrimoine n'est sans doute pas étranger aux dernières innovations que connaît le secteur. Ainsi, Dar Tawfir, qui se présente comme le leader dans le conseil en gestion de patrimoine vient de s'allier avec la Marocaine Vie pour le lancement de contrat d'assurance épargne multisupport multigestionnaire. Cette offre qui combine la technique des contrats en unité de compte et l'accès à une gamme étendue d'OPCVM se veut exclusive.

Engouement

Un véritable pari dans un marché marocain encore acquis aux produits monosupports et où la première expérience multisupport, lancée déjà depuis octobre 2007 par la Marocaine Vie n'a pas encore donné ses résultats. Interrogé, Marc Duval, PDG de la Marocaine Vie, en faisant état d'un véritable engouement de ces produits. Un chiffre de 300 millions de dirhams est même avancé pour la période allant d'octo-

bre à décembre 2007. Quoi qu'il en soit, avec Dar Tawfir l'on retrouve ces mêmes produits mais sous une version nettement améliorée. De multisupports, ils deviennent multisupports multigestionnaires. C'est-à-dire, le client peut non seulement choisir entre les performances de 11 supports différents pour son contrat d'assurance épargne, mais aussi opter pour 3 modes de gestion. Le marché s'adaptera-t-il sachant que la France, toute proportion gardée, a mis dix ans pour franchir le petit palier séparant l'assurance multisupport à l'assurance multisupport gestionnaire ? Ces produits y sont présentés aujourd'hui comme une solution financière au problème de vieillissement des populations.

Culture boursière

Au Maroc, le passage s'est fait en six mois, dans un contexte certes différent, les banquiers étant désormais disposés à partager leurs produits avec d'autres gestionnaires. Autre problème posé par ces produits, leurs performances, voire leur rendement garanti ? Interpellé, M'hamed Skalli, PDG de Dar Tawfir rappelle que, par essence, « *les OPCVM classiques et le compartiment action ne sont pas garantis* ». Ce qui, les

gestionnaires de patrimoine en conviendront sans doute, est aux antipodes du monosupport dit support en dirham, basé sur le fonds général de la compagnie et qui donne au client un capital garanti en rendement régulier. En fait, l'avantage présenté par les nouveaux produits, c'est d'inclure toutes les catégories d'appétence au risque. Dans les onze supports proposés, on retrouve le profil classique du client abonné au monosupport et la clientèle variée qui choisira entre dix supports couvrant toutes les classes d'actifs et catégories (monétaires, obligataires, diversifiés, actions). Les trois gestionnaires proposés sont CFG, CD2G et Gestar. Côté fiscal, ces produits présentent de nets avantages par rapport aux OPCVM dont les rendements sont fiscalisés à 20% depuis le 1^{er} janvier 2008. Il va sans dire que pour bénéficier de l'antériorité fiscale, l'investissement doit rester dans le support investi pendant dix ans. Entre temps, il est toujours possible à l'épargnant de faire des arbitrages entre plusieurs options. Les 7000 clients de Dar Tawfir trouveront là sans doute un produit à la hauteur de leur culture boursière.

A.W

Communiqué

La *Lettre du Continent* a fait paraître un article en date du 5 juin 2008 intitulé « Nessie », alias Bolloré, en vente via Pall Mall Capital, qui indique que notre société détient un mandat de vente des activités portuaires et ferroviaires du groupe Bolloré en Afrique. Nous tenons à porter à votre connaissance que la société Pall Mall Capital dément formellement détenir un tel mandat de vente et tient à préciser que les allégations de cet article concernant l'existence d'un prétendu mandat de vente des activités portuaires et ferroviaires en Afrique du groupe Bolloré sont totalement fausses et dénuées de tout fondement.

Pall Mall Capital

EMP Africa dans le capital de la SAH

La Société d'Articles Hygiéniques (SAH), produisant sous sa marque « Lilas », vient de clôturer une opération de cession et d'augmentation de capital portant sur 49% de son capital social acquis par un fonds d'investissement américain EMP Africa. D'après le fil d'information Business News, le montant total apporté s'élève à 55,7 millions de dinars tunisiens et servira principalement au développement de SAH (Lilas) sur les marchés voisins, notamment la Libye et l'Algérie. SAH a été créée en 1995 par Jalila Mezni et Mounir El Jaiez qui demeurent ses principaux actionnaires et dirigeants. Le nouvel actionnaire EMP Africa, géré par Emerging Capital Partners, est une société d'investissement dont l'actif, en Afrique, dépasse les 1,2 milliard de dollars. L'opération a été conduite par l'intermédiaire en bourse tunisien MAC SA, société leader spécialisée en levées de fonds, introductions et investissements en bourse dirigée par Mourad Ben Chaabane.

Bon cru à la Bourse des valeurs mobilières d'Abidjan

Le marché boursier régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a réalisé un bénéfice de 1,419 milliard de francs CFA en 2007. Le bénéfice est en augmentation de 75% par rapport à celui de 2006, chiffré à 809 millions FCFA, a-t-on indiqué de source proche de l'Assemblée générale ordinaire de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et du Dépositaire central Banque de règlement (DC/BR), tenue à Ouagadougou les 28 et 29 mai. Cela est sous-tendu par une capitalisation globale des transactions, en progression de 68% fin 2007, à 4000 milliards de francs CFA, a-t-on ajouté de même source. L'Assemblée des actionnaires a adopté la distribution d'un dividende de 1500 francs CFA par action.

Capital Investissement : la Tunisie dans le top five

Une étude d'ANIMA Investment Network a qualifié la Tunisie comme une force montante du capital investissement, à l'échelle de la région méditerranéenne. Selon cette étude intitulée « Med Funds : panorama du capital investissement dans la région MEDA », la Tunisie figure en quatrième position, avec la Turquie dont les fonds ont cependant levé beaucoup plus de capitaux (1,2 milliard de dollars), par le nombre de fonds actifs. En troisième position vient Israël, puis le Maroc (18 fonds et 846 millions de dollars), et l'Égypte (10 fonds et 611 millions de dollars). A l'échelle du Maghreb, le champion parmi les entreprises du secteur est tunisien, puisqu'il s'agit d'Integra Partners, composé des sociétés jadis regroupées sous le label Tuninvest. Aujourd'hui composé de huit sociétés (Tuninvest Finance Group, Tunisie Valeurs, Tuninvest Corporate Finance, Africinvest Capital Partners, MaghrebInvest Algérie, Integra Bourse Algérie, Marocinvest et Integra Bourse Maroc), Integra Partners est actif dans les trois pays du Maghreb central (Tunisie, Algérie et Maroc).

Gabon : la BICIG distribue des dividendes

La Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (BICIG) a annoncé une distribution de dividendes de l'ordre de 5 milliards FCFA au terme de l'exercice 2007. Cette action sanctionne un bilan positif présenté par le président du conseil d'administration, Etienne Guy Mouvagha Tsioba, lors de l'assemblée générale tenue à la fin du mois de mai dernier. La filiale du groupe BNP Paribas a vu son chiffre d'affaires passer de 25 607 millions de francs CFA en 2006, à 27 902 en 2007, soit une augmentation de 8,96%. La BICIG a par ailleurs enregistré une hausse de 17,8% du résultat brut d'exploitation.

Un vent d'euphorie souffle sur la bourse de Tunis

L'année 2008 s'annonce faste pour la bourse de Tunis. Après l'introduction d'ARTES, concessionnaire automobile Renault et Nissan, trois autres « big caps » totalisant près de deux milliards de dinars de capitalisation s'appêtent à rejoindre la cote.

Walid Kéfi, Tunis

Depuis janvier, la capitalisation de la bourse de Tunis a augmenté de 17% pour s'établir 7,642 milliards de dinars (1 dinar = 0,54 euro) le 29 mai dernier. L'indice Tunidex a enregistré une progression de 12,9%, passant de 2614 points au 31 décembre 2007 à 2951 points durant la séance du 29 mai. Cette évolution inhabituelle sur cinq mois en Tunisie s'explique largement par l'intro-

« Les groupes tunisiens ont aujourd'hui compris la nécessité de consolider leurs fonds propres pour être en mesure de se développer à l'échelle régionale. »

duction en mars dernier de la société ARTES, concessionnaire automobile Renault et Nissan appartenant au groupe Mzabi qui opère essentiellement dans le commerce, les finances et l'immobilier. L'introduction ayant porté sur 39,6% du capital de la société, soit environ 263 millions de dinars, constitue la plus grande capitalisation depuis 1998. Les titres dont la diffusion a été effectuée à travers une offre à prix ferme (OPF) ont été acquis par la banque bahreïnienne International Investment Bank. Un bol d'air frais sur une place longtemps plombée par la répugnance incompréhensible des entreprises locales pour la levée de fonds nécessaires à leur développement à la bourse.

Embellie en vue

Le regain de dynamisme doit se poursuivre avec trois autres importantes introductions prévues avant la fin de l'année en cours. Ces opérations, qui concerneront des groupes privés puissants, devraient marquer un nouveau départ de la place financière.

La bourse de Tunis s'appête en effet à accueillir vers la fin du mois de juin le premier groupe privé du pays, Poulina. Avec une capitalisation de 1,5 milliard de dinars, l'opération sera la plus importante depuis la création de la place en 1969. Propriété de la famille Ben Ayed, ce groupe composé de 74 entreprises opérant dans divers secteurs (hôtellerie, agro-alimentaire, immobilier, grande distribution...) vient de lancer ses filiales dans un holding qui fera l'objet de la nouvelle introduction. Cette initiative lui permettra de bénéficier d'un important avantage fiscal prévu par la loi de finances 2007 : l'exonération totale des plus-values dégagées par les restructurations visant à réorganiser les groupes en holdings en vue de les introduire en bourse. L'introduction, qui sera effectuée par une ouverture d'une partie du capital à la souscription publique, doit permettre à Poulina de financer le développement de ses filiales au Maghreb et d'implanter deux unités de production d'équipements pour briqueteries en Chine et en Arabie Saoudite, selon le PDG du groupe Abdelwahab Ben Ayed.

La deuxième introduction très attendue concernera la société Médic spécialisée dans la production de médicaments génériques. Contrôlée par la famille Boujbel, cette entreprise devrait rejoindre la cote à l'automne prochain afin de lever les fonds nécessaires pour son développement en Tunisie et à l'international, indique-t-on au Conseil du marché financier (CMF), le gendarme de la bourse de Tunis.

Médic avait en effet racheté en octobre dernier 50% du capital du laboratoire algérien Inpha pour environ 2,7 millions de dinars dans le but d'améliorer sa distribution de médicaments génériques en Afrique du Nord.

De son côté, la Société frigorifique et brasserie de Tunis (SFBT), leader dans la production et la distribution des boissons gazeuses et de la bière, doit faire son entrée sur la place financière en décembre prochain. Elle table sur une consolidation de ses fonds propres en vue de s'implanter en Algérie.

Une nouvelle dynamique

Aux côtés d'ARTES, les trois groupes privés attendus sur la cote devraient totaliser plus de deux milliards de dinars de capitalisation, soit près de 30% du marché tunisien aujourd'hui. Ce chiffre représente un signe qui ne trompe pas sur la nouvelle dynamique que connaît la place d'autant que les introductions ont représenté un total de 700 millions de dinars au cours des dix dernières années, selon les statistiques du CMF.

La bourse de Tunis va-t-elle en fin sortir de sa léthargie ? La question est depuis quelques semaines sur toutes les lèvres dans les milieux bousiers.

Dans la salle de cotation électronique au rez-de-chaussée de la tour Babel, un bâtiment moderne situé au cœur du quartier d'affaires de Montplaisir, golden boys, épargnants et intermédiaires retrouvent la sourire. « Les introductions programmées en 2008 donneront une autre dimension au marché boursier tunisien boudé par les investisseurs étrangers en raison de son exigüité », assure Lilia Kammoun, analyste chez Tunisie Valeurs.

Même son de cloche chez Hamza Knani, directeur général d'Arab Financial Consultants et ancien président de l'association des intermédiaires en bourse: « Avec les quatre nouveaux big caps,

Un marché alternatif toujours atone

Créé en septembre 2007 pour donner l'opportunité aux petites et moyennes entreprises d'accéder au marché financier dans des conditions adaptées à leur taille, le marché alternatif tunisien est toujours atone. Une seule entreprise a jusqu'ici rejoint la cote : la Société de production agricole de Tébourba (SOPAT), opérant dans le secteur des viandes blanches.

Cette première opération a porté sur l'augmentation du capital de la société par le biais d'une offre publique de souscription (OPS).

Une cinquantaine de sociétés en difficultés sélectionnées par une commission composée d'experts du ministère de l'industrie, de l'énergie et des PME doivent toutefois être introduites d'ici 2009 sur ce marché qui s'inspire de l'expérience fran-

l'année 2008 marquera un nouveau départ de bourse de Tunis même si sa taille reste très réduite en comparaison avec les places émergentes voisines, notamment Casablanca et Le Caire ».

Tunis affiche actuellement une capitalisation boursière de 7,2 milliards de dinars (environ 17% du PIB du pays), soit 15 fois moins que Casablanca et 25 fois moins que Le Caire. Elle ne compte que 52 sociétés cotées sur les marchés principal et alternatif contre 73 au Maroc et 430 en Égypte.

En attendant les opérateurs téléphoniques

Les analystes s'attendent à ce que l'engouement naissant des groupes privés se poursuive au cours des prochaines années. « Le fait que les entreprises privées commencent à se bousculer aux portillons de la bourse de Tunis illustre un profond changement de mentalité. Les groupes tunisiens ont aujourd'hui compris la nécessité de consolider leurs fonds propres pour être en mesure de se développer à l'échelle régionale », précise M. Knani.

Outre le souci de l'expansion à l'international, les entreprises tunisiennes se trouveront sous peu contraintes à se tourner vers la bourse pour financer leurs activités. D'autant plus que les banques locales deviendront très regardantes sur les garanties se rapportant aux crédits avec l'adoption des normes de l'accord de Bâle II à l'horizon de 2010.

L'arrivée en masse des entreprises privées sur la cote ne suffit pas toutefois, à elle seule, pour assurer le décollage de la bourse de Tunis, selon les analystes. « L'Etat qui souhaite porter la contribution de la bourse à l'investissement aux alentours de 20% d'ici 2009 est plus que jamais appelé à faire passer une partie de son programme de privatisation par la bourse. Le lancement d'une ou deux grandes privatisations, notamment dans le secteur des télécommunications, nous semble la meilleure solution pour insuffler une plus grande dynamique au marché », conseille le patron d'Arab Financial Consultants, rappelant que la place de Casablanca doit son décollage à la privatisation de Maroc-Télécom en 2004.

Selon lui, l'Etat aurait déjà promis de mettre bientôt une partie du capital de l'opérateur historique Tunisie-Télécom sur le marché boursier.

çaise de l'ALTERNEX en ce qui concerne les conditions d'admission. Ces dernières sont moins rigoureuses que celles en vigueur pour le marché principal. Il s'agit notamment de la publication des comptes annuels certifiés des deux derniers exercices avec possibilité de dérogation pour les sociétés dont l'entrée en activité est inférieure à deux ans, la présentation d'un rapport d'évaluation des actifs et la diffusion de 10% du capital dans le public pour les capitalisations inférieures à un million de dinars.

Le capital minimum et la réalisation de bénéfices pour les années précédant l'introduction ne sont pas exigés.

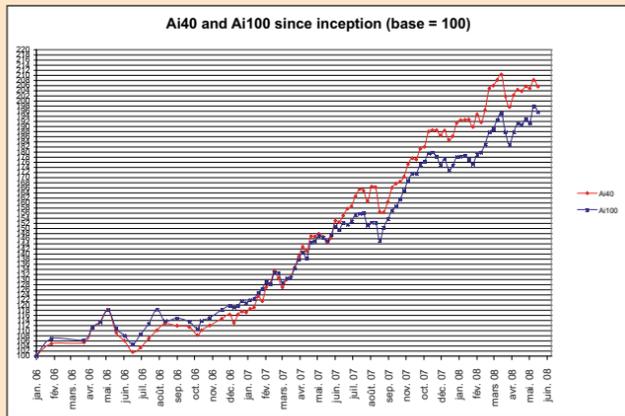
L'admission peut être également demandée par une société en cours de constitution par appel public à l'épargne.

L'AI40 Avec Scipion Capital Limited



Rebond des valeurs kenyanes, déprimées des nigérianes

L'indice AI40 a terminé le mois de mai 2008 sur une fausse note. L'indicateur mis en place par le cabinet londonien African Investor et qui retrace les performances boursières des 40 capitalisations boursières les plus importantes en Afrique a perdu 2,49% ramenant ainsi ses performances depuis le début de l'année à 6,67%.



En hausse

La meilleure performance est à mettre à l'actif de la Kenya Airways (KA), pourtant malmenée il y a quelques semaines par les traders qui redoutaient des résultats comptables fortement impactés par la crise post-électorale qu'avait connue ce pays. Finalement, le transporteur limite le recul de son résultat net à seulement 5,6%. Une solidité saluée en Bourse par une appréciation de 12,6% du titre qui clôture à 0,8 dollar. « La compagnie a connu un dernier trimestre 2008 difficile. Des reprises sur provision ont permis aussi de limiter l'atterrissage. Autrement, le résultat net aurait baissé de 24,7% », explique Eric Kimanthi de Kestrel Capital. La compagnie a récemment annoncé le rétablissement à partir du 10 juin 2008 de sa liaison avec Paris. La ligne a été interrompue

depuis trois mois en raison des violences post-électorales qui ont secoué le pays.

Au Maroc, l'Omniium Nord Africain (ONA) a gagné 5,7% à 249,61 dollars. Il s'agit d'un rebond significatif du titre de l'ONA après un mois d'avril marqué par le départ de Saad Bendi à la tête du groupe. Le nouveau PDG, Moutassim Benghazi, devrait définir dans trois mois une stratégie pour la filiale Wana (télécoms), principale cause du départ de son prédécesseur.

En troisième position, la Sudafricaine SAB Miller (SAB) a vu son titre bondir de 4,8% pour atteindre 25,41 dollars. « Cette valeur poursuit sa forte hausse aidée en cela par les négociations difficiles entre le *Bemge In Bev* (Brasserie, deuxième mondial par le volume) et l'américain *Anheuser-Busch*. En cas d'échec, le marché s'attend à ce

que le Belge fasse une proposition de partenariat fort avec SAB Miller », commente Garth Mackenzie, analyste à BOE Brokers (Afrique du Sud).

Autre performance significative, celle de la Kenya Commercial Bank (KCB), en hausse de 4,3% à 0,51%. « L'intérêt dans cette valeur a été relancé en perspective d'une nouvelle procédure d'émission de nouvelles actions qui seront échangeables à raison d'une action nouvelle pour neuf anciennes », rappelle un analyste de la place.

La cinquième meilleure performance hebdomadaire est l'œuvre d'Orascom Telecom (OT) en progression de 3,4% à 14,49 dollars. L'appréciation de l'action peut être le fait de la nouvelle valorisation de l'opérateur OT, passée de « neutre » à « acheter » dans les recommandations de Goldman Sachs. De plus, les compagnies télécoms des pays du Golfe, de l'Inde et de l'Europe cherchent à faire le mixte entre l'Asie et l'Afrique. Ce qui fait d'Orascom, présent dans les cinq continents, un partenaire idéal, plus intéressant que le Sud-Africain MTN.

En baisse

Au chapitre des contre-performances, Orascom Hotels Development (OHD), réalise la plus forte baisse de l'AI40, soit -29,5%. Il s'agit en fait de

la conséquence d'un récent split entre Orascom Hotels Development (OHD) et Orascom Development Holding (ODH) à raison d'une action ODH pour 10 OHD.

« Sachant que seulement 1% du flottant de OHD est disponible à la Bourse de Caire, l'opération a affecté la liquidité du titre », explique Diane Darwash d'EFG-Hermès (Egypte). Au Nigeria, Oceanic Bank International enregistre la seconde forte baisse de l'AI40 avec une chute de 9,1% à 0,21 dollars, juste derrière Lafarge West African Portland (-5,3% à 0,46 dollar). L'actualité prédominante ici, à Lagos, est liée à la directive de la Banque centrale du Nigeria intimant aux banques de réduire les marges d'intérêts sur les prêts. Conséquence, plusieurs institutions ont choisi de reporter le déblocage du crédit, y compris vers les traders. Ces derniers avaient liquidé leurs positions, espérant obtenir des prêts à de meilleures conditions. C'était sans compter avec le réflexe du secteur bancaire.

Pour Pabina Yankire d'Afrinvest West Africa, « l'impact de cette mesure sera significative compte tenu de l'importance de cette catégorie d'investisseurs dans l'animation de la Bourse de Lagos. » L'inquiétude du marché explique aussi sans doute le recul (-8,5% à 0,48 dollar) du

Révolution verte

L'Alliance pour la Révolution verte en Afrique (AGRA), dirigée par l'ancien chef de l'ONU Kofi Annan, a formé un nouveau partenariat avec des agences de l'ONU pour promouvoir la production alimentaire dans les régions africaines et soutenir les petits propriétaires des fermes. Le nouveau partenariat se concentrera sur l'augmentation de la production alimentaire dans les régions d'Afrique où les pluies, les terres, les infrastructures et les marchés sont relativement viables. Cet accord appelle au partage des innovations en agriculture et à une surveillance soignée de l'environnement.

Kenya : la KCB va émettre de nouvelles actions

La Banque kenyane compte lever 87,3 millions de dollars par l'émission de nouvelles actions. L'opération est programmée entre le 4 et le 23 juin 2008. Les nouvelles actions seront cotées à la Bourse de Nairobi le premier septembre 2008.

Mobinil investit dans la 3G

La compagnie Mobinil investit 611 millions de dollars pour la mise en place de la 3G. L'opérateur égyptien table sur une évolution de son parc d'abonnés de 15 à 27 millions à la fin de cette année. Son concurrent Vodafone compte actuellement 13 millions d'abonnés.

Maroc : arrivée de Banco Sabadell

Le conseil d'administration de Banco Sabadell, quatrième groupe bancaire du marché espagnol, a approuvé, jeudi, une décision pour l'ouverture d'une succursale au Maroc.

Le groupe bancaire catalan a choisi la capitale économique, Casablanca, comme siège de sa succursale au Maroc, rapportent vendredi les médias locaux. Le directeur du réseau international du groupe bancaire catalan, Antoni Torruella, avait affirmé récemment, dans des déclarations à la presse, l'importance de l'ouverture d'une section au Maroc pour le renforcement des services proposés aux entreprises espagnoles opérant sur le marché marocain.



cours de la plus grande banque nigériane, la United Bank for Africa (UBA). La valeur fait l'objet de spéculations sur ses résultats du premier semestre 2008. En Afrique du Sud, Standard Bank cède 3,9% à 10,88 dollars. C'est la résultante à la fois du recul du rand, qui a

encore abandonné quelques points face au dollar sur la semaine considérée, et de l'augmentation annoncée de 200 points de base sur les taux d'intérêts de la Reserve Bank sud-africaine.

A.W

Bourse de Casablanca : l'anticipation freine les indices

La place casablancaise a-t-elle déjà intégré sa capacité bénéficiaire prévisionnelle pour 2008 ? Le comportement des indices depuis le mois de mars le laisse supposer.

L'absence de fortes tendances à la Bourse de Casablanca depuis le mois de mars pousse nombre d'analystes à s'intéresser aux raisons de cet attentisme. Cela d'autant que les résultats des sociétés cotées, à quelques exceptions près, dénotent plutôt d'une croissance positive sur le premier trimestre. Le statu quo qui perdure depuis la mi-mars est donc à rechercher hors des bilans. Par exemple, dans le comportement psychologique des investisseurs qui auraient déjà anticipé une bonne partie de la capacité bénéficiaire de la place. Ce sont là, à entendre les analystes réunis lors du salon de la Finance organisé à Casablanca la semaine dernière, les raisons des stagnations du Masi et Madex qui ont su difficilement maintenir des performances annuelles de respectivement 14,35% et 14,53% à la sortie du mois de mai.

Toutefois, pour les analystes de BMCE Capital, ce raisonnement d'une forte anticipation est à pondérer compte tenu des indicateurs du mar-

ché. En effet, rappelle-t-on de cette banque d'affaires, la place casablancaise traite actuellement à un PER de 21,9x en 2008.

Ainsi, sur les 11,2 milliards échangés au mois de mai, Delta Holding, nouvellement introduite (le 15 mai 2008) et Ittissalat Maghrib, actuellement valeur vedette, totalisent à eux deux 42,4% des échanges globaux. De son côté BMCE Bank qui a bouclé un programme généreux de *stock options* auprès de ces cadres s'est vu traiter pour un volume global de 1,6 milliard. A noter que dans le rayon des entreprises nouvellement introduites, les fortunes sont diverses. En effet, alors que Delta Holding s'est illustrée par de gros volumes et une appréciation de 35,43% au mois de mai, poussant vers le haut l'indice des sociétés de portefeuille – holding, Delattre Levivier Maroc peine à décoller. L'annonce de grands chantiers de développement et notamment de livraison d'une plateforme pétrolière en Afrique centrale n'a pas suffi pour faire infléchir les inves-

tisseurs. La valeur qui a enregistré des contre-performances au titre du mois de mai a subi une sévère correction sur la première semaine du mois de juin, perdant plus de 7 points.

Acheter la rumeur et vendre l'information

Outre les positionnements en vue des prochains dividendes, les investissements sont surtout motivés par les informations sur d'éventuelles acquisitions. C'est le cas de la valeur Diac Salaf en pourparlers avec des institutionnels étrangers. La société de financement a visiblement profité de la situation, enregistrant des gains mensuels de 45,42% à 222,5 dirhams. L'adage disant qu'il faut acheter la rumeur et vendre l'information se vérifie aisément dans le titre de la Marocaine-Vie. Celle qui était promue à une alliance avec la BCP a perdu 14,29% à 300 dirhams durant le mois de mai, bousculée par le communiqué de la BCP décidant de l'annulation de l'opération de rapprochement. Pour sa

part, le cours de la Samir s'est délesté de 8%, malgré un PER (15,2x) nettement plus intéressant que la moyenne du marché. Est-ce le signe d'une défiance par rapport à un programme de modernisation dont l'investissement financier est de plus en plus onéreux ? Pour les analystes, la Bourse devrait sortir de cette zone de trading range à partir du mois de juillet avec de nouvelles introductions en cours. L'indice MASI, qui a franchi la barre des 14 546, le 6 juin, devrait selon la base de l'analyse technique se hisser au seuil des 14 700 points d'ici là.

A.W

| Performance Annuelle | Depuis le 1 ^{er} janvier 2008 | Une année glissante |
|----------------------|--|---------------------|
| Tunindex (Tunisie) | +13.1% | 6.1% |
| MASI (Maroc) | +14.4% | +26.8% |
| CASE 30 (Egypte) | +4.8% | +43.7% |

Source : Webmanagercenter

Coton : l'OMC condamne les USA

L'OMC a condamné en appel les subventions américaines au coton, ouvrant la voie à une possible demande de sanctions par le Brésil. L'organe d'appel de l'OMC a confirmé la condamnation prononcée en décembre dernier contre les aides des Etats-Unis au coton dans le conflit qui les oppose à Brasilia. L'OMC considère que Washington n'a pas appliqué une décision précédente de 2005 où les juges du commerce international avaient demandé aux Etats-Unis de réformer ces subventions. Washington avait fait appel de la décision en février dernier. Le gouvernement brésilien avait évoqué en 2005 le chiffre d'un milliard de dollars de sanctions.

La production mondiale du pétrole va plafonner avant 2020

La production mondiale de pétrole va plafonner avant 2020 pour des raisons essentiellement géopolitiques, a prédit lundi le groupe français Total, en avançant une date plus proche que celle généralement admise par les experts. Le groupe pétrolier estime que la production va atteindre un « plateau » de 100 millions de barils par jour (mbj) avant 2020. Cette prévision est plus pessimiste que celle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui table sur une production de 103 mbj en 2030 voire 116 mbj, contre 87 mbj environ aujourd'hui. Côté demande, Total estime qu'elle va croître de 1,2% par an entre 2005 et 2030, tirée par les pays émergents, et qu'elle « sera contrainte par l'offre » si bien qu'il sera « nécessaire de faire des économies d'énergie ».

Un projet de joint-venture entre Sonelgaz et l'ONE

Dans un entretien accordé au mensuel marocain « Economie Entreprises », le ministre algérien de l'Energie et des Mines, et président en exercice de l'OPEP, Chakib Khelil, a annoncé avoir donné son accord pour la création d'une joint-venture entre la compagnie Sonelgaz et l'Office national de l'Electricité (ONE - Maroc) pour développer une interconnexion électrique au niveau régional.

Pétrole : des réserves pour 35 ans ?

Selon une étude de Arab Petroleum Investments Corporation (APICORP), l'espérance de vie des réserves en hydrocarbures de l'Algérie est d'environ 35 ans (à partir de 2008). Selon l'étude, des hausses inéluctables des coûts de production auront pour conséquence une baisse de la proportion des revenus fiscaux revenant à l'Etat. Cette décroissance atteindra les 55% en 2030, avertit l'institut arabe.

La Chine se positionne sur le pétrole du Niger

Le gouvernement nigérien a approuvé lundi un projet de décret concernant un contrat de production pétrolière entre le Niger et la société China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC) relatif au bloc Agadem. Ce projet de décret a été pris en conseil des ministres sous la présidence du chef de l'Etat nigérien Mamadou Tandja, a rapporté l'Agence nigérienne de presse (ANP). La CNODC s'est engagée à construire une raffinerie disposant d'une capacité de 20 000 barils par jour à proximité de Zinder, deuxième ville dans l'est du Niger. Les coûts d'investissements pour ce projet sont estimés à environ un milliard de dollars, dont 600 millions pour la construction de la raffinerie et 300 à 400 millions pour la construction d'un oléoduc alimentant la raffinerie.

Le Nigeria interdit la combustion du gaz

Le Comité sur le gaz du Sénat nigérien a demandé mercredi à Abuja à toutes les compagnies pétrolières de cesser la combustion du gaz dans le pays en conformité avec la nouvelle date butoir du 31 décembre 2008, a rapporté jeudi un journal basé à Lagos, le *Guardian*. Cette annonce a été faite après que le Sénat nigérien eut adopté une recommandation formulée par le comité conjoint sur le gaz, l'environnement, l'énergie et l'industrie pétrolière en amont, de reporter la date butoir d'arrêt de la combustion du gaz du 1er janvier au 31 décembre 2008. Le président du comité conjoint, Osita Isunaso, a soumis un rapport du comité au Sénat lors d'une session plénière, dans lequel les réserves estimées en gaz naturel du Nigeria s'établissent à 5009 milliards de m³, ce qui représente 1,5% du volume mondial de la combustion du gaz.

Londres : Sommet sur les investissements dans le domaine de l'or

Le *Financial Times* a récemment organisé à Londres non loin du parlement de Westminster, un sommet sur les investissements dans le domaine de l'or. Compte rendu.

Une centaine de spécialistes et d'experts du monde de la finance, des mines et d'autres secteurs d'activités tous liés par cette matière première de référence ont échangé, discuté pendant toute une journée sur leurs expériences et les données du marché mondial de l'or.

Il faut rappeler qu'il y a dix ans que la dernière conférence de ce genre était déjà organisée par le *FT*. Avec la flambée des prix de l'once d'or sur les places financières, ce sommet sur l'or a été relancé. Tous les participants venus d'Afrique, de Dubaï, d'Europe et des Etats-Unis sont convenus qu'il fallait de nouveau se retrouver annuellement pour faire le point.

Avec la crise économique et financière, de l'avis des spécialistes réunis à Londres, la crise du crédit n'a pas dit son dernier mot. Ce qui veut dire que l'or, plus que jamais, continuera à jouer son rôle de valeur refuge. Cette crise a marqué le début d'un changement de cap en faveur des écono-

mies émergentes que sont la Chine et l'Inde notamment, qui se positionnent comme les futurs géants. Avec les difficultés économiques des Etats-Unis qui resteront tout de même encore longtemps la première puissance mondiale, chaque fois que le dollar faiblit, l'or prend de la valeur. Mais les experts ont aussi démontré que cette équation n'est pas toujours vraie. Car, dans l'histoire récente de l'économie, il y a eu des moments où les crises économiques n'ont pas provoqué une montée des prix de l'or.

L'or du FMI

Dans le contexte actuel, l'un des directeurs départementaux du Conseil Mondial de l'Or, George Milling-Stanley, a déclaré qu'il y avait des raisons stratégiques pour investir maintenant dans l'or. Il a aussi évoqué la probabilité pour que le FMI mette en vente une partie de ses stocks d'or sur les places financières, conformé-

ment aux accords intervenus au niveau des principales banques centrales.

Beaucoup d'intervenants à cette conférence ont tout de même reconnu qu'il y avait souvent une coïncidence entre la montée des prix du pétrole et de l'or. On a également passé en revue les principales sources d'approvisionnement des marchés en or : l'Afrique du sud et la Russie notamment. Constat : il y a eu dans le passé un manque d'investissement dans ce secteur, et les coûts de production se sont élevés, mais 2009 pourrait être une meilleure année parce que beaucoup de mines ont réouvert et parce que des investissements supplémentaires ont, entre temps, été réalisés.

CB

NB : Dans nos prochaines éditions nous reviendrons sur ce sommet mondial de l'or à Londres.

Pétrole : à la recherche du bouc émissaire idéal

Les pays développés s'en prennent aux politiques de subventions du pétrole pratiquées dans les pays du Sud. Une position qui ne fait pas l'unanimité.

Par Mohamed Baba Fall, Casablanca

Alors que le baril de Brent assiégeait la barre des 140 dollars, le vice Premier Ministre israélien, Shaoul Mofaz, évoquait en fin de semaine, la possibilité d'attaquer l'Iran. Dans les minutes qui suivirent les réactions de désapprobation s'enchaînèrent, l'Irak déclarant au passage par la voix de son Premier ministre, qu'il ne servira pas de plateforme pour envahir son puissant voisin. Mais le mal était déjà fait à entendre les analystes qui pensent que le seul fait d'évoquer la possibilité d'attaquer l'Iran rend très certaine une nouvelle flambée du baril qui vise désormais un objectif à court terme de 150 dollars. C'est ce que prévoit Morgan Stanley d'ici un mois.

Fracture nette

Des prévisions qui ont pesé sur la rencontre, dimanche, du G8 exceptionnellement élargi à la Chine, à l'Inde et à la Corée du Sud. Si l'inquiétude est partagée, la fracture est toutefois nette entre pays développés et pays émergents quant aux causes de cette flambée.

Pour les premiers, c'est la politique de subvention des produits pétroliers pratiqués par les pays du Sud qui explique cette spirale infernale. Une analyse plutôt américaine et rapidement mise en minorité, même si les puissances asiatiques évoquent sans calendrier précis une possible diminution de ces subventions. Seule la Russie s'en est ouvertement pris aux USA comme principal responsable.

Dans une posture très « poutinienne », Dimitri Medvedev a accusé la puissance américaine d'être à l'origine de la crise financière. Une position qui trouve un soutien de poids en la personne du Prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, jugeant que c'est la guerre en Irak qui a déréglé la machine économique mondiale. De là viennent la crise du subprime et la crise alimentaire, toutes deux enfantées de la crise pétrolière. Pour les Américains, c'est plutôt l'OPEP qui provoque la montée, en n'augmentant pas sa production. Le cartel pointe du doigt les spéculateurs et les tensions géopolitiques. C'est clair, la recherche du bouc émissaire est la principale caractéristique de ce troisième choc pétrolier mondial.

Retrouvez chaque jour Les Afriques sur

www.lesafriques.com



Actualités
Brèves par pays
Blogs matières premières
Archives

Formule d'abonnement au journal (papier et en ligne) par carte de crédit

L'autoroute du Maghreb est déjà bien avancée

Retenue parmi les projets fondateurs de l'union pour la Méditerranée (UPM), l'autoroute Nouakchott-Tripoli est déjà une réalité au Maghreb central.

Par Faycal Métaoui, Alger

L'autoroute du Maghreb figure en bonne place de la liste des projets retenus par la Commission européenne pour le sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée (UPM) prévu le 13 juillet 2008 à Paris. La Commission européenne, qui a revu en profondeur l'initiative française d'union des pays riverains de la Méditerranée, a donné peu de précisions sur l'évolution future de ce projet. Il s'agit, à première

Eviter de tomber dans les erreurs apparues avec le processus euro-méditerranéen de Barcelone qui a surtout offert l'occasion aux bureaux d'études du Nord de profiter de l'argent européen.

vue, de relancer le gigantesque chantier qui vise à relier la capitale mauritanienne Nouakchott à celle de la Libye, Tripoli. Ce projet n'est pas nouveau. Il est déjà largement pris en charge par les pays concernés. Et cela, en dépit des différends politiques entre Etats membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et des capacités financières variables.

Les Etats fondateurs de l'UPM vont-ils engager de nouveaux financements pour parachever ce projet ? L'UPM, elle-même, devra déployer encore des trésors de réflexion pour trouver une cohérence sur les mécanismes financiers à engager pour éviter de tomber dans les erreurs apparues avec le processus euro-méditerranéen de Barcelone qui a surtout offert l'occasion aux bureaux d'études du Nord de profiter de l'argent européen.

Les projets avant la banque méditerranéenne

« La priorité est d'identifier les modes de financements des projets, comme la création d'une grande banque méditerranéenne d'investissement », a souligné récemment Stefania Craxi, secrétaire d'Etat italienne aux Affaires étrangères, à propos de l'UPM. Idée partagée par

l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) : « La banque pourrait identifier des projets régionaux méditerranéens, afin d'éviter la duplication des projets, de mieux répartir les projets structurants entre les pays de la rive sud, et de favoriser les échanges d'expériences. Cette mission d'échanges d'expériences et de conseil en matière d'investissement contribuera au renforcement des capacités du secteur public ». Mais quels pays, et selon quel ordre de priorités, fera-t-on bénéficier des fonds pour achever les tronçons autoroutiers ? Pays pétroliers et gaziers, la Libye et l'Algérie en seront-ils exclus de fait ? Tout cela, la Commission européenne ne l'a pas encore détaillé. A priori, même le sommet du 13 juillet ne le fera pas. La mission sera dévolue au secrétaire de l'UPM, dont l'architecture n'est pas encore précisée, qui aura à faire le tri entre les projets et à élaborer les plans techniques d'exécution. La Mauritanie, qui a de faibles ressources financières, sera, probablement, le principal bénéficiaire de l'appui futur de l'UPM.

Une autoroute qui bute sur une frontière fermée

Au Maroc, l'étude de l'autoroute Fes-Oujda, longue de 330 kilomètres, a été achevée. Les premières estimations situent le coût de ce projet à 750 millions de dollars. Ce tronçon, qui sera la prolongation de l'autoroute Rabat-Fes déjà ouverte à la circulation, impliquera la réalisation de 26 viaducs, de 75 passages supérieurs et de plusieurs ouvrages hydrauliques. Ce sont 1420 kilomètres d'autoroutes que doit réaliser la société Autoroutes du Maroc (ADM) d'ici à 2010. La jonction entre Oujda et l'autoroute algérienne, qui arrive jusqu'aux frontières avec le Maroc, n'est pas encore programmée, même si le projet initial du Grand Maghreb l'a prévu. Il y a d'abord nécessité d'ouvrir les frontières entre l'Algérie et le Maroc, fermées depuis 1994. Si le Maroc veut à un niveau officiel cette réouverture, l'Algérie n'en voit pas l'intérêt dans l'immédiat. « La réouverture des frontières algéro-marocaines n'est pas envisageable mais elle doit inter-

venir dans le cadre des évolutions souhaitées par les deux parties qui, le moment venu, révéleront que telle ou telle difficulté a pu être dépassée et nous met dans une meilleure position d'ouverture en général », a expliqué Mourad Medelci, ministre algérien des Affaires étrangères.

L'autoroute est-ouest en Algérie est le projet le mieux avancé au Maghreb. Construit par des entreprises chinoises et japonaises, ce projet, lancé en 2007, doit, selon les prévisions du gouvernement, être prêt en 2009. Le coût de l'autoroute est estimé à 11 milliards de dollars. De deux fois trois voies, la voie s'étendra sur 1213 kilomètres, desservant la moitié des départements (wilayas) algériens au nombre de 24. Les autorités s'attendent, après l'achèvement de l'autoroute, à la création de 100 000 postes d'emploi pour l'entretien, les points de péages et les aires de repos.

La Tunisie aura besoin d'un financement

En 2006, l'Algérie et la Tunisie avaient inscrit parmi leurs priorités l'achèvement du réseau autoroutier entre Alger et Tunis. Le tronçon reliant la capitale tunisienne à Medjez El Bab est déjà opérationnel. Au total, le tronçon s'étend sur 217 kilomètres. La Tunisie aura probablement besoin de financements pour accélérer la réalisation. L'argent de l'UPM peut être utile à ce niveau. La future autoroute tunisienne A3 doit être connectée à l'A1 qui relie Tunis à la région du Sahel, dans le Sud. C'est ce tronçon, qui n'a pas encore atteint les frontières libyennes, qui assure actuellement un grand trafic, notamment de poids lourds, entre l'Égypte, la Libye et l'Algérie, en passant par la Tunisie.

Le Premier ministre tunisien, Mohamed Ghannouchi, a plaidé pour « éradiquer les obstacles devant les échanges commerciaux » et appelé à « faciliter l'accès des marchandises dans les deux sens ». La construction de l'autoroute transmaghrébine a été fortement conseillée par la Banque mondiale. Actuellement, les échanges commerciaux entre les cinq pays du Maghreb ne représentent que 3% du volume total de leurs échanges commerciaux.

Découverte de gaz naturel en Egypte

La compagnie écossaise, Dana Petroleum, et son partenaire Gaz de France SA ont annoncé avoir découvert un gisement de gaz dans l'offshore méditerranéen. Les tests ont montré un potentiel de production de 27 millions m³ par jour, selon un communiqué de Dana.

Besoin de main-d'œuvre dans les mines de Namibie

La Chambre des Mines a appelé le gouvernement à revoir la législation relative à l'immigration pour faire face au manque sérieux de compétences dans le secteur minier. Une étude menée par la Chambre montre des besoins supplémentaires allant entre 15 et 37% de travailleurs professionnels dans les mines. La situation sera particulièrement critique pour les trois prochaines années, ce qui risque de ralentir certains investissements. Les sociétés minières proposent au gouvernement d'octroyer des permis de travail de 3 ans aux travailleurs étrangers.

Les réserves de gaz du Nigeria sont suffisantes selon Shell

Contrairement à de précédentes estimations indiquant une insuffisance de la disponibilité du gaz naturel pour les besoins locaux et pour l'exportation, une nouvelle évaluation de la compagnie Royal Dutch Shell fait état d'un niveau des réserves largement suffisant pour les deux usages du gaz. Cette déclaration de la compagnie britannique intervient au moment où le président Umaru Yar'Adua prévoit d'assurer plus de gaz au marché local et de renégocier les contrats pour subvenir aux besoins nationaux. Shell, BG et Chevron sont en partenariat avec Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) pour lancer une usine de GNL.

La Tanzanie veut doubler sa production de coton

La production locale de coton en devrait atteindre 600 000 tonnes cette année contre environ 250 000 tonnes lors de la précédente récolte, soit une hausse de 60%, selon le directeur général de l'Agence tanzanienne du Coton fibre et des graines de coton (TCLSB). Le climat favorable de cette année rend cet objectif réalisable. Le kg de coton avait atteint un demi-dollar lors de la saison dernière à cause de sa forte demande sur le marché mondial. La campagne de commercialisation du coton devrait démarrer le 14 juin prochain.

Vers le doublement du prix du gaz égyptien

Des négociations sont en cours avec la société espagnole Segas afin de doubler le prix du gaz naturel égyptien exporté vers l'Espagne, de 2,5 à 5 \$, en raison de la hausse du prix du pétrole sur le marché international. Segas, qui détient 10% du marché du gaz espagnol, a augmenté le prix du gaz égyptien qu'elle commercialise en Espagne et vers l'Europe.

10% de baisse de production du pétrole ivoirien

La production de pétrole a baissé de 10% au cours du 1er trimestre de 2008 par rapport à la même période de 2007. La Côte d'Ivoire, selon les données officielles, produit quelques 50 000 barils de pétrole par jour. Un communiqué du Conseil des ministres a indiqué que la « production totale est en baisse de 9,94% par rapport à fin mars 2007, soit 645.484 tonnes métrique ».

Endiama obtient une concession pour le diamant

Le gouvernement angolais a officialisé la concession des droits miniers de prospection et reconnaissance des diamants de la région de Luxinge à l'Entreprise Nationale des Diamants d'Angola (Endiama), sur une superficie de 160 km². Par ailleurs, un contrat d'association pour la prospection et reconnaissance des diamants a été signé entre Endiama, International Gold Exploration (IGE), Compesa Angola, Triade JLT, Sheffield - Industrie pétrolière et diamantifère et la Syntechron constructions. L'Endiama détient un droit de participation de 18%, contre 42% pour l'IGE, et 10% pour chacune pour Compesa Angola, Triade, Sheffield et Syntechron.

RDC : la Gécamines montre patte blanche

A l'heure actuelle, seules deux sociétés minières rapportent de l'argent à la Gécamines. Il s'agit de CMSK et de STL. L'entreprise congolaise a besoin de 40 millions de dollars par mois pour son fonctionnement normal.

« Réalisations sociales et communautaires des sociétés ». C'était le thème des journées minières de Lubumbashi, organisées le vendredi 30 mai 2008 en présence des politiques, des représentants de la société civile et des entreprises minières. L'occasion pour la Gécamines (Société générale des carrières et des mines) de présenter quelques indicateurs en y glissant un semblant de message au secteur minier. Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'élève à 250 millions de dollars pour des besoins mensuels de fonctionnement normal évalués à 40 millions de dollars. Rapporté à un rythme men-

suel, la Gécamines réalise environ 25 et 30 millions de dollars, dont 10 millions en provenance des partenariats. En outre, les charges sociales lui incombant vont de l'adduction en eau potable à Likasi, Kipushi, Kambove, Luena, à la prise en charge du personnel qui s'élève à 9000 employés, et des populations riveraines des centres éloignés.

Chiffres concordants

A l'heure actuelle et d'après les déclarations faites par ses dirigeants lors des journées de Lubumbashi, seules deux sociétés minières lui rapportent de l'ar-

gent. Il s'agit du consortium formé avec CMSK (Groupe Forrest 60% - GCM 20%) et STL (OMG 55% - Groupe Forrest 25% - GCM 20%). Ces chiffres concordent avec ceux publiés par le groupe Forrest qui déclare payer des impôts, taxes et redevances de 46,833 millions de dollars à l'Etat congolais. De source proche de cette entreprise, CMSK aurait payé 15 millions à la Gécamines pour l'année 2007, contre 89 millions par STL via l'achat de la scorie du terril, auquel s'ajoutent 23 000 tonnes d'oxyde de zinc évaluées à 40 millions de dollars.

MBF

Lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption au sein de la société camerounaise s'est accrue avec la création de l'Agence nationale d'investigations financières (ANIF) et la Commission nationale anti-corruption (CONAC). Par ailleurs, les opérations Epervier I et Epervier II ont permis un certain nombre d'arrestations de dirigeants soupçonnés de malversations.

Sécurisation des affaires

Dans sa lutte contre les lourdeurs administratives, le gouvernement a créé l'Agence de promotion des investissements et instauré un guichet unique pour faciliter le commerce extérieur depuis le port de Douala. Il a également adopté la charte de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires (OHADA) et son Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales afin d'apporter toutes les garanties nécessaires aux investisseurs.

Un ambitieux plan agricole

Le plan constitue l'une des grandes mesures prises pour faire face à la hausse des prix alimentaires. Un premier coup de pouce a été donné début mars : les autorités ont relevé de 15% les salaires des fonctionnaires et supprimé les taxes d'importation sur la farine, le poisson et le riz. Mais, les prix ont continué à grimper. Le plan de relance de l'agriculture prévoit de relever de 20 à 30% la production de la campagne agricole qui commence en juin dans le nord du pays avec l'arrivée des pluies. Il passe par des aides aux paysans pour acheter des engrais et du matériel végétal sain pour les cultures stratégiques : maïs, riz, manioc, palmier à huile, pomme de terre.

Pétrole : les recettes augmentent

Les quantités du pétrole brut commercialisées par la Snh pour le compte de l'Etat camerounais ont progressé de près de 1,75%, passant de 20,73 millions de barils en 2006 à 21,094 millions de barils en 2007. Le prix de vente des bruts camerounais s'est établi à 69,99 dollars Us par baril contre 61,34 dollars Us par baril en 2006. Résultat : un chiffre d'affaires d'environ 1,476 milliard de FCFA, soit une hausse de 16,09% par rapport à 2006.

Lutte contre le braconnage

Le ministre camerounais des Forêts et de la Faune Elvis Ngolle Ngolle a installé à Yaoundé les membres du comité national de lutte contre le braconnage : « Le gouvernement camerounais s'était engagé auprès de ses partenaires internationaux afin d'assurer la gestion durable des ressources non seulement forestières mais aussi fauniques », a-t-il précisé.

Réalisation Stratline Communication
yasminebahri@stratline-communication.com
www.stratline-communication.com



Ont participé à la rédaction : François Bambou, Mohamed Baba Fall, Dominique Flaux

Le Cameroun à l'heure des grands projets structurants

Pour moderniser l'économie, les autorités camerounaises ont engagé la mise en place de grands projets structurants dans le domaine des infrastructures. Revue.



Le centre de Yaoundé.

L'année 2008 a vu le Cameroun s'engager dans la mise en place de grands projets structurants d'infrastructures dans les domaines portuaire, routier et énergétique. « *Un changement radical devra être opéré dans les méthodes de programmation pour prioriser davantage la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures, énergétiques et productifs créateurs d'emplois et de revenus et d'éviter conséquemment le saupoudrage des crédits d'investissement constaté jusque-là* », expliquait le ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Louis Paul Motaze, aux parlementaires en novembre dernier. Pour financer ces infrastructures, le gouverne-

La boucle autoroutière, Douala-Yaoundé, Bafoussam Douala reliera ces trois villes dont l'importance économique est vitale pour le Cameroun.

ment camerounais a deux recours essentiels : les emprunts classiques auprès de divers bailleurs de fonds aux taux concessionnels (Bad, Banque Mondiale, Agence Française de développement, fonds Koweïtien, Banque islamique de développement), mais, de plus en plus, le système BOT (Built Operate and Transfer). Selon ce schéma, un opérateur disposant des moyens financiers prend en charge la réalisation de l'infrastructure, puis l'exploite jusqu'à l'amortissement, avant de le rétrocéder à l'Etat. Pour ce faire, une loi a été votée pour structurer ce schéma de « partenariat public-privé » dans

énergie la province de l'est.

En marge de cette table ronde, les autorités camerounaises ont rencontré les dirigeants de Globelecq, le développeur du barrage de Memve'ele, en vue de la relance de ce projet de barrage hydroélectrique qui devrait même permettre au Cameroun d'exporter l'énergie électrique vers la Guinée équatoriale, le Congo et le Gabon.

Le réseau routier

Autre projet majeur, très attendu, qui devrait être réalisé toujours selon le schéma BOT, la boucle autoroutière Douala-Yaoundé, Bafoussam-Douala. Il s'agit de relier par autoroute ces trois villes dont l'importance économique est vitale pour le Cameroun, et qui sont desservies par des routes étroites saturées. La construction de cette boucle commence cette année par la réalisation du plus urgent, l'autoroute Yaoundé-Douala qui réduira les accidents de la route et accélérera le transport des marchandises entre la capitale économique (Douala) et la capitale politique. Cet ouvrage, à inaugurer en juillet 2009, est réalisé par Sizatech Consulting Engineers, une firme sud-africaine soutenue par des entreprises chinoises.

Autre chantier routier de grande portée, la route en cours d'achèvement entre Bertoua, capitale de la zone forestière et le centre du pays. L'évacuation des produits forestiers et miniers s'en trouvera améliorée. De même que le transfert des marchandises vers la République Centrafricaine (voisin enclavé du Cameroun) en sera plus rapide.

Les ports

L'autre grand projet d'infrastructures qui devrait avoir une forte incidence sur la croissance camerounaise, c'est celui du port en eau profonde de Kribi. Un projet vieux de 30 ans, et récemment réactivé en vue de permettre l'évacuation des productions des grands chan-

Une loi a été votée pour structurer les schémas de « partenariat public-privé » dans la mise en place de projets demandant des financements importants.

tiers miniers (fer, manganèse, cobalt, bauxite) en cours de lancement.

Lors de la table ronde des investisseurs organisée le 9 mai dernier par le ministre de l'Economie, plusieurs bailleurs (la Banque africaine de développement, la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale, Camship, Douala Stock Exchange, China Harbor Engineering Company Limited, China National Electric Equipment Corporation, des entrepreneurs suisses, un groupe anglo-canadien entre autres) se sont dits prêts à apporter des financements pour la mise en place, en BOT, de ce projet dont le coût est évalué à 282 milliards.

la mise en place de projets demandant des financements importants.

L'énergie

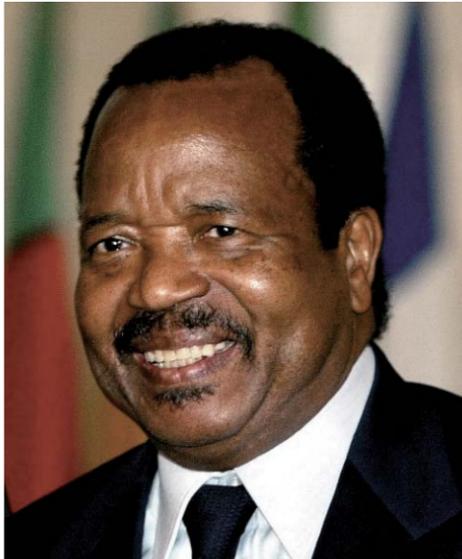
Dans ce domaine, le gouvernement a accordé la priorité à l'amélioration de l'offre d'énergie. A cet effet, plusieurs centrales thermiques à gaz ou au fuel lourd sont en construction dans le pays. Mais pour mettre à disposition de l'énergie électrique bon marché en quantité suffisante (condition essentielle pour attirer les investissements dans l'industrie et les services), le Cameroun parie essentiellement sur la multiplication de barrages hydroélectriques.

Ainsi, le ministre Motaze a eu pour priorité de lever tous les obstacles à la construction des barrages de Lom Pangar et de Memve'ele. Aujourd'hui, les arrangements financiers sur ces projets sont en cours de finalisation. Lors d'une table ronde des bailleurs de fonds du projet Lom Pangar, qui s'est tenue à la mi-mars 2008 au siège de l'Agence Française de Développement à Paris, le gouvernement camerounais a obtenu des accords de financements de l'ordre de 100 milliards pour un besoin total de 140, le reste devant être bouclé avant la fin de l'année. Le projet comprend la construction d'un barrage réservoir d'une capacité utile de 6 milliards de m³ qui permettra d'augmenter la capacité de régularisation du fleuve Sanaga, et par voie de conséquence de saturer, en période d'étiage, les centrales hydroélectriques actuelles ou à construire en aval dudit fleuve (Song Loulou, Edéa, Nachtigal, etc.), la réalisation au pied du barrage d'une usine de production d'électricité d'une capacité totale de 30 MW destinée à approvisionner en

re de l'émergence

Des gages pour le secteur privé

En plus d'aménager la fiscalité, pour donner des gages et des marges de manoeuvre aux investisseurs, le Cameroun dispose d'une charte des investissements qui garantit la protection des investisseurs étrangers et la libre concurrence du marché.



Le Cameroun de Paul Biya vise à devenir un marché émergent dans les dix prochaines années.

Faire du Cameroun un marché émergent au cours de la prochaine décennie. Un pari impossible ? C'est en tout cas le défi que s'est lancé le pays, en multipliant des mesures de séduction envers les investisseurs, avec pour objectif d'atteindre un taux d'investissement d'au moins 25% (contre 17% actuellement). Partagé entre la nécessité de renfoncer le rendement des administrations fiscales et celle de mettre en place un environnement fiscal incitatif pour l'investissement, le gouvernement camerounais a choisi de faire les deux : « *Elargir l'assiette fiscale tout en donnant des gages au secteur privé dans la loi de finance 2008. Ceci afin de*

Atteindre un taux d'investissement d'au moins 25%.

soutenir la production et l'investissement, et par-tant, accélérer la croissance économique, d'où la mise en place d'un régime fiscal incitatif pour les projets d'investissement structurants par leurs effets sur la création de richesses et d'emplois, et réalisés

dans les secteurs agricole, agro-industriel, industriel et de l'habitat social ».

Des mesures incitatives

Au nombre de ces mesures destinées à stimuler le secteur privé, on compte :

- l'exonération de la TVA sur les importations et les achats locaux de matériels destinés à la construction pendant la phase de mise en place des projets.
- l'amortissement accéléré à un taux égal à 1,25% du taux normal pour permettre le renouvellement rapide du potentiel de production ; la rallonge de la durée du report déficitaire de 4 à 5 ans
- l'enregistrement au droit fixe de 50 000 FCFA des actes de constitution de capital
- l'extension de l'exonération de la TVA sur tous les produits agricoles, d'élevage et de pêche, ainsi que les intrants des engrais
- l'abaissement à 10 millions de francs CFA du seuil de crédit cumulé éligible au remboursement des crédits de TVA pour les PME adhérents aux centres de gestion agréés, au lieu des 25 millions actuellement retenus
- l'exonération des entreprises en création de la patente au titre des deux premières années d'exploitation
- l'allègement de la charge fiscale des entreprises dites citoyennes
- les pénalités de bonne foi sanctionnant des erreurs commises sans intention de fraude à la loi sont ramenées de 50% à 30%
- la suppression de la retenue à la source de la TVA et de l'acompte de l'impôt sur le revenu, afin de renforcer l'équité et la neutralité économique de l'impôt
- la suppression du cautionnement bancaire dans le cadre des requêtes à objet fiscal devant la Cour suprême
- la redéfinition du régime fiscal de la Bourse nationale afin de la rendre compétitive.

Une charte des investissements

Cette panoplie de mesures devrait être complétée courant 2008 par les résultats des études de la Commission de réforme fiscale, dont les travaux sont achevés depuis le 30 novembre. Il faut dire que le droit camerounais distingue les entreprises en trois catégories, des plus petites au plus grandes, avec des avantages fiscaux et administratifs précis pour chaque catégorie.

Ces mesures fiscales incitatives viennent trouver un corpus juridique protégeant les investissements, notamment à travers la charte des investissements votée en 2002 et actualisée en 2004 par le parlement. Cette charte, tout en réaffirmant le choix de l'économie de marché, comme mode d'organisation économique privilégié ainsi que le rôle essentiel de l'Etat dans la régulation, reconnaît « le rôle-clé de l'entrepreneur, de l'investisseur et de l'entreprise privée comme facteurs cruciaux de création de richesses et d'emplois devant faire l'objet d'une attention particulière de la part, non seulement de l'ensemble de l'appareil étatique, mais aussi, de toute la société », et engage l'Etat à « préserver la liberté d'entreprise et la liberté d'investissement ».

Cette charte, en même temps qu'elle prévoit des incitations à l'investissement, institue également des instruments d'accompagnement et d'orientation de l'investisseur tel que le conseil de régulation et de compétitivité, l'agence de promotion des investissements et l'agence de promotion des exportations. Ces structures évoluent au côté d'organismes paritaires publics privés tels que le comité de facilitation du trafic maritime, le Guichet unique des opérations du commerce extérieur, ou encore le comité de compétitivité. Pour ce qui est de l'implantation des entreprises industrielles, celles-ci obtiennent des facilités offertes par la mission d'aménagement des zones industrielles. L'investisseur peut ainsi s'installer durablement dans une zone aménagée, sans nécessairement acheter le terrain, moyennant un loyer bas, puisque les terrains restent la propriété de l'Etat.

Quand la Bourse se délie

Saviez-vous que vous pouvez devenir actionnaire de la société africaine forestière et agricole du Cameroun ? Le Camerounais Lambda a appris avec étonnement, par la presse, qu'en passant par la Bourse des valeurs mobilières de Douala, il peut devenir actionnaire d'une des principales entreprises agro-industrielles du pays. Une révolution.

Un accès moderne aux capitaux

La culture boursière est une grande nouveauté dans les milieux d'affaires camerounais. D'où les stratégies de communication et de sensibilisation développées par les responsables publics pour orienter les milieux d'affaires vers la Bourse de Douala, comme structure de financement adaptée à leurs besoins en ressources longues. Dans un contexte de surliquidités bancaires, la demande en capitaux devrait ainsi trouver des réponses plus satisfaisantes.

D'ores et déjà, Pierre Ekoule Mouangue, directeur général du Douala Stock Exchange, annonce une série d'opérations en cours de lancement, qui devrait donner plus que du grain à moudre aux acteurs du secteur financier camerounais. Au nombre de ces opérations de grande envergure inscrites dans le carnet d'affaires de la Bourse, l'introduction de deux entreprises agroindustrielles : la Société camerounaise de palmeraie et la société sucrière du Cameroun (leader du sucre en zone Cemac). L'entrée imminente de Socatral et Alubassa, deux industries de transformation de l'aluminium, est également inscrite à l'agenda. Dans le compartiment des titres de créance, on attend l'émission des emprunts obligataires de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence française de développement (AFD) pour des montants de FCFA 20 milliards chacun, ainsi qu'un emprunt obligataire de l'Etat

camerounais qui devrait servir au financement de certaines infrastructures.

L'invitation à la culture boursière

Pour rapprocher les Camerounais de leur Bourse nationale, des mesures incitatives ont été prises : les emprunts émis sur la place de Douala sont garantis à 100% par Proparco (filiale de l'AFD), le FMO (organisme hollandais de capital risque) et d'autres organismes. Quant à la SFI (groupe Banque mondiale), elle pourrait, si les négociations en cours aboutissent, garantir les emprunts à 50%.

Au-delà, le gouvernement a mis en place en 2007 et en 2008, des mesures fiscales avantageuses pour les opérations menées à la Bourse (détaxation des gains). Les opérations inscrites à l'agenda devraient constituer de bons révélateurs du potentiel de développement de la Bourse de Douala.



Enthousiasme général
« Nous sommes venus au Cameroun pour initier un processus d'entente, pour établir les institutions qui vont diriger les mécanismes d'évaluation dans le pays. Nous avons parlé avec les autorités et la société civile... Tout le monde a accueilli notre initiative avec enthousiasme. »

Graça Machel, épouse de Nelson Mandela, membre du panel du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep) pour le compte du Cameroun, dans une déclaration à la presse lors la troisième journée de sa visite de travail au Cameroun.

Complémentarité inter-africaine

« Si le Cameroun peut produire le riz parce que le climat et les conditions le lui permettent, qu'il le produise en grande quantité pour que le Sénégal qui en a besoin, vienne en acheter. Et si le Sénégal peut produire l'arachide et ses dérivés que le Cameroun s'approvisionne. Les pays africains diminueront ainsi les frais de transports. »

Mme Fatou Sarr Ba, ambassadeur du Sénégal au Cameroun lors d'un récent colloque tenu à Yaoundé sur le thème de la crise alimentaire en Afrique.



Recommandation

« Le Cameroun est un pays très intéressant sur le plan économique. Nous encourageons les entreprises françaises à s'y intéresser. La BICEC, seconde banque du pays, qui appartient à notre groupe, y réussit très bien. »

Steve Gentili, Président de Bred Banques Populaires.



30 milliards de Francs CFA en 2008

« Le groupe Bolloré souhaite accompagner le développement du Cameroun et souhaite participer à tous les grands projets de développement minier, bauxite, nickel et cobalt et autres. Nous entendons injecter 30 milliards de francs CFA au Cameroun en 2008 dans divers secteurs d'activité. »

Le directeur général du groupe Bolloré pour le Cameroun, Christophe Pujalde.

Priorité et objectifs

« La priorité de Camwater est d'accroître et d'étendre la desserte d'eau actuelle dans les zones urbaines et périurbaines, sur l'ensemble du territoire national. Notre objectif principal est de permettre à la majorité des Camerounais d'avoir accès à l'eau potable, au cours des dix prochaines années. »

Basile Atangana Kouna, directeur général de Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater), dans Cameroon Tribune.

Intégration régionale

« La CEMAC forme un territoire unique en ce qui concerne la monnaie. La mise en place d'un Office monétaire constitue le principal objectif que nous poursuivons, puisque la vulgarisation et la démocratisation de la carte de crédit est au cœur de nos travaux. »

Benedict Belibi, secrétaire général de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (APECAM).

SNC Lavalin obtient une rallonge pour la centrale de Hadjret Ennous

En échange, les Canadiens abandonnent une demande de réévaluation des coûts d'une valeur de 100 millions de dollars du projet.

Par Samy Injar, Alger

Le différend financier opposant, depuis le début de l'année, les Canadiens de SNC Lavalin et ses partenaires de la société Shariket Kahraba Hadjret En Nous S.p.A. (S.K.H. S.p.A.) a apparemment trouvé une solution en dehors du circuit d'arbitrage confié à un expert du géant français EDF. En dépit du fait que le package contractuel impose un prix de cession non révisable, et deux fois supérieur aux coûts de pro-

agence, Abdelkrim Mansouri. Pour lui, les avantages liés à la réalisation de ce projet ne sont pas des moindres, et portent notamment sur une exonération, sur une durée de trois ans, des droits, taxes, impositions et autres prélèvements sur les acquisitions opérées par l'importation ou sur le marché local des biens et services nécessaires à la réalisation du projet. Ils concernent également l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés immobilières affectées à la production. Quant aux

Les Canadiens voulaient une rallonge de 200 millions de dollars dans une première estimation, avant de diviser par deux la demande.

duction actuels de l'électricité chez Sonelgaz, les Canadiens voulaient une rallonge de 200 millions de dollars dans une première estimation, avant de diviser par deux la demande. Le renchérissement des dépenses de réalisation sur les marchés mondiaux est le principal argument de SNC Lavalin, le manque de main-d'œuvre spécialisée, la hausse des salaires sont les principales raisons de l'inflation des prix. Sans cette rallonge, ils pensent qu'ils n'atteindront pas le taux de rendement du capital espéré. Contacté par nos soins, Gillian MacCormack, vice-président et Public Relations de SNC Lavalin, n'a pas voulu s'étaler sur l'affaire. Après quelques mois d'arrêt, le projet a trouvé une issue à travers une seconde batterie de largesses consentie par le gouvernement algérien. C'est ainsi que l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) a signé une convention d'investissement avec la société mixte SKH le 19 mai dernier. Celle-ci définit les avantages et facilités accordés au titre de la réalisation de l'investissement et de l'exploitation de la centrale, a, dans ce contexte, précisé le directeur général de cette

avantages accordés au titre de l'exploitation, ils portent sur l'exonération, sur une durée de cinq ans, de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de la taxe sur les activités professionnelles (TAP), a précisé le même responsable. Selon lui, toutes ces facilitations auront un impact direct sur le tarif de l'électricité. En dépit de ce règlement, la centrale électrique de Hadjret En Nous (Tipaza), à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger, le plus grand projet engagé actuellement dans l'industrie électrique algérienne, n'entrera pas en service en septembre 2009 comme prévu dans le package contractuel. Aucun dédommagement n'a été réclamé aux Canadiens. Rappelons que la SKH est détenue à 51% par la société Algerian Utilities International Limited (AIUL) et à 49% par trois entreprises algériennes : Sonatrach, Sonelgaz et AEC (Algerian Energy Company). AIUL est détenue à 51% par SNC Lavalin et à 49% par Mubadala Development Company, société d'investissement et de développement, propriété du gouvernement d'Abou Dhabi.

Plan Azur : l'apport bénéfique des fonds d'investissements

Pour la plupart des professionnels du secteur touristique marocain, le meilleur baromètre de la vision 2010 (qui devra faire son bilan dans deux ans) est le plan d'Azur, un projet devant mobiliser 5 milliards d'euros d'investissements pour 65 000 lits.

Concédée il y a deux ans à Kerzner, lequel se serait montré âpre en négociation, la station Mazagan (El Jadida) a connu son premier coup de pioche en juillet 2007. Le Sud-africain se serait montré âpre en négociations. Ce n'est pas par hasard si le montage financier a été revu au moins deux fois avec, au final, une nette réduction de l'apport initial de Kerzner. Le tour de table de la filiale locale, Kerzner Morocco, a été en effet ouvert à l'émirati Nakheel Hotels Resorts LLC. Avec l'arrivée de ce nouvel actionnaire, la livraison initiale du premier établissement prévue en 2009 semble désormais à portée des promoteurs. Le projet nécessite un investissement global de 6,3 milliards de dirhams. Le deadline de livraison totale est pour 2018.

Que dire aussi de la station Saidia, certes la plus avancée à l'heure qu'il est, mais avec, comme le dénote-t-on dans le cercle des promoteurs touristiques, un important retard par rapport à la livraison du premier hôtel Barcelo. Le groupe Fadesa avait promis la livraison en 2006. Entre temps, le promoteur espagnol a nettement développé la partie immobilière (plus rentable) au détriment de la Marina et de la livraison d'hôtels. Finalement, Fadesa International a changé de main, se faisant racheter par le groupe Martinsa et Fadesa Maroc, la filiale en charge de l'aménagement du site, a été

cédée au groupe Addoha, un spécialiste de l'immobilier économique qui a entamé depuis peu une reconversion graduelle dans l'immobilier moyen et haut standing. Le groupe Addoha qui a repris les choses en main parviendra-t-il à ouvrir les établissements d'ici 2009 ?

Stand-by

Autre station en *stand-by*, celle de Mogador. Là aussi, l'obstacle du financement semble avoir eu raison des premiers *deadlines*. D'où des aménagements dans le tour de table de la société gestionnaire, détenue jusque-là par le belge Thomas Piron (34%), la société Risma (33%) et la Société foncière Colbert-Orco développement (33%). Courant mai 2008, le Belge qui avait regroupé ses participations marocaines dans la holding HEM ouvre 33% du capital de celle-ci à H Partners, (fonds mis en place par la Banque Populaire, Attijariwafa Bank et CMKD). L'opération permet à Thomas Piron de valoriser par du cash son choix d'accompagner le plan Azur dès le départ, et au fonds institutionnel marocain de devenir à la fois actionnaire dans la station Mogador, dans celle de Lixus et dans le projet de Mansour Lake City à Ouarzazate. Avec cet apport, la livraison des 10 600 lits de Mogador devra normalement être relancée. A Agadir, les travaux de la station de

Taghazout (75% de lits hôteliers et 25% de résidentiels) ont démarré il y a bientôt une année, après l'arrivée du fonds américain Colony Capital et des sociétés immobilières espagnoles (Canaries), Satocan et Lopesan et l'augmentation de capital qui s'en est suivie. Sauf retard, le premier établissement devrait ouvrir en juillet 2009. La totalité du projet qui coûtera 20 milliards de dirhams sera livrée en 2016. C'est dire l'importance de ces fonds d'investissements dans le financement des stations Azur. Pressentant ces difficultés de financement, l'ancien ministre du Tourisme avait plaidé pour que les assurances puissent obtenir du législateur la possibilité de faire accéder leurs investissements touristiques en couverture de leurs réserves techniques. De même, Adil Douiri avait plaidé pour la loi sur l'immobilier locatif à vocation touristique (la fameuse LVT) qui a finalement été adoptée courant 2008. Quelques mois avant de rendre le tablier, soit le 14 février 2007. Pour relever le défi de l'investissement, des montages financiers appropriés du genre HP Partners par exemple, destinés à « construire » des hôteliers et non à financer le fonctionnement, peuvent dynamiser l'investissement dans les murs. L'exemple fera-t-il des émules ?

MBF

Gros nuages sur le tourisme tunisien

Victime du bradage des prix découlant de la surcapacité d'une offre peu diversifiée, le secteur touristique tunisien est de plus en plus laminé par la concurrence égyptienne, marocaine et turque.

Par Walid Kéfi, Tunis

A première vue, la destination, à moins de trois heures de vol des principales capitales européennes, séduit encore et toujours des visiteurs avides de soleil et des plages dorées. Pourtant, les professionnels du secteur sont loin de nager dans une douce euphorie. « *L'embellie ne dure que trois mois par an tout au plus et les recettes par touriste ne dépassent pas désormais les 300 dollars* », confie un hôtelier, fin connaisseur du secteur, qui s'inquiète de l'augmentation du nombre des touristes originaires d'Europe de l'Est attirés par les prix très bas et d'une baisse continue des visiteurs occidentaux. Du côté des autorités, on préfère commémorer sur des « résultats positifs » en 2007 et des « perspectives prometteuses » pour 2008. Selon un bilan de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT), le pays a reçu 6,7 millions de touristes en 2007, ce qui représente une hausse de 3,2% par rapport à 2006. Les recettes du secteur ont atteint un niveau sans précédent de 3,05 milliards de dinars (1 dinar = 1,16 dollar).

Des performances en baisse

« *Le bilan global de l'industrie touristique tunisienne semble de prime abord positif mais les chiffres masquent d'autres réalités inquiétantes* », indique une étude de l'Agence de notation financière Fitch Rating rendue publique début 2008. Cette étude intitulée « *L'industrie touristique tunisienne, un modèle à rénover* » précise que l'évolution des recettes du secteur, expri-

mées en monnaie locale, cache l'impact positif de la dépréciation du dinar par rapport à l'euro de près de 32% depuis 2000. Selon l'agence, les recettes par lit étaient de 39,5 dollars en 2006. Un résultat nettement inférieur à ceux des principales destinations concurrentes : 116 dollars pour le Maroc et 84,8 dollars pour la Turquie. L'étude a aussi conclu que la croissance annuelle moyenne des revenus entre 2000 et 2005 a été de 16,4% pour le Maroc, de 8,7% pour l'Égypte et de 4,6% seulement pour la Tunisie.

Au cours de la même période, la Tunisie a perdu 5,3% de ses parts du marché au sud de la Méditerranée alors que les parts de la Turquie ont augmenté de 9,9%. Entre 2000 et 2006, le taux d'occupation des unités hôtelières tunisiennes à longueur de l'année est passé de 50,6% à 43,5% et la durée moyenne du séjour est passée de 6,6 à 5,2 jours.

Fitch Rating a, par ailleurs, précisé que la Tunisie, naguère leader incontesté du secteur en Afrique, a été chassée au cours des sept dernières années des premières marches du podium, tour à tour, par l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc.

Diversification du produit

Selon Fitch Rating, « *Depuis les années 60, la Tunisie s'est concentrée exclusivement sur le développement des sites balnéaires. Cette stratégie de croissance a abouti à une surcapacité d'offre peu diversifiée qui rend les hôtels très dépendants des tours-opérateurs internationaux et favorise ainsi le*

bradage des prix ».

Contrairement à ses concurrents au sud de la Méditerranée, le pays n'a entrepris la diversification de son produit que depuis quelques années.

Selon Mohamed Belaâjouza, président de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH), l'endettement excessif des hôteliers oblige également plusieurs d'entre eux à offrir des prestations médiocres et à céder facilement aux pressions des tours-opérateurs, ce qui renforce l'image d'une destination à bas prix.

Fitch recommande aux autorités tunisiennes de repenser la politique de développement du secteur en vigueur à travers notamment l'encouragement de l'externalisation de la gestion des unités hôtelières aux principales sociétés de gestion internationales spécialisées (Accor, Iberostar, Melia...), la mise en place de nouvelles normes de classification des hôtels et l'augmentation du budget alloué aux actions promotionnelles estimées actuellement à moins de 12 millions de dollars par an, autant dire une enveloppe insignifiante en comparaison avec les destinations concurrentes. L'agence conseille en outre le gouvernement d'assainir la situation financière des hôtels endettés en encourageant leur cession à des fonds d'investissement pour limiter le recours au financement bancaire. Pilier de l'économie tunisienne, le secteur touristique est le premier pourvoyeur de devises. Il représente 6,5% du PIB et génère plus de 380 000 emplois directs et indirects.

La grande distribution se déploie dans l'est d'Alger

Après la franchise de Carrefour, c'est autour de Casino, un autre grand groupe français de la distribution, de s'installer directement en Algérie.

Par Rafik Sfinja, Alger

La première implantation de Casino est prévue à Alger, à la Cité des Bananiers dans la commune de Bab Ezzouar. La grande banlieue de l'est algérois, forte de milliers de logements, construits depuis les années quatre-vingt, continue son urbanisation à outrance avec de plus en plus de représentants d'une classe moyenne en gestation. Elle a aussi la chance de se situer entre deux autoroutes urbaines, une voie ferrée et d'être prochainement desservie par la première ligne du nouveau tramway d'Alger. L'unité de Casino, qui ouvrira au dernier trimestre de l'année en cours, s'étalera sur près de quatre hectares dont 1,5 consacré au stationnement, un atout décisif actuellement avec sa capacité avoisinant les 1200 véhicules.

Les Suisses y sont déjà

Bab Ezzouar, une plaine urbanisée, se révèle un emplacement stratégique qui a déjà séduit les Suisses de la société des centres commerciaux d'Algérie (SCCA) qui va inaugurer l'année prochaine le plus grand centre commercial d'Algérie. Le centre accueillera entre autres un hypermarché du plus puissant des hommes d'affaires algériens Issaâd Rebrab. A travers sa filiale Numidis, il compte en réaliser une quinzaine à court et moyen terme. D'ailleurs, la première grande surface de cette filiale de distribution, de centrales d'achat et de

logistique a ouvert son premier magasin à Garidi – sur les hauteurs d'Alger – sous l'enseigne Uno qui se veut « concept de proximité ». Son implantation dans une banlieue populaire, comme Kouba, en milieu d'une mer d'immeubles préfigure d'autres unités du groupe.

Le groupe Blanky a choisi Les Pins maritimes, un quartier limitrophe, pour implanter sa centrale d'achat ainsi que sa première unité discount « El Meliane ». Ses unités, qui ont subi un rush, semblent en perte de vitesse comme les enseignes Promy et Promy plus, grande distribution de proximité. Les difficultés financières du groupe n'expliquent pas à elles seules ces désaffections qui touchent également le premier hypermarché Carrefour (2006), coincé dans un quartier en restructuration et en proie à des embouteillages qui dissuadent les plus économes.

Pas encore prête pour l'hypermarché ?

Le directeur marketing commercial et communication, de Blanky Négoce, Vincent Rochefort n'avait-il pas prévenu – il y a trois ans – que le format adapté à l'Algérie est le supermarché. Pour lui « les trop grandes surfaces sont prématurées pour l'Algérie » estimant que l'hypermarché est impersonnel. Apparemment, cette idée est toujours d'actualité dans un pays amoureux des superettes de quartiers (100 à 200 m²), dont les prix tiennent la route face à la grande concurrence. Mieux, elles sont

jugées meilleures pour les produits à forte rotation. Leur adossement aux grands grossistes et autres importateurs leur façonnent une image enviée par les nouveaux arrivants (grandes enseignes) sur le marché algérien. Toutefois, le décollage, à chaque fois différé, de la grande distribution en Algérie apparaît toujours lié à la « bonne santé » persistante du commerce informel. Les grandes enseignes nationales et internationales en tiennent compte dans le rythme de leurs investissements. La bureaucratie, l'accès au foncier et le système bancaire complètent une boucle dissuasive. C'est ce que semble faire Issaâd Rebrab, connu pour son volontarisme, contrairement à la famille Cherfaoui (Blanky) qui a préféré mettre un frein à l'expansion de son entreprise. Carrefour pourrait en faire autant. Aucun nouvel espace n'a ouvert ses portes comme prévu en dépit d'un plan d'investissement conséquent annoncé à la première implantation. Pourtant, des villes comme Oran, Annaba, Sétif, Constantine attendent de telles infrastructures commerciales. L'extension de la grande distribution se poursuivra sans doute avec d'autres acteurs que ceux pressentis.

Metro, le géant allemand de la distribution est, à son tour, annoncé en Algérie.

Le premier supermarché privé en dehors de la capitale, à Blida, 50 km au sud ouest d'Alger a ouvert ce mois de mai. Il est la propriété d'un homme d'affaires local.

Maroc : le hard discount cherche sa voie

La compression des marges pousse la grande distribution à se tourner vers le hard discount. Un créneau où les enseignes étrangères comptent un savoir-faire certain.

Le contrat d'assistance liant la chaîne de supermarchés Marjane au groupe français Auchan a pris fin il y a quelques semaines. Une suite « tout à fait logique après le divorce entre les deux partenaires » avance-t-on dans les parages du groupe marocain

Selon l'agence indépendante AC. Nielsen, seuls actuellement 5,5% du volume de la consommation globale des produits de grande consommation (140 milliards de dirhams) passent par le circuit de la grande distribution.

qui devra désormais trouver une alternative en amont afin de maintenir intact ses marges de distribution dans un secteur étroit du commerce moderne qui représente une frange infime du commerce de détail. D'où les négociations engagées avec Intermarché, leader français connu pour son modèle de gestion intégrée d'un supermarché, pour non seulement stimuler la rentabilité du modèle Marjane et de sa petite sœur Acima, mais aussi prendre la mesure des enjeux du hard discount.

A entendre les opérateurs du secteur, c'est dans ce créneau de produits économiques que se situe le gisement de croissance. Cela, d'autant plus que les opérateurs internatio-

naux s'approprient à investir le domaine. Le leader turc en la matière, BIM, qui poursuit depuis 2001 un développement spectaculaire avec plus de 1700 magasins à travers la Turquie, serait actuellement en phase de négociation avancée pour s'implanter dans le royaume.

Egalement annoncés, l'allemand Lidl, spécialiste de la vente d'aliments en grande surface avec des emballages économiques pouvant réduire le prix jusqu'à 20%. De son côté, Hyper SA, propriétaire de l'enseigne Label Vie s'approprie à entrer en Bourse pour financer son développement. Autant d'acteurs qui s'intéressent aux nouvelles tendances du hard discount.

Potentiel prometteur

L'arrivée des enseignes étrangères intervient alors que la stratégie de Marjane visant à maîtriser sa chaîne d'approvisionnement en produits frais est dans sa phase de maturité opérationnelle. La quasi-totalité des approvisionnements en fruits de la plate-forme sont réalisés auprès d'agriculteurs et de stations de conditionnement. L'intérêt pour le hard discount découle de la logique. Alors que la grande distribution s'épuise, ce système économique progresse avec des croissances supérieures à 50%. Pour les stratèges de la grande distribution, c'est une formule bon marché, basée sur le principe de la vente de produits à un prix 20 à 30% moins cher. Les autres enseignes présentes au Maroc, à savoir Makro (cash & carry) et Aswak Assalam

suivront-elles la tendance ? Cette dernière enseigne du groupe Chaabi surfe sur l'identité d'une enseigne aux produits halal. Ce qui ne l'empêche pas de sceller un partenariat avec le groupe Casino. Dans tous les cas, la concurrence ne fera que structurer un marché au potentiel prometteur. En effet, selon l'agence indépendante AC. Nielsen, seuls actuellement 5,5% du volume de la consommation globale des produits de grande consommation (140 milliards de dirhams) passent par le circuit de la grande distribution. Le reste est du ressort du circuit traditionnel qui compte environ 110 000 points de vente (épiceries, cafés, snacks).

Les raisons d'un engouement

L'engouement de la grande distribution pour le hard discount s'est intensifié dans la deuxième moitié de l'année 2007 en réaction aux tendances défavorables à la consommation. Cet élan s'est amplifié avec le rachat par le français Carrefour de 250 magasins hard discount en Espagne via sa filiale locale. Selon nos informations, Carrefour investira le marché marocain mais à travers Carrefour Dubaï qui s'alliera avec un acteur de la place. Serait-ce le groupe PGC de Mustapha Amhal ? Ce groupe est en tout cas en négociation pour la mise en place d'une joint-venture avec un groupe émirati pour la création d'une société de distribution sur des produits spécifiques.

MBF

Eskom prévoit de satisfaire la demande en hiver

La compagnie sud-africaine Eskom Holdings prévoit de satisfaire le pic de la demande en électricité durant cet hiver en raison des stocks de charbon suffisants. Au 1^{er} juin, ces stocks correspondaient à 20 jours de production électrique.

La mise à niveau des aéroports de l'Angola coûtera plus de 400 millions \$

D'ici 2010, le gouvernement allouera une enveloppe de plus de 400 millions \$ pour la réhabilitation des aéroports, a annoncé le directeur général de l'Entreprise Nationale de Navigation Aérienne (ENANA). Huit aéroports (Huambo, Benguela, Cabinda, Lubango, Luena, Kuito, Saurimo et Dundo) sont concernés par ce programme de réhabilitation qui permettra au pays de préparer ses infrastructures de transport aérien pour la coupe d'Afrique des nations « CAN 2010 ».

Arcelor Mittal prévoit une nouvelle aciérie en Algérie

Arcelor Mittal renforce sa présence en Algérie avec le lancement d'un projet de construction d'une aciérie d'une capacité de production de 1 million de tonnes d'acier à Jijel, a annoncé à Annaba son Président directeur général en Algérie, Bernard Bousquet. La nouvelle aciérie devrait permettre au groupe de mieux répondre aux besoins croissants du marché local.

Le Sénat égyptien refuse la vente de la raffinerie Midor

Le comité de l'industrie et de l'énergie au Sénat a exprimé son refus de la vente de 80% de la raffinerie Midor à un investisseur principal. L'argument du comité est que la privatisation des entreprises du secteur pétrolier va permettre une mainmise des pays riches. Le comité propose plutôt l'introduction de la société en bourse en réservant l'achat aux seuls Egyptiens. Midor a enregistré un chiffre d'affaires de 3 milliards \$ en 2007 et un bénéfice net de 308,2 millions \$.

L'espagnol Lubasa installe une cimenterie au Maroc

Le cimentier espagnol Lubasa prévoit de construire une cimenterie dans la région de Sidi Kacem. L'usine, dont le démarrage est prévu dans deux ans, s'étale sur une superficie de 2,5 millions de m². Ses premières commandes seront livrées dès janvier 2011, selon Manuel Moreno Delgado, DG du groupe et président du directoire de Lubasa Maroc. 3,5 milliards de DH seront injectés dans une première phase pour une capacité de production de 1,5 million de tonnes par an. Il est également prévu un investissement supplémentaire pour le doublement de la capacité de production, ainsi que le lancement dans la production de matériaux de construction.

L'italien Niggeler and Kupfer renforce sa présence en Tunisie

Le groupe italien Niggeler and Kupfer (NK) vient de s'implanter dans la zone industrielle de Bir El Kassâa en reprenant le site de l'ex-ICAB qui s'appellera désormais Tissage Finissage Méditerranéens. Il s'agit de la 3^e implantation du groupe.

1,28 milliard DH pour le réaménagement de six petites aéroports

Le programme marocain de développement de l'Office national des aéroports (ONDA) prévoit le réaménagement des aéroports de Dakhla, Guelmim, Tan Tan, Oujda, Fès et Rabat-Salé. Certains aspects de développement de ces 6 aéroports sont toujours à l'étude. L'investissement global est estimé à 1,28 milliard DH. Un montant de 3,87 milliards DH a déjà été alloué pour des travaux de réaménagement des aéroports de Casablanca, Essaouira, Tanger et Marrakech.

L'OMC suspend les négociations sur les droits de douane

L'OMC a suspendu lundi les négociations sur une baisse généralisée des droits de douane pour les produits industriels, mettant ses Etats membres au défi de parvenir à un accord entre eux avant une importante réunion ministérielle à Paris. Le médiateur de la négociation sur les produits industriels à l'Organisation mondiale du commerce, Don Stephenson, a décidé de suspendre sa mission, jugeant inutile de poursuivre la discussion en l'absence de convergence entre les 152 pays membres. « Il est temps que les pays membres prennent leurs responsabilités et qu'ils travaillent entre eux afin de rapprocher leurs positions. Tant qu'ils n'y seront pas parvenus, il est inutile de convoquer des réunions de négociation sur les produits industriels », a-t-il expliqué.

Partenariat Maroc - BID pour l'Afrique subsaharienne

Le gouvernement marocain et la Banque islamique de développement (BID) ont signé un mémorandum d'entente pour un partenariat stratégique entre le Maroc et cette institution financière pour renforcer les capacités institutionnelles, humaines et techniques des pays d'Afrique subsaharienne. Les pays d'Afrique subsaharienne bénéficieront ainsi d'un programme de coopération technique à travers la mobilisation des capacités d'expertise et des potentialités techniques marocaines.

Oxfam juge insuffisant les concessions de la FAO au sommet de Rome

L'organisation humanitaire britannique Oxfam a estimé jeudi que le sommet de la FAO qui s'est tenu à Rome avait accompli « un premier pas important, mais insuffisant pour réduire la crise alimentaire mondiale ». Pour Oxfam, les 6,5 milliards de dollars de promesses de dons que le sommet de Rome a permis de recueillir pour lutter contre la faim et le pauvreté représentent moins de la moitié de la somme nécessaire, uniquement pour cette année. Selon la responsable de l'organisation, Barbara Stocking, si les dirigeants des pays riches « doivent octroyer d'avantage d'argent pour juguler les conséquences immédiates de la crise actuelle, ils doivent aussi s'attaquer aux causes en mettant fin à la production à outrance des biocarburants et en fournissant une aide à plus long terme à l'agriculture ». Oxfam affirme que 14,5 milliards de dollars sont nécessaires pour fournir une aide immédiate à 290 millions de personnes menacées par la crise alimentaire d'ici la fin de l'année.

L'inflation annuelle dans la zone OCDE à 3,4% en avril 2008

Entre avril 2007 et avril 2008, les prix à la consommation ont augmenté de 3,4% dans la zone OCDE, comparé à une hausse de 3,5% entre mars 2007 et mars 2008. La variation mensuelle des prix s'élevait à 0,5% entre mars et avril après 0,7% entre février et mars. Les prix à la consommation de l'énergie ont augmenté de 12,4% en glissement annuel en avril, après une hausse de 13,3% en mars. La hausse en rythme annuel des prix à la consommation de l'alimentation a été de 5,7% en avril, comparé à 5,1% en mars. Hors alimentation et énergie, les prix à la consommation ont augmenté de 2,0% en glissement annuel en avril, comparé à 2,1% en mars.

La Banque centrale de Chine rassure

La Banque centrale de Chine a rejeté comme étant une « exagération » les avertissements selon lesquels les exportations du pays allaient chuter brutalement, menant à un atterrissage économique difficile. « L'analyse des impacts de l'accroissement plus faible des exportations doit être objective et ne permettre aucune exagération », a indiqué dans un rapport l'Institut de recherche financière de la Banque populaire de Chine (PBOC, Banque centrale). Certains analystes appellent à une détente des contrôles pour réduire les risques d'atterrissage brutal, alors qu'un accroissement des exportations plus faible a mené à une baisse de 8,4% de l'excédent commercial.

Une Africaine qui aide l'Afrique

Au Royaume Uni, il y a de nombreuses organisations caritatives qui travaillent pour l'Afrique. Quelques ONG africaines existent, mais très peu ont une notoriété comme Stand Up for Africa, SUFA, lancé il y a cinq ans par une ivoirienne, Elsie Nemlin.

Entretien réalisé à Londres par Charles Bambara

Pour témoigner de son panafricanisme Elsie Nemlin s'est refusée jusqu'à présent à financer des projets dans sa patrie, favorisant d'autres pays africains qu'ils soient francophones ou anglophones... Les Afriques vous invitent à découvrir cette femme étonnante.

Les Afriques : Quel est l'objectif de Stand Up for Africa ?

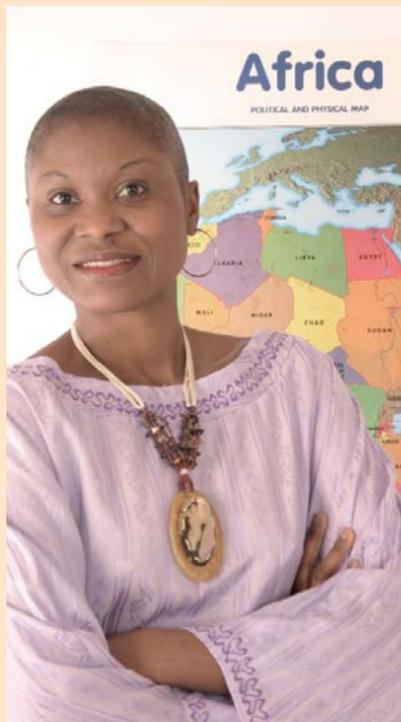
Elsie Nemlin : Ce sont les jeunes enfants. Nous avons pensé que pour sortir vraiment du sous-développement, il faut investir sur les enfants. Puisque ce sont eux notre avenir.

LA : Dans quels pays avez-vous des projets.

EN : Nous avons commencé au Bénin. Car ce pays est très marqué par la traite des enfants. Et nous travaillons avec ESAM, Enfants solidaires d'Afrique et du Monde. Cela fait quatre ans que le partenariat existe. Nous avons une maison de l'enfance avec 25 enfants, récupérés pour l'essentiel au Nigeria et en Côte d'Ivoire dans les plantations, dans des conditions difficiles. Il y a aussi des enfants que nous parrainons parce que leurs parents n'ont pas les moyens d'assurer le minimum pour eux. Nous leur garantissons l'éducation, la nourriture et les soins de santé.

LA : En tant qu'Africaine et francophone, comment avez-vous pu créer cette organisation ici à Londres ?

EN : Avant de créer cette ONG, j'ai travaillé pour Oxfam pendant deux ans et là, j'ai compris qu'il y avait la nécessité de mettre sur pied une organisation vraiment africaine. J'ai ressenti cette nécessité en tant qu'Africaine lorsqu'Oxfam conduisait



Elsie Nemlin, fondatrice de Stand Up for Africa.

une campagne de fundraising à Trafalgar Square à laquelle je prenais part. Autour de moi, il n'y avait que des Blancs et je me suis dite, « Mais où sont les Africains ? ». C'est de là que l'idée m'est venue.

LA : Pour Oxfam, une grande organisation caritative internationale, lever des fonds est relativement facile, mais pour votre ONG Stand Up For Africa, comment faites vous ?

EN : C'était difficile au début. Ça l'est toujours, mais je crois que c'est inévitable. Beaucoup d'Africains ne savent pas que notre structure existe ou bien s'ils le savent

mais ils n'ont pas toujours confiance en une Africaine pour gérer une structure caritative comme celle-là. Pourtant, notre organisation est aujourd'hui connue aux Etats-Unis, en Corée du Sud, en Australie, et on reçoit des chèques qui nous viennent d'un peu partout. L'organisation est devenue assez populaire. Et du coup on pense

« L'organisation est devenue assez populaire. Et du coup on pense que ce sont des Blancs qui sont derrière... mais non c'est moi, une ivoirienne, qui ai lancé cette initiative. »

que ce sont des Blancs qui sont derrière... mais non c'est moi, une ivoirienne, qui ai lancé cette initiative. Le nom a été plagié par deux parlementaires. Nous avons du les rappeler à l'ordre. C'est un nom qui retient l'attention.

LA : Depuis la création de Stand Up for Africa, quels sont les montants investis en Afrique ?

EN : En cinq ans, nous avons collecté deux cent millions de francs CFA. 75% de cette somme ont été investis en Afrique et 25% sont allés pour l'administration et la collecte d'autres fonds.

LA : Arrivez-vous à lever des fonds auprès des Africains ?

EN : C'est très difficile car les Africains donnent bien souvent pour leurs propres familles, pour des gens de leurs villages, pour leurs communautés. Mais il faut qu'ils se sentent davantage concernés par toute l'Afrique. C'est très important.

Crash définitif pour la CAMAIR

La compagnie nationale de transport aérien du Cameroun (CAMAIR) aura donc vécu. Le 31 mai dernier, le liquidateur a résilié les contrats de travail des employés.

Par Achille Mbog Pibasso, Douala

Pendant près de quatre décennies, la CAMAIR a fini par devenir un gouffre à sous, avec une succession de contre-performances. Même les mille et une restructurations, du Plan d'ajustement structurel (PAS), à la signature de contrat de performance avec l'Etat, en passant par de nombreux licenciements des employés et la fermeture de plusieurs représentations n'ont pu sauver la CAMAIR de la banqueroute. Au fil du temps, l'entreprise a plutôt accumulé les déboires, l'endettement ayant atteint des proportions insurmontables, se situant aujourd'hui à plus de 75 milliards de francs CFA, soit à peu près 115 millions d'euros.

Placée sous administration provisoire depuis 2005, le gouvernement avait fini par nommer en mars dernier, deux co-liquidateurs avec pour missions de poursuivre les activités de la compagnie jusqu'à la fin de l'année avant la privatisation de la compagnie. Deux mois après ce changement juridique, la CAMAIR n'a pas pu survivre à la grande crise qui l'étrangle depuis plusieurs années. Ce qui a amené l'Etat propriétaire à résilier le contrat de son personnel par anticipation le 31 mai dernier.

Nouvelle compagnie

Peu avant la résiliation, les employés ont eu une série de rencontres avec le gouvernement, où le montant des indemnités à payer aux 800 employés de Cameroon Airlines a été arrêté, à plus de 300 millions d'euros. Toutefois, aucun échéancier pour le paiement de ces indemnités n'a encore été retenu. Le liquidateur qui se veut optimiste quant à l'heureux aboutissement de ce dossier, en appelle au « sens de responsabilité du personnel, l'exhorte à rester serein et à faire confiance au gouvernement qui s'est engagé à payer leurs droits sociaux et à mettre en place une nouvelle compagnie aérienne ». Selon des sources du dossier, la nouvelle compagnie pourrait être mise sur pied avant l'année prochaine, encore que, l'annulation de la précédente offre de qualification qui avait abouti à l'adjudication à la compagnie belge SN Brussels en association avec un consortium d'entreprises camerounaises pourrait être réactivée. On se souvient qu'en plus de SN Brussels, plusieurs compagnies avaient postulé en 2006 pour la reprise de la CAMAIR, entre autres, la Royal Air Maroc (RAM), la Compagnie aérienne sud-africaine (COMAIR) et Kenya Airways. Aux dernières nouvelles, il n'est pas exclu que

la liste de potentiels investisseurs soit rallongée, avec l'éventualité de plus en plus envisagée des Américains de United Airlines, voire de Air France-KLM, d'autant que la compagnie française figure parmi les actionnaires de la CAMAIR depuis de longues années.

Dans la perspective de la privatisation de Cameroon Airlines, le gouvernement camerounais a créé en 2006, une entreprise de patrimoine public, la Cameroon Airlines Corporation (CAMAIR-CO). Celle-ci n'a pas encore commencé ses activités, ce qui suscite davantage l'angoisse du personnel. Selon des syndicats de transport aérien, le paiement des droits du personnel constitue une réelle préoccupation, d'autant que des employés licenciés par le passé ont du mal à entrer en possession de leurs dus. D'où leur scepticisme par rapport « aux assurances » du gouvernement. « Nous n'avons pas besoin d'entendre de beaux discours. Nous voulons du concret. Maintenant que le contrat de travail qui liait les employés à l'entreprise est résilié, nous voulons seulement rentrer dans nos droits », pense-t-on au sein du Syndicat national des techniciens des avions au sol (SYNTAS).

La BID débloque 1,5 milliard de dollars pour la crise alimentaire

La Banque islamique de Développement n'a pas été insensible à la crise alimentaire mondiale. Elle a octroyé à l'occasion de sa 33^e assemblée annuelle des gouverneurs, 1,5 milliard de dollars.

Propos recueillis par
Chérif Elvalide Sèye, Dakar

C'est le roi Abdellah bin Abdelaaziz Al Saoud qui a présidé la cérémonie d'ouverture de la 33^e assemblée annuelle des gouverneurs, le plus grand rassemblement économique panislamique comme l'a souligné le président de la Banque, le Saoudien Dr Ahmed Mohamed Ali. Au cours de l'exercice écoulé, la BID a accordé environ 2,6 milliards de prêt à trente pays membres d'Europe, d'Afrique, d'Asie et du Moyen Orient, en priorité pour les infrastructures qui en ont absorbé 70%. A l'issue de l'assemblée annuelle de la BID, le vice-président chargé des opérations, Dr Amadou Boubacar Cissé, annonce la restructuration de la Banque et note l'intérêt croissant des fonds arabes pour l'Afrique.

Les Afriques : Quels ont été les grands sujets à l'ordre du jour de la réunion de l'assemblée de la BID ?

Dr Amadou Boubacar Cissé : Assurément, la crise alimentaire mondiale et son corollaire, à savoir la nécessité pour le groupe de la Banque Islamique de Développement de développer ses interventions en faveur de l'agriculture au sens large. Cette crise met à nouveau en lumière les insuffisances des stratégies passées, tant au niveau des Etats qu'à celui de la communauté du développement. Il est évident qu'aucun partenaire, bilatéral ou multilatéral, ne peut seul faire face à l'ampleur de la demande de financement qui sera nécessaire à cet égard. Voilà pourquoi il s'agira pour chacun d'eux de faire en sorte que chaque dollar puisse être dépensé à bon escient. De même, il a été fortement question de la réforme de la Banque qui vise à la doter des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa Vision 1440 et qui débouchera sur une profonde refonte de son organisation. La firme de consultants qu'elle a recrutée pour l'aider à cet effet vient de livrer son rapport final. Il s'agira ainsi de faire de la Banque une institution faisant primer les objectifs de développement sur les objectifs de simple financement, l'impact au profit des

« A la BID, une unité chargée des financements structurés, créée il y a près de deux ans, a permis de mieux identifier, instruire et exécuter des projets mettant en jeu des paramètres plus complexes que les projets traditionnels (PPP, BOT, etc). »

bénéficiaires sur les réalisations physiques, l'innovation et le savoir sur l'économie traditionnelle, etc. Cette réforme devra aboutir sur un renforcement conséquent des ressources financières et des interventions du groupe, ainsi que d'un recentrage de ses activités sur un nombre plus restreint de secteurs : réduction de la pauvreté, finance islamique, développement des infrastructures, coopération et intégration économique, développement du secteur privé.

Le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), créé en exécution d'une décision du 3^e sommet extraordinaire de l'OCI de la Mecque (tenu en décembre 2004), et le Programme spécial de développement pour l'Afrique (PSDA) ont aussi constitué des sujets de discussion importants.

LA : Justement, le PSDA a fait l'objet, en janvier dernier, d'une réunion ministérielle. Où en est-on depuis ? Qu'est-ce qui a été fait ?

ABC : Depuis que le PSDA a été présenté aux ministres chargés de l'Economie des pays africains membres de la BID pour le discuter et l'enrichir, il a été adopté par notre conseil des directeurs exécutifs puis présenté au dernier Sommet Islamique de Dakar. Il constitue donc le « successeur » de la Déclaration de Ouagadougou et couvrira les cinq exercices allant de 1429 à 1433 (2008-2012). Au cours de cette période, le groupe de la Banque prévoit un volume d'agréments cumulés d'un peu plus de 4 milliards de dollars (soit le double des objectifs initiaux de la Déclaration de Ouagadougou) dont 600 millions au titre de la première année d'exécution du PSDA répartis comme suit : Fonds de solidarité islamique pour le développement : 200 millions, BID, 240, Société Islamique de Financement du Commerce Extérieur, 180 et Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé, 30. Les approbations annuelles devraient par la suite augmenter en moyenne de 15% à 20% l'an.

LA : Le Fonds de solidarité islamique était encore très timidement souscrit. Comment les souscriptions ont-elles évolué ? Qu'est-ce qui explique cette timidité ?

ABC : Le FSID est structuré sous la forme d'un waqf avec une dotation, en cours de mobilisation, prévue pour atteindre 10 milliards \$. Il est prévu qu'environ 60% de ses ressources soient orientés vers le financement de projets en Afrique sub-saharienne. Les souscriptions ont atteint à ce jour 2,611 milliards \$ et les efforts de mobilisation de la banque se poursuivent activement. Un travail d'explication sur la stratégie du Fonds, sur ses mécanismes d'intervention et sur sa contribution à la réduction de la pauvreté au sein de la Oumma a été entrepris et continuera de l'être. Il faut reconnaître que les sollicitations auxquelles ont à faire nos pays sont multiples, et que cela pose parfois des problèmes en termes d'allocations et de priorités.

LA : Les surplus pétroliers arabes ne s'investissent guère en Afrique. N'est-ce pas là le rôle de catalyseur de fonds arabes que la BID entendait jouer ?

ABC : Il n'est pas exact de dire que les surplus des pays pétroliers ne s'investissent pas en Afrique. Au contraire, un intérêt pour le continent commence à se faire jour auprès de grands investisseurs et opérateurs institutionnels du Golfe tels que DP World, Saudi Bin Laden Group, Etisalat, etc. En fait, il faut comprendre la logique de ce type d'investissements qui ont besoin, en plus de l'existence d'une opportunité économique claire, d'un certain nombre de prérequis (notamment d'ordre législatif et règle-



Amadou Boubacar Cissé : « Un intérêt pour le continent commence à se faire jour auprès de grands investisseurs et opérateurs institutionnels du Golfe tels que DP World, Saudi Bin Laden Group, Etisalat, etc. »

mentaire et en termes de risques politiques) pour pouvoir se déployer de façon conséquente. Il s'agit, en fait, de faciliter une double démarche de la part des pays récepteurs (qui doivent faire leur nécessaire *aggiornamento*) et des investisseurs étrangers (qui doivent montrer moins de frilosité). En fait, ce peut être là un courant de ressources pérennes à condition encore une fois que les pays, et ils sont de plus en plus nombreux à le faire, puissent structurer des projets selon les règles de l'art, tant sur le plan de leur articulation juridique, que sur ceux des études de base nécessaires et de la transparence des modalités d'attribution des marchés. A titre d'exemple, on pourrait citer le nouvel aéroport international de Dakar ou l'extension du terminal de containers de Conakry. Il faut à cet égard que des banques d'affaires africaines et des cabinets d'avocats spécialisés puissent être créés ou renforcés pour accompagner ce mouvement.

A la BID, une unité chargée des financements structurés, créée il y a près de deux ans, a permis de mieux identifier, instruire et exécuter des projets mettant en jeu des paramètres plus complexes que les projets traditionnels (PPP, BOT, etc.) et d'entreprendre de nouvelles missions : rôle de conseil, de chef de file, d'arrangeur, etc. C'est le cas au Gabon où la BID entreprend de structurer (depuis les études jusqu'à la recherche de financements) deux grands projets à savoir l'aéroport international de Libreville et le port de Mayumba ; c'est aussi le cas du projet de relance de la production phosphatière du Togo ; d'autres projets sont en cours d'étude : un private equity fund ciblant les pays africains, des projets de cimenterie au Bénin, de gaz au Mozambique et de sucrerie au Mali, etc. La BID a la ferme volonté de multiplier ce genre d'initiatives qui dans le cadre du PSDA, devraient atteindre 1,5 milliard \$ au cours des cinq années à venir.

Douanes : coopération Maroc-Sénégal

Les administrations douanières du Sénégal et du Maroc ont décidé de coopérer à la suite de visites croisées de leurs premiers responsables. Abdellatif Zaghoun, directeur général des Douanes et Impôts Indirects du Maroc s'était rendu au Sénégal en décembre 2005. Son homologue sénégalais, Jean Jacques Armand, directeur général des Douanes sénégalaises a effectué une visite à Rabat, du 26 au 29 mai dernier. Les deux responsables ont convenu d'un projet de protocole d'assistance administrative mutuelle qui devrait être signé incessamment. Ce protocole prévoit l'échange d'informations entre les administrations douanières des deux pays, en matière de renforcement de la lutte contre la fraude, la coopération en matière d'informatique, de facilitation et de simplification des procédures de dédouanement, en matière de formation et dans le domaine des activités sociales et sportives.

Scanner pour le port d'Abidjan

Le Port Autonome d'Abidjan poursuit sa modernisation pour rester le port leader de l'Afrique de l'Ouest. Il s'est doté la semaine d'un scanner à rayons X d'une capacité de traitement de 30 camions par heure pour un coût total de 5 milliards de FCFA, 7,6 millions d'euros. Il a été fourni par la société BIVAC SCAN CI. Le scanner renforcera le système de contrôle du port tout en garantissant la fluidité du trafic des conteneurs. La présence du président Laurent Gbagbo à l'installation du scanner souligne l'importance stratégique du port dont les autorités avaient craint qu'il ne fasse les frais de la crise politico-militaire qui sévit depuis 2002 au profit des ports concurrents d'Afrique de l'Ouest.

La Banque mondiale appuie l'OHADA

L'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) a reçu un financement de la Banque mondiale de 1,5 million de dollars sur la période 2008-2010 pour le renforcement des capacités de ses commissions nationales. Les comités nationaux ont des difficultés à jouer dans les pays respectifs, leur rôle d'étude, de suivi et de renforcement du droit des affaires en Afrique en raison notamment d'une insuffisance de ressources et de problèmes organisationnels note l'avocat béninois Me Robert Dossou. Le traité de l'OHADA devrait par ailleurs être amendé. Un projet sera soumis au conseil des ministres qui se réunira en juillet à Dakar, et ensuite à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Le projet d'amendement traduit selon Me Dossou, non la difficulté d'application des textes mais le souci de les améliorer pour les rendre plus pratiques et plus efficaces. Les difficultés n'en sont pas moins réelles pour les pays portugais ainsi que l'a indiqué le bâtonnier de l'ordre des avocats de Guinée Bissau, Me Armando Mango qui souligne la nécessité de traduire et d'harmoniser les textes en portugais, et d'assurer la formation du personnel.

Le recouvrement des créances bancaires

Le cabinet SIRE OHADA, SURL (www.sire-ohada.com) organise à Ouagadougou au Burkina Faso du 30 juin au 04 juillet prochain un séminaire sur le recouvrement des créances bancaires dans l'espace OHADA : stratégies et techniques. Il sera animé par Ousseynou SOW, juriste de banque et consultant, par ailleurs secrétaire exécutif de l'Association Africaine des Juristes de Banque et Etablissement Financier (A.J.B.E.F.) et Arlette BOCCOVI, juriste de banque et consultante, spécialiste du droit bancaire et du droit OHADA, gérante et promotrice de SIRE OHADA. Les participants au séminaire liront utilement un ouvrage qui fait encore référence en la matière. Publié depuis 2002, il est resté d'actualité. Il distingue d'entrée les procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution. Les premières constituent le prélude alors que la secondes constituent des procédés d'exécution forcée portant sur les biens du débiteur saisi.

* Anne-Marie H. Assi-Esso et Ndiaw Diouf, OHADA - Recouvrement des créances, Bruylant, 2002.

Fusion Chevrontexaco Cameroun et Texaco Cameroun

La société absorbée (Chevrontexaco Cameroun Sa) va transmettre à la société absorbante (Texaco Cameroun Sa) tous ses actifs évalués à près de 66,96 milliards de FCFA et un passif d'environ 14,183 milliards de FCFA. Le montant de l'augmentation du capital de la société Texaco Cameroun Sa au titre de l'absorption s'établit autour de 88,810 millions de FCFA.



Cameroun : Les tarifs des mobiles baissent de 20%

Les trois opérateurs de téléphonie mobile (CAMTEL, MTN et Orange) ont réduit de 20% en moyenne leurs tarifs de communications. Ces baisses concernent particulièrement les heures tardives (entre 22h et 5 heures du matin), ainsi que les jours fériés. Jusqu'ici, la minute de communication coûtait en moyenne 180 FCFA, soit 200 FCFA aux heures pleines et 160 FCFA aux heures creuses. Au 31 décembre 2007, le nombre d'abonnés au téléphone mobile était de plus de 5 millions.

Tunisie : le secteur de la monétique progresse

D'après une récente étude relayée par le fil d'information Business news, le pourcentage de la population tunisienne possédant une carte bancaire a augmenté de près de 10% entre 2002 et 2008. Le nombre de DAB (Distributeurs automatiques de billets) par GAB (Guichet automatique bancaire) a doublé arrivant jusqu'à 1122, confirmant ainsi l'automatisation des modes de paiement. D'autre part, aussi bien le nombre d'affiliés (12 272) que le nombre de cartes (1,646 million) ont connu une évolution assez considérable bien que les chiffres enregistrés en mars dernier montrent un petit pas en arrière par rapport à l'année 2007.

Le nombre de transactions bancaires a cependant connu un chamboulement, passant de six millions d'opérations en 2002 à 26 millions en 2007, puis retombant de nouveau à sept millions, et cela toujours selon les chiffres enregistrés en mars dernier. Notons enfin les efforts engagés pour encourager le mode de paiement automatique qui se traduit en travers le nombre des TPE passant de 4842 en 2002 à 8422 en 2008.

Maroc : statistiques à fin mars 2008

Au terme du premier trimestre de l'année 2008, le parc global de la téléphonie mobile totalise 20,616 millions de lignes (96% en prépayé et 4% en post payé), en progression de 20,4% comparativement à la même période de l'année précédente. Dans cette même lignée, le taux de pénétration passe à 66,85%, en élargissement de 10,71 points. Par opérateur, Maroc Télécom consolide sa position de leader avec une part de marché de 66,44%, contre 33,56% pour Mediatelecom. Tirant toujours profit de l'entrée du troisième opérateur Wana, le parc global de la téléphonie fixe, pour sa part, effectue un bond de 68,3% comparativement à fin mars 2007 pour s'établir à 2,7 millions d'abonnés, soit un taux de pénétration de 8,79%.

Kenya : 1,9 milliard Sh pour assurer le projet de fibre optique

L'Agence africaine d'Assurance Commerciale (ATI) a émis une couverture contre les risques de 1,9 milliard Sh pour le projet d'infrastructure nationale de réseau de fibre optique (NOFBI) qui sera installé par la compagnie française Sagem Communications dans les régions du Nord-Est et les provinces côtières. Le contrat porte sur la livraison, le transport local, l'installation, et le support technique à long terme du câble de NOFBI.

Maroc : I-Mobility s'installe

I-Mobility, filiale du groupe espagnol Red Enlaza Comunicaciones, devrait s'installer au Maroc à travers sa filiale marocaine I-Mobility Afrique pour la construction d'une usine de fabrication de téléphones portables pour un investissement de 40 millions de dirhams. Dédié à l'assemblage des téléphones, le site industriel devrait comprendre quatre lignes d'assemblage pour une capacité de production annuelle de 2 millions d'unités. Les autres composantes devraient être importées des usines asiatiques du Groupe (les plaques de base de Chine et les batteries de l'Inde). L'unité marocaine serait, en outre, dotée d'un centre de recherche étalé sur une superficie de 600 m². La compagnie est en négociation avec Wana et Mediatelecom pour la fourniture de ces derniers en téléphones portables.

L'interconnexion électrique africaine à petits pas

Marrakech abrite les 12 et 13 juin une rencontre Africa Energy Forum. Dans l'ordre du jour, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Eclairage.

La rencontre Africa Energy Forum, tenue à Marrakech les 12 et 13 juin 2008, intervient alors que le baril du pétrole a bondi – une première dans l'histoire – de 10 dollars durant une même journée. Le Brent s'est en effet rapproché de la barre psychologique des 140 dollars le vendredi

« Pas moyen de rentabiliser une centrale à gaz pour la Mauritanie si cet ouvrage n'est pas conçu dans un cadre régional. »

6 juin 2008 relevant encore d'un cran l'effort à fournir par les Etats africains non producteurs de pétrole pour se fournir en électricité. C'est dire de la pertinence du thème choisi pour cette rencontre : « L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ». Le premier intitulé du sujet passe par la promotion des bonnes habitudes de consommation mais aussi, par la maîtrise des coûts, des modes de montages financiers des projets d'ouvrages. Autant de paramètres non pris en compte dans les premières générations de centrales thermiques, bâties sur des modèles coûteux.

En plus de cette tare originelle, la compétitivité recherchée par les économies africaines, ainsi que le retour sur investissement posé comme condition par les bailleurs de fonds, se heurte souvent à un facteur externe et politique : le morcellement du continent en petits marchés. Par exemple, « pas moyen de rentabiliser une centrale à gaz pour la Mauritanie si cet ouvrage n'est pas conçu dans un cadre régional », nous faisait remarquer le directeur général de l'Office national marocain de l'électricité, Younes Maamar, il y a quelques mois, dans ces mêmes colonnes. Cette cohérence indispensable à un bon prix du kilowattheure devra se refléter à tous les niveaux, à commencer par la mutualisation des ouvrages, indispensables quand on sait que les prix des centrales électriques ont doublé depuis le début de l'année. L'EEC, qui estimait à 350 milliards

de dollars les investissements nécessaires d'ici à 2030 pour faire évoluer le taux d'électrification en Afrique de 24 à 52%, devra sans doute revoir ses calculs. Selon les experts, si l'interconnexion existait en Afrique australe, les coupures auraient été moins sévères en Afrique du Sud où l'opérateur national, Eskom, envisage d'augmenter de 53% les prix de l'électricité d'ici 2009 et de 100% d'ici 2010. La question devait être tranchée durant ce mois de juin. Parallèlement, un plan d'urgence a été mis en place pour l'importation de 700 MW du Mozambique, de la RDC et de la Zambie. Ailleurs, les mêmes défis régionaux sont aussi abordés à travers le prisme national. Cas du Cameroun qui a lancé un plan d'investissement quinquennal de 800 milliards francs CFA et dont l'objectif est de doubler la capacité actuelle de 950 mégawatts, pour être à la hauteur de la demande électrique à l'horizon 2012. Pays producteur de pétrole, le Cameroun construira une demi-douzaine de barrages hydroélectriques ainsi que des centrales thermiques pour accroître l'offre énergétique.

L'Europe raccordée à l'Afrique

A côté des exemples nationaux, nettement plus nombreux, il y a les projets régionaux comme l'interconnexion entre le Mali et la Côte d'Ivoire, permettant au premier de bénéficier de 60 mégawatts supplémentaires, indispensables pour faire face à une croissance de 12 à 13% par an. Autre exemple d'intégration régionale, le programme d'interconnexion entre le Bénin, le Togo et le Ghana. La Banque africaine

de développement (BAD) y a consacré un prêt de 28,2 millions de dollars. Le projet, dont le coût global est estimé à 115,6 millions de dollars, devrait également augmenter les capacités de transport d'électricité entre le Nigeria, le Bénin, le Togo et le Ghana, selon la BAD.

Autre exemple d'intégration qui connaît une matérialisation, le transfert d'expertise entre le Maroc et le Sénégal à travers l'appel d'offres international remporté par l'Office national d'électricité (ONE). Ce marché de 10 milliards de FCFA est destiné à couvrir 400 villages d'une population totale de 350 000 habitants. Au-delà de ce marché, l'Office marocain qui dispose d'un raccordement au marché européen vise l'intégration du Maroc, du Sénégal et de la Mauritanie. La ligne haute tension qui se limite à Boujdour, arrivera prochainement à Dakhla puis en Mauritanie qui deviendra un membre à part entière du réseau maghrébin. En contrebas du Sénégal, l'opérateur marocain s'est aussi solidement implanté en Sierra Leone, au lendemain d'une guerre civile de dix ans, en remettant en marche la seule centrale du pays. Un contrat de production d'une nouvelle centrale de 12 à 15 mégawatts devrait suivre. Mais, à la longue, l'Afrique devra comme les autres parties du monde, se pencher non seulement vers les énergies renouvelables, mais aussi se pencher sur l'énergie nucléaire. Dans certains pays, l'idée serait beaucoup plus avancée qu'on ne le pense.

MBF

L'ONE : un défi national conséquent

Il va sans dire que, malgré cette croissance à l'international, l'ONE est confronté, au niveau national, à une croissance annuelle de l'ordre de 8% de la demande électrique. L'opérateur serait d'ailleurs derrière le passage à GMT +1 en vigueur au Maroc depuis le 1er juin 2008. Les retards d'investissements de l'ONE équivalaient en 2005 à 900 mégawatts sur la base de projection faite à la fin des années 90. L'ONE qui est un importateur net de

l'énergie fossile, seul acteur à supporter les répercussions des hausses de cours à l'international, dispose d'une marge d'autant plus réduite que la structure de la demande nationale est basée sur la basse tension, essentiellement les ménages. Dans sa stratégie, l'ONE vise à diversifier les sources d'approvisionnement du Royaume, à consolider le Maroc en tant que carrefour régional d'interconnexion et à exporter son savoir-faire.

Le Med It 2008 sous le signe du B2B

Ces rencontres d'affaires professionnelles sur les technologies de l'information

Ces rencontres d'affaires professionnelles sur les technologies de l'information regroupent chaque année à Alger, Tunis, Dakar et Casablanca des sociétés africaines, françaises et internationales du secteur des technologies de l'information.

regroupent chaque année à Alger, Tunis, Dakar et Casablanca des sociétés africai-

nes, françaises et internationales du secteur des technologies de l'information. Prévue les 18 et 19 juin 2008 au Technopark de Casablanca, la 7^e édition marocaine du salon des Med It se déroule sous l'égide du ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies, en partenariat avec Ubifrance. Dans le menu, une exposition, des conférences et l'organisation des rendez-vous d'affaires. Pour les organisateurs, la société Xcom, spécialisée dans le domaine, « ces rencontres sont un tremplin pour engager des partenariats entre professionnels africains et internationaux du secteur des technologies de l'information ». Le Med It s'adresse aux professionnels du secteur IT à la recherche de partenaires européens (éditeurs de logiciels, constructeurs, opérateurs...) Et aux directeurs

généralistes, directeurs des systèmes d'information (DSI) des entreprises et administrations qui viennent s'informer et découvrir de nouvelles solutions innovantes.

A noter que cette 7^e édition est sponsorisée par la société Axway, leader mondial des « collaborative business solutions ». Axway synchronise les échanges internes et externes de l'entreprise, lui procurant ainsi l'agilité nécessaire pour accélérer ses processus et collaborer efficacement avec l'ensemble de ses partenaires. D'autres acteurs majeurs spécialistes de l'ERP, tels que SAGE, CEGID, sont également attendus ainsi que des éditeurs et intégrateurs en matière de BPM, décisionnel, business intelligence, dématérialisation, GEIDE, sécurité, formation et e-learning.

MBF

« La francophonie économique est une réponse à la globalisation »

Président international du Forum Francophone des Affaires, Stève Gentili veut donner à la francophonie une vraie consistance économique. Animation de réseaux, rencontres d'entreprises, réflexions économiques, publications, il ne se résoudra jamais à laisser tout le champ économique international à la culture anglo-saxonne. Entretien.

Propos recueillis par Dominique Flaux

Les Afriques : Comment vous est venu cet attachement à la francophonie ?

Stève Gentili : Simplement parce que la Francophonie rassemble, à mes yeux, un certain nombre de valeurs auxquelles je suis particulièrement attaché : l'humanisme, une résistance à la globalisation du monde, le pluralisme, la culture, la solidarité...

LA : Vous êtes président international du FFA. Combien d'entreprises sont membres de ce réseau ?

SG : En France, on compte environ 50 000 entreprises et dans chaque pays membre, elles sont plusieurs milliers rassemblées par plus de 120 structures. Le FFA est l'un des premiers réseaux mondiaux d'entreprises. Mais à la différence de beaucoup de réseaux qui sont sectoriels ou géographiques, celui-ci partage une culture, des valeurs, une charte éthique qui met en avant les notions de droit du travail, de responsabilité sociale de l'entreprise à l'égard des femmes et des enfants, et, bien sûr, du travail et de la formation en français.

LA : Qu'apporte le FFA à ces entreprises ?

SG : Avant tout des rencontres et des échanges. Les réunions du FFA rassemblent généralement plusieurs centaines d'entreprises qui viennent et reviennent. D'autant plus que nous commençons à verticaliser nos réseaux, en les organisant par activités ou par métiers. Ainsi, un industriel de Montréal, peut, via le FFA, facilement rencontrer un industriel de Ouagadougou, d'Alger ou de Genève. Ils font le même métier dans des contextes

« Face à la déferlante de Davos qui rassemble en anglais les leaders de l'économie ultra-libérale sous influence anglo-saxonne, il convenait de créer un événement international d'analyse et de réflexion. »

économiques différents mais avec le même socle de formation et de préoccupations. Nous avons déjà relié plusieurs professions, comme par exemple, les banques et les assurances à travers la FIF-FAB (Fondation internationale francophone finance banque assurances).

LA : Et sur le plan institutionnel ?

SG : Là aussi, le FFA est une force de rassemblement et de proposition. Le mois dernier nous avons réuni à Paris 300 chefs d'entreprises et de nombreuses institutions économiques européennes et africaines afin de proposer aux chefs d'Etats et de gouvernements francophones des dispositifs à mettre en place en faveur de l'artisanat et de la petite entreprise des pays ACP. Nous allons créer avec les banques adhérentes à la FIF-FAB, par exemple, une banque de développement spécialisée pour l'artisanat et les petites entreprises.

Nous allons bientôt réunir les ministres du Tourisme des pays francophones et mettre sur pied un Observatoire économique. A



Stève Gentili : « Nous commençons à verticaliser nos réseaux, en les organisant par activités ou par métiers. »

l'exposition universelle de Shanghai en 2010, pour la première fois, des entreprises francophones se présenteront sous un même pavillon, celui du FFA. Et la semaine passée, c'est l'ONUDI qui nous a reconnus comme membre observateur...

LA : Vous êtes également l'un des principaux dirigeants du groupe des Banques Populaires. Que pèse ce groupe en Afrique ?

SG : Nous ne sommes pas, hélas, assez présents sur ce continent, mais nous nous efforçons de combler ce retard. Nous y avons des filiales ou des participations, notamment en Algérie, au Cameroun, à Djibouti, au Congo Brazzaville... Nous sommes également actifs dans plusieurs pays africains via la Coface qui appartient à notre groupe.

LA : Vous disposez d'un très large réseau personnel de relations en Afrique ? Comment s'est-il constitué ?

SG : Ce sont généralement des amitiés assez anciennes, antérieures à mon engagement pour le FFA, qui se sont constituées au fil de mes activités politiques ou associatives. Cela remonte, pour certaines à ma période d'étudiant...

LA : Comment vous situez-vous par rapport à ce qu'on appelle la FrancAfrique ?

SG : Je pense qu'il circule beaucoup de fantasmes à ce propos. Beaucoup de mythes. C'est une polémique qui me semble dépassée.

LA : Vous avez présidé autrefois un groupe industriel dans l'agroalimentaire. Comment l'Afrique peut-elle gérer l'envolée des cours des denrées ?

SG : Voilà précisément un problème que le FFA a précédé en organisant la première réunion des Ministres de l'Agriculture des pays francophones. 43 Ministres de l'Agriculture étaient présents. Ils ont pu se rapprocher, échanger, rencontrer des professionnels. Toutes choses qui contribuent à mieux se comprendre et, par conséquent, à trouver des solutions à la crise présente.

LA : Les bailleurs de fonds n'ont-ils pas contribué à anéantir les agricultures locales dans les pays africains ?

SG : Il y a, sans doute, une multitude de responsabilités qu'il serait intéressant d'analyser, mais à ce stade, il me semble plus urgent de s'attaquer au problème actuel car la situation est alarmante.

LA : Est-ce que le FFA est impliqué dans le projet d'Union pour la Méditerranée ?

SG : Naturellement. Car tous les pays du bassin méditerranéen sont membres du FFA. Ce projet d'Union est très intéressant. Il permet de créer un nouvel axe dans la mondialisation en cours.

Nous préparons d'ailleurs, en novembre, un rassemblement d'entreprises des pays membres qui se déroulera à Rabat. L'objectif est d'établir un lien entre les francophonies économiques des deux côtés de la Méditerranée. Une structure ad hoc sera créée pour favoriser la coopération dans cet espace euro-méditerranéen qui a vocation à devenir un axe central de la francophonie économique tant les projets sont nombreux et prometteurs. Les relations économiques sont à l'évidence appelées à se renforcer entre les pays des deux rives. A plus forte raison, entre ceux qui ont le français comme langue de travail et de communication et qui partagent des pans d'histoire.

LA : On parle également d'un « Davos en français ». Qu'en est-il ?

SG : Notre action, loin de défendre une simple identité culturelle, part du principe que le français est toujours un vecteur économique et que face à la déferlante de Davos qui rassemble en anglais les leaders de l'économie ultra-libérale sous influence anglo-saxonne, il convenait de créer un événement international d'analyse et de réflexion. C'est pourquoi nous avons créé les « Assises de la francophonie économique », devenues aujourd'hui un grand événement international auxquels participent chefs d'Etat et de gouvernement, experts internationaux, dirigeants d'entreprises, acteurs économiques et sociaux de premier plan qui réfléchissent et qui s'expriment sur des sujets d'actualité économique. Au fil des « Assises » une pensée s'est élaborée, donnant corps à la francophonie économique qui est aujourd'hui une des réponses à la mondialisation : faire des affaires en français, promouvoir les échanges économiques en tenant compte des identités culturelles et en défendant l'idée d'une économie au service de l'homme.

Information : www.ffa-int.org

Les présidents Gentili

Stève Gentili ne préside pas seulement le FFA. Il est président de la Bred, première banque du groupe Banque Populaire, groupe dont il assure la vice-présidence. Il préside également la BIC, Banque Internationale du Commerce, à Genève, ainsi que Natixis Praxem International, première structure d'accompagnement des entreprises françai-

ses à l'international, et également l'agence des Banques Populaires pour la Coopération et de Développement. Il est par ailleurs administrateur de Natixis Banque, de Coface ainsi que des principales filiales du groupe en Algérie, Cameroun, Congo, Djibouti, Belgique, Japon, Etats-Unis...

RDC : le gouverneur de la Banque centrale interpellé au Parlement

En République démocratique du Congo (RDC), le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Jean-Claude Masangu Mulongo a été interpellé samedi dernier par la plénière de l'Assemblée nationale pour être auditionné sur le dossier de blanchiment et de détournement d'argent dont il est accusé par les autorités belges, a-t-on appris lundi de bonne source. La motion d'interpellation a été initiée par le député Idambito de l'opposition qui estime que les faits sont graves et méritent d'être clarifiés par le gouverneur de la BCC. Ce dernier, par la voie de presse, avait dernièrement rejeté toutes les accusations portées contre lui par les autorités belges. L'Assemblée nationale engagée, dès lundi, le mécanisme en écrivant d'abord à son président pour l'inviter à signifier l'interpellation au ministère des Finances. C'est la première fois que M. Mulongo, qui se trouve à la tête de la Banque centrale du Congo depuis 1998, est accusé de tels faits.

Maroc : hausse des certificats négatifs

Le nombre des certificats négatifs délivrés, durant les quatre premiers mois de l'année en cours, a atteint 22 260 certificats, s'inscrivant ainsi en hausse de 9% par rapport au niveau enregistré une année auparavant, indique l'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC). Dans son dernier rapport d'activité, l'OMPIC précise que la région du Grand-Casablanca arrive en première position en matière de création d'entreprises, avec 35% des certificats délivrés en avril 2008, suivie de celles de Tanger-Tétouan (12), Marrakech-Tensift-El Haouz (11 pc), Rabat-Salé-Zemmour-Zaer (10 pc) et Souss-Massa-Drâa (6 pc). Il ressort de la ventilation par nature juridique une prédominance des sociétés à responsabilité limitée (SARL) et des SARL à associé unique qui représentent respectivement 59% et 23% du total des intentions de création suivies de loin par les sociétés anonymes avec 1,3%.

Progosa entame sa mission d'assistance à l'Onatra

Progosa a débuté sa mission d'assistance à l'Onatra (Office National des Transports), premier employeur public en RDC, en charge des activités portuaires et de transport fluvial et ferroviaire du pays. Le groupe espagnol Progosa a été sélectionné parmi six autres candidats internationaux au terme d'un processus d'appel d'offres répondant aux directives de la Banque Mondiale. Sa proposition technique et financière a été retenue comme étant la mieux disante. Cette mission sera conduite en partenariat avec deux sous-traitants de renommée internationale - Systra, filiale de la SNCF, et le cabinet Pricewaterhouse Coopers.

Algérie : Sonatrach remplace Holcim

Après le retrait du groupe suisse Holcim, c'est la compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach, qui se chargera de la réalisation d'une cimenterie à Relizane, d'une capacité de 1,2 million de tonnes par an. Holcim s'était engagé contractuellement depuis 2005 pour un montant de 140 millions d'euros. Le groupe suisse a renoncé, selon l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM), car le projet « ne répondait plus à la stratégie de développement qu'elle s'était fixée ».

Coopération entre le Cap-Vert et les Iles Canaries

Les gouvernements du Cap-Vert et des îles Canaries vont signer, vendredi à Praia, le Programme indicatif de coopération (PIC 2008-2010) destiné à promouvoir une plus grande cohésion économique et sociale entre les deux archipels, a-t-on appris jeudi de source officielle. La signature du PIC s'inscrit dans le cadre de la visite officielle de trois jours que le président du gouvernement des Canaries, Paulino Rivero Baute, a entamée ce jeudi au Cap-Vert pour discuter avec les autorités locales des nouvelles formes de coopération entre les deux archipels. D'après les sources du gouvernement cap-verdien, les domaines tels que la sécurité, l'immigration clandestine, l'environnement, l'éducation, l'entrepreneuriat et le financement pour le développement local et régional sont prioritaires dans la coopération bilatérale.

Près d'un millier de Touaregs maliens réfugiés au Burkina Faso

Près d'un millier de Touareg maliens, fuyant l'insécurité dans le nord de leur pays, se sont réfugiés depuis début mai au Burkina Faso voisin, a-t-on appris lundi de source officielle à Ouagadougou. « Depuis début mai nous avons commencé à enregistrer l'arrivée de Touaregs du nord du Mali qui viennent en petits groupes au niveau de Ouagadougou en passant par Djibo » au nord de la capitale, a déclaré à l'AFP le coordonnateur de la Commission nationale des réfugiés (Conaref), M. Der Kodga. Dans la capitale, 329 personnes ont été recensées. Le plus gros contingent de 594 personnes a été enregistré à Djibo dans la province du Soum au nord du pays, distante d'environ 140 kilomètres de la frontière malienne et de 205 kilomètres de Ouagadougou.

Le cas Mohammed Bacar toujours en suspens

L'avocat général de la cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion, île française de l'Océan indien, a émis jeudi un avis défavorable à l'extradition de l'ex-président d'Anjouan, le colonel Mohammed Bacar, demandée à la France par l'Union des Comores. La cour d'appel rendra sa décision le 24 juin. Le président déchu de l'île comorienne d'Anjouan et les hommes de sa garde rapprochée ont été condamnés jeudi à trois mois de prison avec sursis par la cour d'appel de la Réunion pour importation d'armes.

La SADC envoie des observateurs au Zimbabwe

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) enverra 300 à 400 observateurs au Zimbabwe pour le second tour de la présidentielle, le 27 juin, soit le double de l'effectif déployé au premier tour, selon un responsable cité mercredi par le quotidien *The Herald*. « Nous envisageons de 300 à 400 observateurs électoraux pour couvrir l'ensemble du pays », a déclaré le colonel Thanki Mothae, directeur du secrétariat sur les questions de politique, de défense et de sécurité de la SADC. « Le besoin d'avoir davantage d'observateurs s'est fait ressentir, alors nous avons augmenté l'effectif par rapport aux 163 personnes envoyées au Zimbabwe en mars », a-t-il ajouté, selon le quotidien d'Etat.

Les Berbères, l'histoire de la survie d'un vieux peuple africain

Publié pour la première fois en 1980, *Les Berbères* de Gabriel Camps a toujours été considéré comme un « ouvrage de référence » sur l'histoire et l'anthropologie du Nord de l'Afrique. Il a été récemment réédité en France mais aussi, simultanément, en Algérie, au Maroc et en Tunisie (1).

Par Yassin Tamlali, Alger

Les Berbères est un travail encyclopédique dont l'objectif est de situer, à travers le temps, la permanence d'un des peuples les plus anciens du sud de la Méditerranée et du Sahara : « Ici comme ailleurs, des hommes et des femmes de caractère ont marqué leur temps d'une empreinte vigoureuse, mais l'Histoire, écrite par les étrangers, n'en a pas toujours conservé le souvenir qu'ils méritaient », écrit l'auteur dans son avant-propos. Deux manifestations de cette permanence méritent d'être soulignées. La première est la vivacité de l'art décoratif nord-africain depuis ses lointaines origines capsiennes et ibéro-mauresques. La seconde est la survie de la langue berbère (le tamazight), aujourd'hui encore parlée aussi bien sur la côte méditerranéenne qu'au Burkina-Faso.

Dans sa préface, le linguiste algérien Salem Chaker situe l'originalité des Berbères dans son exemplaire pluridisciplinaire. Spécialiste de la préhistoire, Gabriel Camps s'est aussi intéressé aux travaux de ses pairs, linguistes et autres archéologues. Le résultat est une œuvre qui établit, dans le champ des études nord-africaines, de solides passerelles entre des disciplines jusque-là hermétiquement fermées les unes aux autres. La première partie de l'ouvrage étudie les origines du peuplement de l'Afrique

du Nord par les Berbères. Elle décrit longuement la « berbérisation » progressive du Sahara. Le Sahara a été une barrière naturelle derrière laquelle se réfugiaient les tribus en révolte contre l'occupant étranger mais aussi une voie de communication qui a conservé au Maghreb son prolongement naturel méridional. Sa population noire berbérophone est aujourd'hui la preuve vivante d'une magnifique union entre ce que certains géographes appelaient « l'Afrique blanche » et le reste du continent africain.

L'originalité du Maghreb en Afrique

La deuxième partie est une chronologie analytique de l'histoire de l'Afrique du Nord depuis les temps protohistoriques jusqu'aux débuts de la présence ottomane dans la majeure partie du Maghreb. La troisième partie examine, elle, l'attitude des Berbères à l'égard des puissances anciennes (Phéniciens, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes...). L'une des plus grandes acculturations qu'ils ont connues a été celle résultant de la seconde invasion arabe (11^e siècle). L'installation de tribus arabophones en Afrique du Nord a lancé un processus d'arabisation profonde qui a réduit le tamazight à une langue minoritaire. L'auteur s'attarde dans la quatrième partie sur les rapports des Berbères au divin. Il analyse les particularités qui ont marqué leur conversion au christianisme

puis à l'islam (le maintien de la pratique du culte des saints...). Il note que cette conversion a parfois servi de couverture idéologique à leur désir d'émancipation : c'est ce qui expliquerait, par exemple, leur adhésion à certaines doctrines hétérodoxes, chrétiennes (le donatisme) ou islamiques (le chiisme, etc.). Cependant, les Berbères n'ont pas toujours été que des ardents schismatiques. Ils ont donné à l'église romaine un de ses « Pères », saint Augustin, et ont été d'actifs auxiliaires de la diffusion de l'islam orthodoxe en Afrique subsaharienne.

La cinquième partie du livre est un long arrêt sur la spécificité anthropologique des pays maghrébains dans leur environnement géographique immédiat. Gabriel Camps écrit : « L'arabisation de la majeure partie de l'Afrique du Nord n'a pas été un phénomène d'acculturation totale ; dans leurs coutumes, leur langue, leurs manifestations artistiques, les populations du nord de l'Afrique ont conservé bien des caractères antérieurs à l'islam et à l'arabisme [...] Mais cette permanence berbère n'est pas toujours évidente, ni limitée aux seuls groupes berbérophones. En un mot c'est elle qui fait l'originalité du Maghreb à la fois dans le monde arabe et dans le monde africain. »

(1) *Les Berbères*, Gabriel Camps ; préface de Salem Chaker. Publié par Actes Sud (France), Barzakh (Algérie), Le Fennec (Maroc) et Elyzad (Tunisie).

Convulsions inquiétantes du système Mugabe

A deux semaines du second tour des présidentielles, le 27 juin prochain, la tentative de reprise en main musclée des partisans du vieux président met le pays au bord de l'implosion.

Par Said Djafer, Alger

Le gouvernement du Zimbabwe vient d'imposer une nouvelle taxe, de 40%, sur la presse étrangère assimilée aux produits de luxe. Elle vise officiellement à protéger la presse nationale dans un pays qui ne compte que deux quotidiens, tous deux appartenant à l'Etat, le seul journal privé ayant été fermé il y a plus de cinq ans après que ses dirigeants aient refusé de procéder aux formalités d'autorisation extrêmement sévères. Cette décision suit l'interdiction d'exercer qui frappe toutes les organisations non gouvernementales, dont CARE, qui jouent pourtant un rôle essentiel dans l'approvisionnement de populations dure-

Mugabe est en contradiction avec sa plus franche réalisation : l'extension du système éducatif qui a permis en 20 ans au Zimbabwe d'avoir le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Afrique. C'est cette jeunesse instruite qui est en train de signifier à Mugabe qu'il est temps de tirer un trait.

ment éprouvées par les pénuries alimentaires. C'est sous ce jour particulièrement peu encourageant que se déroulent les dernières étapes du second tour de l'élection présidentielle qui

oppose Robert Mugabe, 84 ans et au pouvoir depuis 28 ans, et Morgan Tsvangirai, le leader du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

Population en survie

Outre des arrestations visant des opposants, la police zimbabwéenne avait décidé d'interdire les rassemblements de l'opposition, déjà privée d'accès aux médias officiels. La Haute cour de justice, saisie en urgence, a annulé samedi cette mesure policière qui signifiait la fin de campagne pour le MDC pour le second tour de l'élection présidentielle, le 27 juin. La situation générale du pays est très tendue. Elle était déjà préoccupante : la production agricole est au plus bas, le pays dépend de l'étranger et de l'aide internationale pour faire face à une situation d'effondrement économique complet. Le taux d'inflation est astronomique et une bonne partie de la population est contrainte de s'exiler, en Afrique du Sud notamment, pour survivre.

Appréhensions pour le second tour

Ce sombre tableau, les dirigeants du pays l'imputent largement, pour ne pas dire totalement, à l'embargo mis en place à l'instigation de l'ancienne puissance coloniale, la Grande Bretagne. A l'inverse, ses opposants et les dirigeants étrangers font porter le chapeau à Robert Mugabe et à son parti, la ZANU-PF, pour avoir détruit les capacités de production en expropriant les fermiers blancs et les avoir remplacés par des partisans de son régime. L'échec des politiques démagogiques menées

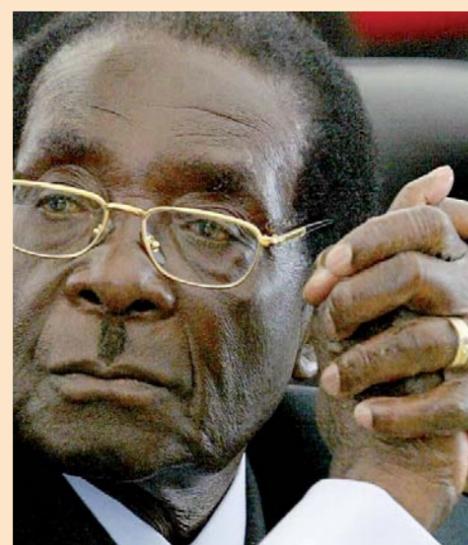
depuis 1980 et la perte de crédit avérée de la Zanu-PF, même dans les campagnes, n'empêchent pas Robert Mugabe de briguer un sixième mandat, illustrant jusqu'à la caricature la propension à mourir au pouvoir des dictateurs africains.

C'est donc avec une réelle appréhension que les Zimbabwéens et, au-delà les Africains, attendent le second tour des élections. Beaucoup en Afrique considèrent que les Occidentaux ne diabolisent Mugabe que parce qu'il a exproprié des fermiers blancs. Mais ce discours qui met en avant la mauvaise foi des Occidentaux, sans être rejeté, n'est plus accepté comme argument.

Victime de sa seule vraie réussite

Les nouvelles élites africaines sont en train d'imposer, dans la difficulté, une nouvelle vision : la critique justifiée de l'occupation blanche d'hier ne doit pas servir de justification ou de circonstance atténuante aux errements d'aujourd'hui. Au-delà de Mugabe, il y a tout un système, fermement décidé à ne pas bouger, qui rend les changements pacifiques difficiles pour ne pas dire impossibles. C'est en cela que le patriarche, héros véritable du combat anticolonial, est aujourd'hui un malheur pour son pays. Son départ – qu'il ne semble pas prêt d'admettre – ne suffira pas à régler la donne politique. Les anciens combattants qui forment l'ossature du régime, et qui en sont les principaux bénéficiaires, multiplient les signaux qu'ils ne se laisseront pas écartier par le simple jeu électoral.

Si la fin de saison est inéluctable, les jours de



Beaucoup en Afrique considèrent que les Occidentaux ne diabolisent Mugabe que parce qu'il a exproprié des fermiers blancs. Mais ce discours n'est plus accepté comme argument.

l'automne du patriarche austral sont lourds d'incertitudes. En définitive, le système Mugabe est en contradiction avec sa plus franche réalisation : l'extension du système éducatif qui a permis en 20 ans au Zimbabwe d'avoir le taux d'alphabétisation (85%) le plus élevé d'Afrique. C'est cette société et cette jeunesse instruites, produits de cette seule réussite, qui sont en train de signifier à Mugabe et à son système qu'il est temps de tirer un trait.

Le pouvoir sénégalais offre une tribune à l'opposition

La réaction du pouvoir abandonne à l'opposition les gains d'une grande concertation qui la dépasse.

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

La tribune est des plus prestigieuses. Autour de Amadou Moctar Mbow, ancien directeur général de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), Babacar Ndiaye, ancien président de la Banque africaine de Développement, Ibrahim Fall, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, Mamoudou Touré, ancien directeur Afrique du Fonds monétaire international,

Non content de se passer de leurs compétences, le pouvoir s'est tiré une balle dans le pied en refusant de participer aux échanges et en cherchant à les interdire avec maladresse.

Cheikh Hamidou Kane, ancien directeur régional de l'UNICEF, auteur de *l'aventure ambiguë*, Moussa Touré, ancien président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine...

La présence de telles personnalités souligne à la fois l'incapacité du pouvoir sénégalais à mobiliser au service de la nation toutes ses ressources humaines et sa mauvaise appréciation de la situation politique. Faisant un véritable cadeau à une opposition qu'il avait su mettre sous l'éteignoir depuis la réélection du président Abdoulaye Wade dès le premier tour de la présidentielle de l'année dernière. L'ancien directeur général de l'UNESCO siège à l'Académie royale marocaine créée par Hassan II. Ses avis y sont sollicités. Dans son pays, il n'a jamais été fait appel

à lui alors qu'il ne demande qu'à servir et sans contrepartie. Il en est de lui comme des autres. Non content de se passer de leurs compétences, le pouvoir s'est tiré une balle dans le pied en refusant de participer aux échanges et en cherchant à les interdire avec maladresse, avant de déclarer que c'est une manœuvre de l'opposition et que ceux qui y participent se posent en opposants. Bienheureuse opposition qui peut se targuer d'avoir pu rallier à sa cause de telles personnalités.

Cadeau

Un véritable cadeau puisque si l'opposition est bien le principal instigateur des assises nationales, elle n'en a plus la paternité. Son mérite se limitait à avoir donné corps à un projet qu'une association comme le Forum civil avait entamé auparavant. Au-delà de ces considérations politiciennes, le président des assises a rendu encore plus inconfortable la position du pouvoir.

« En tant que président de ces Assises, je voudrais dire haut et fort que je reconnais sans restriction la légitimité du président de la République et des pouvoirs établis. Et rien dans ces Assises ne sera fait pour empêcher cette légitimité de s'exercer selon la Constitution et les lois de la République ». C'est une voix sereine qui a détruit toutes les accusations proférées contre les Assises puisque l'essentiel de l'argumentaire gouvernemental était que ces Assises voulaient remettre en question sa légitimité.

Réflexion collective

Cette question éventée, reste l'objectif. Il ne peut que rallier. Mbow d'expliquer : « Notre volonté d'exercer les droits que nous confèrent nos qualités de citoyens libres dans un pays libre et démocratique, y compris celui de

réfléchir sur les destinés de notre peuple et sur le présent et l'avenir de notre pays... C'est après mûre réflexion que j'ai donc accepté de présider ces Assises. Au soir d'une vie aussi longue que la mienne au cours de laquelle j'ai comme les autres, sans en attendre la satisfaction d'un devoir accompli, d'une responsabilité assumée, on ne peut se dérober. Ces Assises, il ne faut cesser de le dire, constituent une ouverture à tous, car en son sein s'unissent les mains, les cœurs et les cerveaux de nombreux Sénégalais... Ce sont donc tous ceux qui sont soucieux de voir ce pays engagé dans un effort collectif de réflexion sur nous-mêmes, sur nos progrès, sur nos succès, sur nos échecs, sur nos divisions stériles, sur les leçons que l'on peut tirer de tout cela pour qu'ensemble dans l'union et la concordance nous puissions faire face tous aux dures réalités du moment... »

Maladresse

Autre maladresse, l'injonction faite aux diplomates de ne pas y participer. Si les Ambassadeurs africains, asiatiques et arabes ont brillé par leur absence, les Occidentaux n'en ont eu cure. La Commission européenne, la France, les Pays-Bas, la Roumanie, la Suède, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, les Etats-Unis et le Canada étaient bien présents. Les assises ouvertes le 2 juin se poursuivront à travers des forums dans les régions pendant trois à six mois. Rien n'aura finalement pu empêcher des Sénégalais de réfléchir aux maux de leur pays.

Les niveaux de développement du Sénégal et de la Tunisie étaient similaires en 1960. Le PIB par habitant du Sénégal est aujourd'hui de 1800 dollars. Celui de la Tunisie de 2817.

15^e conférence ministérielle du Formed à Alger

La 15^e conférence ministérielle du Forum méditerranéen (Formed) s'est ouverte vendredi matin dans la banlieue d'Alger, avec pour thème principal l'Union pour la Méditerranée (UPM). La conférence d'Alger, présidée par le ministre algérien des Affaires étrangères Mourad Medelci, offre l'occasion de débattre de l'UPM d'une manière multilatérale, avant son lancement officiel prévu le 13 juillet à Paris. « Le Formed a prouvé durant ses quatorze ans d'existence son efficacité (...) en tant que cadre de dialogue politique entre les pays des deux rives de la Méditerranée », a déclaré M. Medelci à l'ouverture de la conférence.

Le Congo ne veut pas rompre avec la Belgique

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République démocratique du Congo (RD Congo), Antipas Mbusa Nyamwisi a rassuré jeudi aux membres de l'Assemblée nationale qu'il n'y aura pas de rupture diplomatique avec la Belgique. « On n'est pas en rupture avec la Belgique, il n'y aura pas de rupture entre les deux pays, on essaye de requalifier les rapports », a affirmé le ministre Mbusa Nyamwisi qui était entendu par la Commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale sur les problèmes d'actualité immédiate dans le pays. Selon le ministre, la brouille entre Kinshasa et Bruxelles n'inquiète pas son ministère, précisant que des contacts sont pris au haut niveau. Il a souligné que la RD Congo « a droit au respect et ne saurait aliéner sa souveraineté ».

Vers la création d'une communauté des jeunes leaders africains

Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondiale (WEF), a présenté jeudi au Cap les futures priorités et initiatives du WEF pour l'Afrique. M. Schwab a déclaré que le forum construirait une plateforme électronique WELCOME, ou World Electronic Community (communauté électronique mondiale). La plateforme virtuelle devra être lancée d'ici un an et permettra des échanges entre 10 000 décideurs globaux. Le WEF envisage aussi d'établir 100 Conseils d'agenda global pour identifier les problèmes régionaux et mondiaux et de devenir le système global de renseignement le plus important. Dans l'espoir d'aider les jeunes africains à se développer, le WEF pourrait créer une communauté des jeunes leaders africains, a ajouté le chef du WEF.

La collaboration Maroc-Cameroun améliore l'offre en eau potable

La reprise de la Société nationale des eaux du Cameroun (SNEC) par l'Office national d'eau potable du Maroc (ONEP) se traduit déjà par l'amélioration de l'offre en eau potable.

Par Achille Mbog Pibasso, Douala

Le passage de témoin entre la Société nationale des eaux du Cameroun (SNEC) et les nouvelles structures, en l'occurrence, la Cameroon water utilities corporation (CAMWATER) et la Camerounaise des eaux (CDE) s'est matérialisé le 2 mai dernier à Douala par le transfert du service affermé de production, du transport et de distribution d'eau potable au Cameroun. Avec la signature le 2 juin 2008 du contrat des tra-

Des mesures qui n'ont pas tardé à produire les fruits, puisque le nombre d'abonnés est passé à plus de 250 000 en 2007, contre près de 180 000 en 2002.

voux de réhabilitation d'urgence des infrastructures de production et de distribution d'eau à Yaoundé et à Douala, et dans d'autres localités du pays entre la Camwater et la CDE, entièrement financé par la Banque mondiale à hauteur de 6 milliards de francs CFA (9,2 millions d'euros), devrait dans les prochains mois, améliorer l'offre en qualité et en quantité d'eau potable au Cameroun.

Fonctionnement optimal

Les travaux annoncés vont participer à remettre en état de fonctionnement optimal les infrastructures existantes. Pour le directeur général de la Camwater, Basile Atangana Kouna, « ce ne sont que l'amorce d'un ensemble d'investissements qui vont s'étendre dans les années à venir », a-t-il déclaré, avant d'ajouter qu'« un programme d'investissements d'un montant de 46 millions d'euros a déjà été mis en place par la Camwater qui s'articule autour de la réhabilitation, de renforcement et d'extension de la capacité de production et de distribution de tous les centres existants, ainsi que la construction de nouvelles installations d'eau potable dans de nombreuses villes qui en sont dépourvues ». Avec l'appui du gouvernement camerounais et des bailleurs de fonds, le programme d'extension du réseau d'eau potable, d'après Basile Atangana Kouna, « permettra aux couches défavorisées de bénéficier de branchements sociaux au modeste prix de 6 euros ».

Savoir-faire marocain

Le projet en cours, qui permettra d'améliorer de manière significative les conditions de desserte de la population en eau potable sera l'occasion pour la partie marocaine, de faire montre de son « savoir-faire dans les métiers de conception, des études et de réalisation des infrastructures d'eau

potable ainsi que le choix des fournitures et des équipements... Aucun effort ne sera ménagé pour que le travail soit accompli sans perturbation pour les usagers », a rassuré Mohammed Bennani, le directeur général de la CDE.

Ces derniers mois, l'on a enregistré la réhabilitation de l'outil de production, le renouvellement et le remplacement des équipements et ouvrages des infrastructures de production, de stockage et de transport de l'eau potable grâce au programme d'investissement minimum d'urgence autorisé par le gouvernement. « Les travaux réalisés dans ce cadre ont permis d'accroître la production d'eau potable qui atteint le cap de 300 000 m³ par jour... En outre, le rendement du réseau a atteint le cap de 78,20% contre seulement 64,32% en 2002, grâce à la réduction des fuites et à travers l'entretien régulier du réseau long de plus de 5000 km », précise-t-on à la Camwater. Des mesures qui n'ont pas tardé

à produire les fruits, puisque le nombre d'abonnés est passé à plus de 250 000 en 2007, contre près de 180 000 en 2002, ce qui représente une hausse de 21,9% en cinq ans. Avec l'appui des bailleurs de fonds, le programme d'investissement pour les dix prochaines années prévoit le renforcement de l'alimentation en eau potable à travers le pays qui est actuellement de 35%. L'objectif visé étant d'atteindre un taux de desserte nationale de 47% au minimum à l'horizon 2015, dont 53% à Yaoundé et Douala contre respectivement 30% et 35% aujourd'hui. A la Camwater, l'on se dit persuadé que « le nouveau schéma de la fourniture du service public de l'eau potable que nous consacrons aujourd'hui permettra à notre pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement dans leurs aspects liés à l'accès à l'eau potable ».

Réorganisation

La réorganisation du secteur de production, de distribution et de commercialisation de l'eau au Cameroun, qui a abouti en 2007 à la privatisation de la SNEC sous le contrôle d'un consortium formé notamment par l'Office national de l'eau potable du Maroc (ONEP), est le prolongement d'un processus enclenché en 2005

avec la création par le gouvernement de deux entités, en l'occurrence, la Camwater chargée de la gestion pour le compte de l'Etat, des biens et droits affectés au service public de l'eau potable en milieu urbain et périurbain, et la société d'exploitation, la Camerounaise des eaux qui prend le relais de l'ex SNEC.

532 millions d'exemplaires de journaux dans le monde

Voici les principaux chiffres sur la presse écrite dans le monde, selon le rapport de l'Association mondiale des journaux (AMJ) publié lundi : 532 millions de personnes achètent quotidiennement un journal dans le monde parmi 11 926 de titres payants. Le lectorat moyen des journaux dans le monde est supérieur à 1,7 milliard réparti sur 232 pays.

La palme d'or des lecteurs aux Turcs

Les Japonais restent les plus grands acheteurs de journaux au monde, avec 624 quotidiens vendus pour un millier d'adultes. Ils sont suivis par la Norvège (580 pour mille), la Finlande (503), et la Suède et Singapour avec chacun 449 exemplaires pour mille habitants. Les Turcs consacrent le plus de temps à lire le journal. 74 minutes par jour - suivis des Belges avec 54 minutes, et des Finlandais et des Chinois, avec 48 minutes chacun en moyenne.

Hausse des recettes publicitaires

La diffusion des journaux et les recettes publicitaires ont augmenté dans le monde en 2007 alors que la montée des gratuits et du web se poursuit, indique le rapport annuel de l'Association mondiale des journaux (AMJ) publié lundi. Le nombre d'exemplaires de la presse payante a augmenté de 2,57% sur un an, selon le rapport publié lors du Congrès de l'AMJ à Göteborg en Suède. « Si l'on ajoute les quotidiens gratuits à la diffusion des titres payants, la diffusion globale des journaux a augmenté de 3,65% l'an dernier, et de 14,3% depuis cinq ans », précise ce bilan de la profession pour 2007.

Les gratuits progressent vite

Les quotidiens gratuits représentent désormais près de 7% de la diffusion globale des journaux et 23% de leur diffusion en Europe uniquement. Selon l'AMJ, les recettes publicitaires des quotidiens payants ont grimpé de 0,86% l'an dernier et de 12,84% sur cinq ans. La presse écrite, journaux et magazines confondus, reste le plus grand support publicitaire mondial, avec une part de marché de 40%, devant la télévision (38%), indique le rapport.

Coopération entre banques centrales

Un accord de coopération a été conclu entre la Banque d'Algérie et la Banque centrale du Luxembourg (BCL), portant sur l'assistance technique et la formation.

La revue de presse africaine de Londres

FINANCIAL TIMES

The Economist

theguardian

The Times

Le 18^e Forum Economique Mondial sur l'Afrique qui s'est tenu au Cap en Afrique du Sud est évoqué par le mensuel *African Business* qui était dans les kiosques cette semaine. Les autres sujets analysés et commentés par la presse britannique sont la hausse des prix des denrées alimentaires, l'aide au développement britannique, la crise économique et financière qui affecte certains pays africains et bien entendu la situation au Zimbabwe.

Les défis et opportunités en Afrique

A la réunion du Cap, *African Business* souligne que les politiciens africains, ainsi que les hommes d'affaires et les personnalités influentes qui seront à ce rendez-vous discuteront des turbulences économiques mondiales, alors que l'Afrique enregistre pour la cinquième année consécutive un taux de croissance de 5%, grâce notamment à la montée des prix des matières premières. Mais souligne le mensuel, il faudra s'attarder sur deux faits qui menacent cette croissance africaine, c'est la crise des marchés financiers occidentaux et la montée des prix des denrées alimentaires. Il y a déjà, note le journal, comme une récession aux Etats-Unis, doublée d'un ralentissement des prévisions de taux de croissance en Asie. Mais pour l'instant encore les investisseurs considèrent l'Afrique comme une destination sûre pour les opérations financières.

Le coût de la vie

Le *Times* signale cette rencontre de huit sommets dans le domaine de l'économie dont cinq Prix Nobel qui ont déclaré que la malnutrition devait être la première priorité pour l'aide et le développement au niveau international. Ce groupe appelé le « Copenhagen Consensus Initiative » suggère que les enfants des pays en développement reçoivent des suppléments de Vitamine A et de Zinc afin que des centaines de millions d'enfants soient à l'abri des maladies évitables. *African Business* rappelle dans sa dernière édition qu'il y a eu en Afrique une série de

manifestations et de soulèvements liés aux prix élevés des denrées alimentaires qui ont doublé ou triplé. Il s'agit d'un phénomène mondial puisque dans les pays riches, les prix ont augmenté en moyenne de 20%. Dans un article intitulé « *Le spectre de la récession s'approche* », le journal affirme qu'en Afrique, avec la montée des prix des denrées alimentaires, du carburant, de l'électricité, et la menace de montée de l'inflation, le gouvernement sud africain semble impuissant à stabiliser l'économie. Et le journal averti : « *Si l'Afrique du Sud entre en récession, elle entraînera avec elle les petits Etats voisins* ».

Le *Financial Times* signale de son côté que le Kenya a connu une montée des prix des denrées alimentaires de 44% depuis le début de cette année, due à la fois aux conséquences de la crise économique au niveau international et aussi aux récents troubles politiques qui ont secoué le pays au début de l'année.

Le *FT* rappelle que 300 000 agriculteurs de maïs, qui s'approprièrent à faire les semences, ont dû fuir leurs champs et leurs maisons pour des camps de réfugiés. Mais le ministre des Finances semble serein. Pour lui, il s'agit d'une situation passagère et tout rentrera dans l'ordre dès que les premières récoltes seront sur les marchés.

L'aide au développement britannique

C'est le *Times* qui signale cette semaine que la Grande-Bretagne est le deuxième distributeur d'aide au niveau international derrière les Etats-Unis. Créée en 1997 par le gouvernement travailliste de Tony Blair, le Département du développement international est l'artisan de ce succès. Ce service décentralisé de l'Etat britannique à un budget de 5,3 milliards de livres sterling. Même si le Département travaille dans le monde entier, le journal précise que la grande majorité de ses contributions est destinée à l'Afrique. Pour la Sierra Leone par exemple, elles représentent annuellement 10% du bud-

get. Jusque-là, les contributions britanniques représentent 0,5% du budget, alors que les Nations Unies les souhaitent à 0,7% du PIB, ce que la Grande-Bretagne se promet d'atteindre en 2013, alors que l'Union européenne se donne un délai plus long, en 2015.

Des millions de zimbabwéens à risque

Au Zimbabwe le ministre de la Sécurité sociale, Nicholas Goche, a demandé aux ONG et organisations internationales s'occupant de l'humanitaire dans le pays d'arrêter toutes leurs interventions. Cette information du *Guardian* est reprise par toute la presse britannique qui a exprimé sa surprise et son émoi. Le *FT* précise de son côté aussi que des millions de zimbabwéens seront menacés par la famine. Dans une interview accordée au *FT*, Charles Abani, le directeur Afrique australe d'Oxfam, indique que deux millions de personnes sont ainsi privées de toute assistance. Le *Times* citant une source onusienne fait état de quatre millions de personnes qui seraient affectées par cette décision. Et pour Douglas Alexander, le ministre britannique pour le Développement international, cette décision est indéfendable et démontre jusqu'à quel point Mugabe veut s'accrocher au pouvoir. Enfin, signalons que le *Guardian* ne passe pas sous silence la déclaration de Morgan Tsvangirai qui a annoncé cette semaine qu'il ne souhaitait plus avoir à faire au président Thabo Mbeki comme médiateur. Dans une lettre rendue publique, le chef du MDC accuse la président sud-africain d'avoir un parti pris et de ne plus être crédible dans sa médiation. *The Economist* revient cette semaine également sur la situation au Zimbabwe précisant qu'alors que le président Mugabe était à Rome au sommet de la FAO, ses partisans réprimaient violemment les opposants.

CB avec l'équipe de rédaction de Londres

Crise du ciment dans le Golfe de Guinée

Quand le bâtiment va, tout va. Dans les pays du Golfe de Guinée, le bâtiment ne va plus parce que le ciment est introuvable ou trop cher.

Par Aliou Diongue, Dakar

On ne sait désormais plus qui, en Afrique de l'Ouest, est importateur ou exportateur de ciment. Dans la plupart des pays du Golfe de Guinée la crise est générale et brouille tous les repères. Du Bénin au Togo en passant par le Niger, le ciment est devenu rare et cher depuis au moins six mois.

Sans justification

Pourquoi une si sévère pénurie dans des pays qui possèdent chacun au moins une unité de production ? Pourquoi des prix aussi élevés ? Pour le ministre nigérien du Commerce, pays sans doute le plus durement frappé par la crise, « rien ne justifie la hausse générale et importante du prix du ciment ». Sauf que la réalité du marché est qu'une pénurie ne s'installe durablement sans provoquer une spéculation qui se traduit rapidement par une rétention de stocks, l'organisation d'un marché parallèle et une montée en flèche des prix de vente. L'ensemble de ces facteurs se retrouve dans le marché triangulaire que forment le Bénin, le Togo et le Niger. La spéculation est naturellement pointée du doigt. On l'expli-

que, pour le Bénin en tout cas, outre la pénurie, par le blocage à 69 000 FCFA, 105 euros, du prix de la tonne de ciment. « *Un prix totalement en déphasage avec les réalités de la production d'aujourd'hui* » commentait récemment un journal local. Au Niger, le prix de la tonne est passé de 182 à 282 euros en un temps record.

Autre facteur qui détermine l'offre et les prix du ciment : les grands travaux lancés par plusieurs chefs d'Etat, comme au Niger par exemple. De tels travaux sont de gros consommateurs de ciment et font une concurrence à la demande des consommateurs ordinaires. On estime ainsi que les grosses quantités de ciment que l'Etat béninois avait annoncé vouloir importer du Togo étaient plutôt destinées à satisfaire la demande de l'Etat lui-même.

La hausse des prix des matières premières importées est aussi un facteur de renchérissement du prix du ciment. Le clinker, par exemple, qui est un composant indispensable à la fabrication du ciment, a vu son prix croître sur le marché international de 63% en deux ans et celui du gypse de 50%.

L'envolée spectaculaire du prix du baril de pétrole se répercute naturellement sur les coûts

de production du ciment. La Société nigérienne du ciment (SNC), par exemple, mise en service en 1966 consomme chaque jour 18 000 litres de fuel, 74% de ses charges. Son chiffre d'affaires a chuté de 13,72 millions d'euros en 2006 à 12,18 millions en 2007. Elle ne parvient à produire qu'entre 50 000 et 80 000 tonnes de ciment par an pour des besoins de quelque 300 000 tonnes.

Etats impuissants

Mais ces deux pays ne sont pas vraiment mieux lotis que le Niger. Le Togo possède certes deux unités de production de ciment, Wacem et Cimtogo mais, elles ne parviennent plus à satisfaire la demande locale.

Last but not least, la pénurie de ciment s'expliquerait par les prix imposés. Au Bénin, par exemple il y aurait plus de deux cents sociétés agréées pour l'importation de ciment mais les importateurs restent prudents, estimant que le prix pratiqué n'est pas compétitif.

Dans tous les pays concernés, les autorités nationales sont conscientes de la situation. Le Premier ministre togolais a reçu les responsables des deux unités de production. Fin mai, le Directeur général de CIM Bénin, l'unité de

production béninoise, était reçu par le chef de l'Etat et déclarait à sa sortie d'audience que si rien n'était fait, la flambée des prix des matières premières contraindrait sa société à arrêter ses machines.

Une pénurie ne s'installe durablement sans provoquer une spéculation qui se traduit rapidement par une rétention de stocks, l'organisation d'un marché parallèle et une montée en flèche des prix de vente.

Au Niger, l'Etat envisage d'effectuer un important investissement qui permettrait d'augmenter la production afin de pouvoir satisfaire la demande intérieure. Niamey a ainsi sollicité le concours financier de la Banque mondiale afin de pouvoir porter sa production à 250 000 tonnes par an.

Abdoulaye Wade s'invite dans le conflit du Proche-orient

C'est en Afrique de l'Ouest, loin du fatras proche-oriental, qu'est peut être en train de s'esquisser un nouveau tournant de la situation en contexte de fin d'époque à Washington.

Par Saïd Djafer, Alger

Une des évolutions les plus négatives du conflit israélo-palestinien est que les Etats-Unis sont devenus les acteurs extérieurs exclusifs, les seuls en mesure d'agir sur le cours des négociations. Ni la Russie, ni l'Europe – dont la présence au sein du

Devant les protestations indignées des Palestiniens, Obama a nuancé son discours, mais l'incident ne peut que conforter Mahmoud Abbas qu'il n'y a rien à attendre de sérieux des Etats-Unis dans le court terme.

quartet est quasiment de pure forme pour ne pas dire un simple alibi – n'ont pu apporter une tonalité différente à une politique américaine, qui a pris un tour pro-israélien militant sous les deux mandats de George W. Bush. Tel-Aviv s'est d'ailleurs constamment arrangée pour refuser toute intrusion, onusienne, européenne ou autre, afin de préserver une exclusivité américaine qui, c'est le moins que l'on puisse constater, ne la dessert pas. Face à cette donnée « fondamentale », l'entrée en lice du président sénégalais, Abdoulaye Wade, en sa qualité de président de l'Organisation de la conférence islamique, sur le dossier israélo-palestinien, relève d'une certaine témérité. Le président sénégalais ne se limite pas en effet à organiser des discussions entre le Fatah et le Hamas afin de mettre fin à un

état de division politique qui tend à devenir territorial (La Cisjordanie pour Mahmoud Abbas et Gaza pour le Hamas), mais ambitionne de faire une médiation entre les Palestiniens et les Israéliens.

C'est ce qu'a expliqué El Hadji Amadou Sall, le porte-parole du président sénégalais. La première phase de cette médiation « est inter-palestinienne : arriver à ce que le Fatah et le Hamas s'accordent sur une position commune, se rapportant à la paix avec Israël. Il en est à cette première phase ».

La désespérance de Mahmoud Abbas

Le président sénégalais a reçu, séparément, les représentants du président de l'Autorité palestinienne et ceux du Hamas qui ont entrepris des discussions politiques. Cette médiation du président en titre de l'OCI explique d'une certaine manière, le soudain appel de Mahmoud Abbas à un dialogue national avec le mouvement islamiste dans lequel il n'a pas utilisé la formule de « putschiste », ni exigé un retour à la situation préalable à la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, le 15 juin 2007.

Le tournant a été pris le 4 juin dernier, dans un discours, qui a inquiété les Américains et les Israéliens. Mahmoud Abbas a appelé à « un dialogue national exhaustif pour mettre fin au schisme national qui a infligé de sévères dommages à notre cause et de nouvelles souffrances au peuple palestinien ». L'appel a été immédiatement salué par le Hamas. Les collaborateurs de Mahmoud Abbas ont essayé d'atténuer auprès des Américains la portée de cet appel. Pourtant, ce retour vers le dialogue n'est pas sans lien avec la désespérance de Mahmoud Abbas à l'égard des Etats-Unis. Une autre constante de la politique améri-

caine est qu'il est vain d'espérer d'une administration finissante une action sérieuse sur le dossier du Moyen-Orient. Le climat électoral aux Etats-Unis est en général accompagné d'une poussée de discours pro-israélien. Même Barak Obama, une fois son investiture acquise, est allé à l'AIPAC pour proclamer que Jérusalem devra être la capitale indivisible d'Israël.

La pugnacité de Wade

Devant les protestations indignées des Palestiniens, Obama a nuancé son discours, mais l'incident ne peut que conforter Mahmoud Abbas qu'il n'y a rien à attendre de sérieux des Etats-Unis dans le court terme. La médiation d'Abdoulaye Wade arrive donc dans un contexte propice pour la relance du dialogue inter-palestinien. C'était d'ailleurs un thème majeur du discours du président sénégalais lors du sommet de l'OCI à Dakar où il a exhorté les forces politiques palestiniennes à organiser « sans délai un congrès du peuple palestinien ».

On peut constater, avec l'ouverture des discussions entre le Hamas et le Fatah, à Dakar, qu'il fait preuve de pugnacité. Il reste que le second objectif, le déblocage des négociations entre Israéliens et Palestiniens, est plus malaisé même si, officiellement, c'est le président israélien Shimon Pérez qui a sollicité Abdoulaye Wade.

Les « fondamentaux » du problème, c'est une quasi-certitude, ne bougeront pas avant que la prochaine administration américaine ne s'installe et dévoile sa vision. Mais si Abdoulaye Wade parvenait à mettre fin à la grave division palestinienne, il aurait déjà fait beaucoup.

De Rome, peu de chemins mènent à l'agriculture nourricière

Le sommet de la FAO sur l'alimentation, terminé le 6 juin dernier à Rome, a été un échec, maquillé d'une vague déclaration d'intention.

Par Ihsane El kadi, Alger

Le monde ne connaît pas quel est le « modèle économique » de l'agriculture qui « doit absolument » produire 50% de denrées alimentaires de plus qu'aujourd'hui dans les 40 prochaines années pour assurer « un standard calorique FAO » à 9 milliards de terriens.

« En comparaison avec Kyoto il y a onze ans, les délégués savaient comment réduire les émanations des gaz à effet de serre sur une période de deux fois plus courtes » expliquait un spécialiste de l'agriculture au lendemain de la clôture « il faut bien voir que les pays qui souffrent le plus immédiatement de la flambée des prix des aliments n'ont pas les moyens de proposer une alternative globale à l'agriculture globalisée ». Les pays du sud le peuvent d'autant moins qu'ils divergent sur les causes du doublement du prix moyen du blé, du maïs et du riz en deux années. Ainsi le Congo-Brazzaville s'est soli-

darisé avec le Brésil dans la défense des agro-carburants. La conférence a tenté en effet d'ajouter aux deux « coupables » admis à la crise alimentaire actuelle, l'explosion du prix du pétrole et les mauvaises récoltes cumulées, un troisième, à savoir le détournement croissant de terres arables au profit de la production d'agro-carburants.

Belles promesses

Mais si, compte tenu des belles promesses de rémunération, ouvertes par le pétrole cher, la production de carburants d'origine agricole est certaine d'attirer des investisseurs étrangers dans les prochaines années en Afrique et partout où des réserves de surface agricole utile (SAU) existent, la question reste entière quant à la nécessité de produire pour nourrir. Et 480 délégués de 187 pays réunis durant près de 4 jours n'ont pu que constater l'éparpillement des réponses à ce sujet s'enga-

geant simplement dans la déclaration finale « à éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire pour tous, aujourd'hui et demain ». Des interventions, parfois pathétiques, se sont succédées à la tribune du sommet de Rome comme celles de Ban Ki-Moon et de Jacques Diouf pour rappeler les Etats à leur devoir. D'autres ont pilonné le travail de l'ONU et de la FAO qui n'auraient pas réussi à mettre l'agriculture à l'abri des dérives de la mondialisation. « Une perte de temps » comme l'a déclaré le président sénégalais Abdoulaye Wade mécontent de l'absence de mesures précises ? Pas si sûr, un constat partagé implicitement par tous, y compris des gouvernements libéraux comme celui de Nicolas Sarkozy, peut permettre de gagner du temps: l'impulsion par le marché pur n'a aucune chance de défricher des terres dont le produit n'est pas valorisé au standard des prix mondiaux. Le marché

seul n'est pas la solution du retour vers l'agriculture.

Le bouclage du cycle de Doha de l'OMC et la libéralisation du commerce agricole - réclamé à Rome par de nombreux intervenants d'exportateurs nets du sud - avec la réduction des subventions des exportations augmentera une part de la production mais ne réglera pas la question de la répartition des revenus et donc de la sécurité alimentaire.

Circuit court

A Rome, la FAO a défendu sur la scène politique mondiale une question longtemps confinée dans les articles de chercheurs ; comment financer une activité agricole qui vise seulement à nourrir dans « un circuit marchand court », les voisins du village ou de la ville la plus proche, une production vivrière qui n'intéresse pas le transport maritime, le négoce international, les centrales d'achat à l'autre bout du monde ? Une aide

Verbatim

Faim

« Nous sommes premier producteur de cacao, mais tu peux avoir l'argent du cacao et mourir de faim. (...) Mieux vaut même être 4^e ou 5^e producteur de cacao et être 1^{er} ou 2^e producteur de riz. »

Le président ivoirien, Laurent Gbagbo, dans un entretien à la chaîne de télévision internationale France 24.

Cible

« Mon pays est la cible d'une campagne injuste et délibérée. Cette campagne brutale a tenté d'exagérer et de déformer les faits. Elle a terni l'image, le patrimoine et les valeurs de notre peuple. »

Le président soudanais, Omar el-Béchir.

Problèmes

« Si l'Europe souhaite éloigner les concitoyens européens de ce qu'est l'aventure européenne, ou de ce que fait la Commission, on n'a qu'à continuer comme ça, c'est-à-dire à nier les problèmes provoqués par ces hausses de prix. »

Le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet.

Historique

« Il s'agit sans aucun doute d'un moment historique que d'avoir pour la première fois un Afro-Américain investi par l'un des deux partis les plus importants des Etats-Unis. »

José Luis Barroso, président de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse à Londres avec le Premier ministre britannique Gordon Brown.

Bombe

« Le problème des prix de l'alimentation est une vraie bombe à retardement (...) Il y a ceux qui ont les moyens de faire face, qui s'adaptent. Mais il y a aussi ceux qui n'ont pas les ressources pour acheter quoi que ce soit, lorsque les prix s'envolent, qui sont mis à l'écart de tout, même de la possibilité de se nourrir. »

Jacob Zuma, président du Congrès national africain (ANC).

Capacités

« C'est précisément le fait que le rôle des Etats-Unis dans le système économique mondial ne correspond pas à ses capacités réelles, qui a été une des principales raisons de la crise actuelle. »

Le président russe Dmitri Medvedev.

Dépassé

« Vous donnez à un pilote un mauvais avion, il ne peut pas aller loin. Le problème c'est la FAO, ce n'est pas Jacques Diouf. Le concept de « food assisting » est dépassé. (...) Le budget de la FAO c'est 800 millions de dollars, donnez-nous ce budget pendant trois ans et vous verrez ce que nous pouvons faire. »

Abdoulaye Wade, président du Sénégal.

Inestimable

« La sénatrice Clinton sera d'une valeur inestimable pour nous aider à gagner en novembre et j'ai hâte de faire campagne à ses côtés pour apporter au pays les changements dont il a éperdument besoin. »

Barak Obama, futur candidat démocrate à la présidence américaine.

Identité

« Je pense qu'une identité africaine plus large serait importante pour réduire les tensions tribales. »

Le rocker et militant Bono dans une interview à un quotidien japonais.

publique au développement plus importante, bien sûr. Le président français a décliné un Partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture pour lequel il consacrerait un milliard d'euros sur cinq ans notamment pour des projets de développement en Afrique subsaharienne. Sans renoncer pour autant aux cultures d'exportations « dont ont besoin les pays du sud pour leur apport en devise » selon Michel Barnier. Insuffisant à l'échelle des besoins. Le professeur Jean Matouk propose d'amener une partie des 2000 milliards de dollars dont disposent les fonds

souverains dans le financement de l'irrigation des sols et du microcrédit pour les paysans des pays du sud. Barbara Stocking (Oxfarm) estime que l'essai de Rome doit être transformé par les pays industrialisés du G8 réunis en juillet prochain au Japon pour leur sommet annuel « Les bonnes idées de Rome doivent être suivies par des chèques au Japon ». Certes, mais le mécanisme qui a amené la crise alimentaire se poursuivra : « A moins qu'on ne modifie le commerce international inéquitable, les politiques en matière de biocarburants et les politiques agricoles ».

Jacques Diouf n'a pas pu aider l'Afrique à se nourrir

Le Sénégalais, à la tête de la FAO, vient de réunir le gotha mondial mais il n'a pas réussi à convaincre que l'élimination de la faim est aussi une nécessité économique.



Jacques Diouf : « L'élimination de la faim n'est pas seulement un impératif d'ordre moral ou éthique, c'est aussi une nécessité économique... »

Par Chérif Elvalide Sèye, Dakar

Les avis sont partagés. Le directeur général de l'Organisation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, le Sénégalais Jacques Diouf, s'est dit satisfait de son sommet mondial. Ce n'est pas l'opinion la plus généralement exprimée.

Mais Jacques Diouf savait bien que son sommet ne pouvait prétendre changer l'ordre du monde. Sa mesure, c'est d'abord la présence des grands du monde. Gâté. Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement et les responsables onusiens et des autres institutions internationales. Ce n'était pas gagné. Un rapport d'audit, commandité par lui-même a été très sévère sur l'institution qu'il dirige depuis quatorze ans déjà. Il est donc forcément comptable du bilan. Mais il a démontré que les tares les plus sévèrement critiquées ne relèvent pas de la direction générale de l'institution mais des gouvernements propriétaires, qui décident de son orientation et de ses moyens d'action, souvent, il l'a démontré, au mépris des propositions longuement préparées par l'institution.

Une chausse-trappe de plus, évitée par Jacques Diouf. Des peaux de banane, des accrocs dans sa longue carrière, il en a souvent connus. Il s'en est toujours relevé, encore que souvent, il n'ait que trébuché. Un insubmersible, disent ceux qui le connaissent depuis toujours.

Longues études

La veine, sans doute. Il en faut dans les milieux où il a fait carrière. La recherche, la politique, un peu, la fonction publique internationale. Milieux féroces s'il en est. Mais il n'a pas eu que de la chance. C'est qu'il y a été particulièrement bien préparé par ses études d'abord, et par sa carrière ensuite.

Né à Saint-Louis, au nord du Sénégal, le 1er août 1938, il y entame ses études. Primaires à l'École Duval, secondaires au lycée Faidherbe, sanctionnées par un baccalauréat, sciences expérimentales. Cap sur la France pour les meilleurs élèves dont il était. Il décroche un diplôme d'ingénieur en agronomie à l'École nationale d'agriculture de Grignon-Paris. Il se spécialise ensuite en agronomie tropicale. Nouveau diplôme d'ingénieur en agronomie tropicale à

l'École nationale d'application d'agronomie tropicale de Nogent, à Paris toujours. Sa soif de savoir n'est pas pour autant éteinte. Il y ajoute un doctorat ès sciences sociales du monde rural à la Sorbonne.

Dans son domaine, il a tous les diplômes qui comptent mais il sait que sa formation gagnerait à s'élargir à la gestion et à la pratique de l'anglais. L'American Management Association de New York pourvoit aux deux. Certificat supérieur en gestion des entreprises et en prime, maîtrise de l'anglais.

Riche carrière

Si bien diplômé, Jacques Diouf n'a, à la fin de ses études, nulle difficulté à trouver à s'employer. Dès 1963, il est nommé directeur du Programme agricole de l'Office de commercialisation agricole. Pour quelques mois seulement. En 1965, il devient secrétaire exécutif du Conseil africain de l'arachide, à Lagos au Nigéria. L'organisme a fort à faire. L'arachide commence à subir la concurrence d'autres huiles.

En 1971, il quitte pourtant pour un autre organisme, cette fois, plus tourné vers la recherche. Il est élu secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, à Monrovia au Libéria.

Sa carrière internationale s'achève toutefois pour une arrivée au Sénégal par la grande porte. Il est nommé en 1978, secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et technique de son pays. Expérience plutôt courte. Le président Abdou Diouf donne un tour plus politique à son gouvernement en 1983. Jacques Diouf ne fait pas partie des ministres

Des peaux de banane, des accrocs dans sa longue carrière, il en a souvent connus. Il s'en est toujours relevé. Un insubmersible, disent ceux qui le connaissent depuis toujours.

politiques. Il a bien essayé de militer à Saint-Louis, sa ville natale, mais sans grand succès. Exit Jacques. Il doit se contenter d'un mandat peu valorisant de député. Il s'ennuie ferme.

CRDI

Il ne tient pas plus de deux ans. En 1984, le Centre canadien de Recherche pour le Développement international, CRDI, le récupère. Puisque son pays peut se passer de sa riche expérience de recherche, le Canada le nomme conseiller du président et directeur régional.

C'est peut être ce qui incite son pays à le rappeler en 1985 pour le bien juteux poste de secrétaire général de la BCEAO à Dakar qui revient traditionnellement au Sénégal. A priori, il n'a pas le profil de l'emploi. Pourtant il y demeure six bonnes années.

Il ne partira que pour reprendre une fonction internationale. Encore éloignée de ses compétences. En mai 1991, il est accrédité comme ambassadeur à la Mission permanente du Sénégal aux Nations Unies.

Consécration

En 1993, c'est la consécration. Jacques Diouf est élu, directeur général de la FAO, le 8 novembre. Une élection difficile, rempor-

tée après quatre tours de scrutin. La diplomatie sénégalaise a bien sûr été mobilisée par le président Abdou Diouf.

Mais le seul soutien africain n'aurait jamais suffi. Jacques a apporté sa grande connaissance, sa bonne réputation avérée dans les milieux internationaux de la recherche et des politiques agricoles. Auprès de ceux qui comptent dans ce domaine, il a eu l'occa-

« Tout être doué de raison devrait comprendre sans difficulté l'énorme avantage, pour les producteurs de biens et de services, de la transformation de 200 millions d'affamés en consommateurs. »

sion de faire la preuve de sa compétence. La liste est interminable : Groupe consultatif de la recherche agricole internationale à Washington, conseil d'administration des centres internationaux de recherche agricole : CIRAF (Kenya), SIRAN (Pays-Bas), IITA (Nigeria), Institut international de recherche scientifique pour le développement en Afrique (Côte d'Ivoire), Fondation internationale pour la Science (Suède), Conseil de la Fondation islamique de la science et la technologie pour le développement (Arabie saoudite), Comité consultatif de la recherche médicale et du Comité de transfert de la technologie, Conseil de l'Institut mondial de recherche pour le développement économique de l'Université des Nations unies, (Finlande)...

Elu dans la douleur la première fois, le renouvellement de son mandat passe comme lettre à la poste. 137 voix contre 26 à l'Argentin Juan Carlos Vignaud.

Persuader le monde

Dit-il aujourd'hui, mission accomplie ? Probablement pas. Son institution n'a pas réussi à aider son continent à se nourrir. Ce n'est pas faute d'avoir argumenté. Toutes les tribunes qu'il parcourt à longueur d'année, ne lui suffisent pas. Les grands journaux du monde publient ses articles. Sans relâche, il cherche à persuader le monde développé qu'il a intérêt à ce que l'Afrique, aussi, mange à sa faim. Dans *Le Monde diplomatique* de décembre 2004, il explique que « l'élimination de la faim n'est pas seulement un impératif d'ordre moral ou éthique, c'est aussi une nécessité économique... Selon une étude de la FAO, le produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant en Afrique subsaharienne aurait pu atteindre, s'il n'y avait pas eu de malnutrition, entre 1000 et 3500 dollars en 1990, alors qu'il n'a pas dépassé les 800 dollars. Tout être doué de raison devrait comprendre sans difficulté l'énorme avantage, pour les producteurs de biens et de services, de la transformation de 200 millions d'affamés en consommateurs avec un pouvoir d'achat effectif. »

Il n'a guère été entendu. A Rome, la semaine dernière, il a comparé les 30 milliards nécessaires à l'éradication de la faim aux 1200 milliards dépensés pour tuer. Ce mandat, est probablement le dernier. Même si son prédécesseur, le Libanais Edouard Saouma, a dirigé la FAO pendant dix huit ans. Jacques Diouf, marié à Aïssatou Sèye, père de cinq enfants, rêve peut être d'un autre destin.

L'agenda

Troisième Festival mondial des arts nègres

1^{er} au 22 juin 2008 à Dakar. Contact : Alioune Badara Gueye. www.fesman.org

Africa Power Forum

12 et 13 juin 2008 à Marrakech. Contact : Youssef Waqif ywaqif@sp.ma

Mise à niveau et développement de la filière sucrière

17 juin 2008 à Skhirat (Maroc) - Centre Int. Mohammed VI. www.cosumar-ona.com

Cycles des salons de Med It 2008

18 et 19 juin 2008 : Med-IT @ Casablanca, Maroc.
22 et 23 octobre 2008 : Med-IT @ Tunis, Tunisie.
2 et 3 décembre 2008 : Med-IT @ Dakar, Sénégal.
Organisateur : XCOM - Tel. +33 442 70 95 10 - Fax. +33 (0)4 42 70 91 89

L'industrie agroalimentaire, moteur de croissance en Afrique

18 au 20 juin 2008 à Rome, au siège de la FAO. Contact : EMRC - Bruxelles - +32.2/626 15 15. info@emrc.be - www.emrc.be

1^{er} Salon de l'économie sociale et solidaire « ECOSS »

19 au 21 Juin 2008 à la Foire internationale de Casablanca. Contact : Khadija Mouhni - 063 89 72 72

Salon Agrolibya

Libye, du 23 au 26 juin 2008. Contact : Thimotee Mougeotte, mougeotte@adepta.com

Africa Energy Forum

25 au 27 juin 2008 à Nice. Contact: Rod Cargill, +44.(0)20.85.47.06.98, cargill@energynet.co.uk

Actualités et défis de la fonction juridique en entreprise dans l'espace OHADA

25 au 27 juin à Douala. Contact : Dr. Sadjo Ousmanou. Tel. : +237 22 04 28 61 - ca2d-droit@hotmail.com

AfricTalents

26 juin à Dakar au Méridien Président. Contact : info@africtalents.com - www.africtalents.com

8^e Forum annuel international sur les perspectives africaines

27 juin 2008 à Paris Bercy. Contact : Centre de développement de l'OCDE : Ralph Maloumy, Tél : +33 1 45 24 96 43 ou Sala Patterson, Tél : 33 1 45 24 82 85

Qui va nourrir le monde ?

3 juillet 2008, conférence internationale à Bruxelles, www.nourrirlemonde.org

La nouvelle Afrique du Sud des affaires

3 juillet 2008 à Paris - Palais du Luxembourg (Sénat). Contact : Ubifrance

8^e Forum des dirigeants d'entreprises africaines

8 au 11 juillet 2008 - Paris, La Sorbonne. Contact : Afrique Challenge (Rue Mansour SAADI- Quartier Racine, Casablanca MAROC). Tél : 212 22 23 60 418

African Investor & NYSE Forum

15 septembre 2008 à New York. Contact : www.africa-investor.com/awards/aiindexawards/home.htm

Geneva trade & development forum GTDF

17 au 20 septembre 2008 à Crans Montana. Contact : Ideas Center. + 41 22 807 17 40 - www.gtdforum.org ou www.swisscham-africa.ch

IPAD, Infrastructure Partnership for African Development

7 au 9 octobre 2008, RDC. 26 au 28 novembre 2008, Nigeria. 11 décembre 2008, Angola. Contact : Jean-Tite Oloumoussi, +27.21.700.3508, jeantite.oloumoussi@spintelligent.com

Infrastructure Partnership for African Development

RDC : 7 au 9 octobre 2008. NIGERIA : 26 au 28 novembre 2008. ANGOLA : 11 décembre 2008. Contact : Jean-Tite Oloumoussi, +27.21.700.3508, jeantite.oloumoussi@spintelligent.com

8^e Forum Eurafriq Partners consacré à l'eau et l'énergie

21 au 24 octobre 2008 à Lyon (France). www.adeafrance.org

Symposium Mines Guinée (SMG 2008)

13 et 14 octobre, Conakry, Republic of Guinea. Dan Coberman - dancoberman@ametrade.org